

Gérard Aventurier

Pascal Chambon

Claude Latta

Sylvia Millet

La guerre de 1939-1945

Résistance et Déportation

dans le Forez

Communications au *Printemps de l'Histoire* 2009

Cahiers de Village de Forez

Montbrison

2010

Couverture : brassard des Francs tireurs et partisans.

Présentation

Lorsque les membres de Village de Forez préparent le programme de leur annuel Printemps de l'histoire, il leur faut d'abord s'accorder sur un thème. Celui retenu en 2009 - la guerre de 1939-1945 et la Résistance dans le Forez - a d'abord donné lieu à quelque hésitation : fallait-il, au risque de blesser certains, évoquer publiquement cette période qui a laissé tant d'images troubles dans les mémoires, en Forez comme ailleurs ? Il suffit de prononcer des mots tels que « collaboration », « épuration », « marché noir » ... pour saisir quelles réactions ils suscitent encore.

Mais d'autres mots résonnent, eux, d'une manière bien différente : « résistance », « fraternité », « libération »... C'est dans ce champ-là que les historiens de *Village de Forez* ont choisi d'intervenir. Après tout, peut-on parler de résistance sans dire à quoi on résiste ni montrer les enjeux du combat ? L'intérêt de nos historiens pour la période ne date pas d'hier. Depuis longtemps, avec rigueur, ils s'informent, mènent leurs propres enquêtes, recueillent des témoignages, enseignent et écrivent. Spécialistes et témoins avaient d'ailleurs publié plusieurs articles dans la revue de *Village de Forez*, dès 1981 avec le texte de référence de Lucien Gidon, résistant, sous-préfet de la Libération : *La Résistance à Montbrison, Souvenirs*¹.

Le printemps de l'histoire 2009 reprenait donc le thème au cours d'une séance publique au centre social de Montbrison. La présente publication reproduit le texte des quatre communications de ce 25 avril :

- La Loire dans la guerre. Pascal Chambon
- Le mouvement « Combat » dans le Montbrisonnais. Claude Latta
- La bataille d'Estivareilles. Sylvia Millet
- Les Juifs dans le Forez, protections et déportations. Gérard Aventurier

Une centaine de personnes ont écouté les conférenciers, avec beaucoup d'attention. Ce modeste colloque a ainsi permis de diffuser auprès du public une partie de ce que l'on sait sur la période. La participation des auditeurs a été remarquable : avant même et pendant cette journée, ils ont été nombreux à apporter des compléments d'information, à donner leurs témoignages, avec émotion, rendant publics des souvenirs personnels, qui devenaient alors matériaux pour l'histoire. Plusieurs personnes ont accepté d'être interviewées plus tard, pour contribuer à leur manière à la poursuite de la recherche.

Au cours des conférences ou dans les conversations qui les prolongeaient, chacun a pu entendre prononcer des noms familiers de lieux, sites d'événements douloureux qualifiés depuis lors d'historiques, ou de personnes qu'il a connues ou dont il connaît les descendants, et qui ont été des acteurs décisifs dans la guerre, la résistance ou la protection des Juifs. Une manière concrète de se convaincre que l'histoire, celle qu'on dit grande, est faite, avant tout, par les gens les plus proches, ceux qui nous entourent, nous-mêmes, qu'elle est le produit de leurs convictions, de leurs actes, de leurs

¹ L'ensemble de ces articles parus au cours de près de trente ans dans la revue de *Village de Forez*, auxquels s'ajoutent quelques textes inédits, ont été regroupés dans un cahier spécial, publié à la veille du Printemps de l'histoire, sous le titre : "Le Forez et les Foréziens dans la guerre et la Résistance. 1939-1945". Etudes et témoignages.

engagements, parfois de leurs renoncements ². Le Forez de la guerre et de la Résistance a connu ses héros et ses victimes ordinaires.

Ce *Printemps de l'histoire 2009*, par la qualité des interventions et la participation active du public, nous semble avoir été un moment symbolique de ce qu'on pourrait appeler, selon une expression quelque peu tombée en désuétude, l'« éducation populaire ». La connaissance s'est partagée, mêlée, celle des spécialistes, analytique, rationnelle, celle des gens du « peuple », immédiate, intuitive, l'une et l'autre fondements nécessaires pour l'écriture de l'histoire.

Maurice Damon

Village de Forez

² C'est dans le même esprit que d'autres manifestations ont été programmées. Une trentaine de personnes, sous la conduite et avec les commentaires de Claude Latta, ont parcouru Montbrison le dimanche 26 avril, et se sont arrêtées devant les lieux, les maisons, les monuments où se sont déroulés des événements liés à la guerre ou la Résistance. Quelques jours plus tard, le musée d'Estivareilles accueillait une vingtaine de visiteurs, guidés par son animatrice Sylvia Millet. Enfin, le groupe de randonnée « l'Echappée belle », conduit par Joël Jallon, membre de *Village de Forez*, compte parmi ses destinations des sites remarquables de la Résistance forézienne.

Le Forez de l'Occupation à la Libération

(1940 - 1944)

Communication de Pascal Chambon

Un adage dit que "la mobilisation n'est pas la guerre", celle de la fin de l'été 1939 le fait mentir. En Forez, la mobilisation s'échelonne du 24 août 1939 à Noël, les principaux départs ayant lieu le 24 août et le 15 septembre. Hitler ayant agressé la Pologne le 1^{er} septembre, la France déclare la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939 mais, comme partout, c'est l'attente durant la "Drôle de guerre" jusqu'au 10 mai suivant... Nombre de Foréziens se retrouvent dans des unités positionnées sur - et sous - la ligne Maginot, d'autres feront le coup de feu en Norvège ou, plus tard, dans les Alpes. L'essentiel sera happé dans la Campagne de France telle l'unité emblématique de Saint-Étienne, le 38^e RI, qui participe à l'héroïque défense de Lille fin mai 1940. Après avoir mis bas les armes, encerclé, il se voit rendre les honneurs par un détachement allemand, fait rarissime durant cette campagne.

L'exode et les combats dans la Loire

Le 10 mai 1940, l'offensive allemande lancée dans le nord et l'est de la France entraîne l'exode des populations vers le sud. Dès avant l'offensive allemande, des replis amènent gens du Nord, Belges et Français mêlés... Les militaires arrivent aussi, une boulangerie militaire arrivée de l'Ain est cantonnée à Bonson : la guerre la rattrapera cruellement... À partir de la mi-juin, la masse des réfugiés grossit encore : Saint-Bonnet-le-Courreau est envahi par des habitants de la Marne, du Doubs, de la Moselle... Chalmazel voit affluer 250 réfugiés. 120 réfugiés parisiens sont à Andrézieux et quelque 500 réfugiés de Hollande, Belgique et de l'Est à Saint-Romain-le-Puy. Paris est occupé le 14 juin...

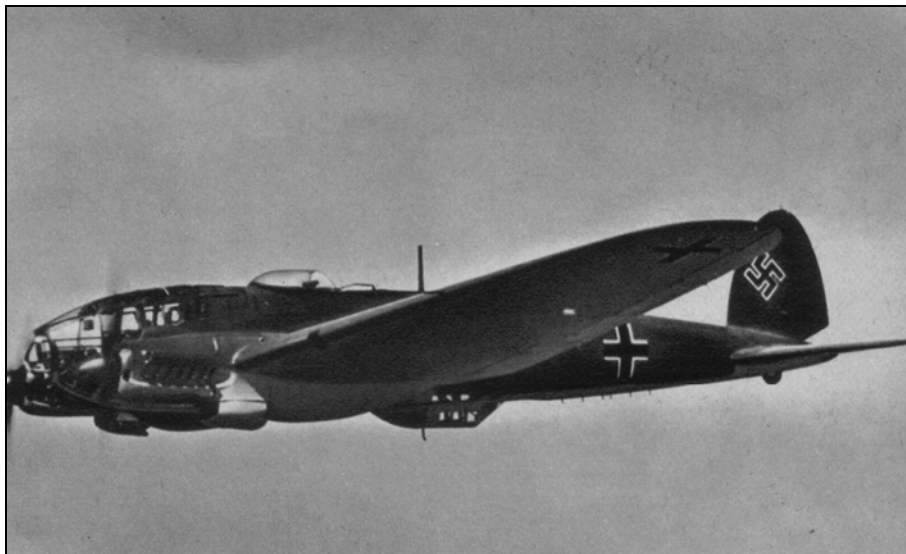
Le 18 juin, le Forez, de même que Firminy, est pris pour cible par la Luftwaffe ; longtemps, on crut que c'était l'aviation italienne mais c'est le choc de l'entrée en guerre de l'Italie qui a généré ces rumeurs. Après avoir mitraillé le quartier du Calvaire à Montbrison, des bombardiers frappent le quartier de la gare de Bonson : on relève également 42 morts dont 5 civils. Boën, également, est bombardé... Le 19 juin 1940, la Wehrmacht est à Roanne, il y a un mort français dans un bref combat. Les Allemands occupent les villages de Mornand, Arthun, Poncins. La Bâtie d'Urfé est réquisitionnée. Le 20 juin, à Feurs, des soldats français - dont des tirailleurs sénégalais avec au moins un canon antichar - détruisent une automitrailleuse et tue un Allemand. Le sergent Tiemoko KONE est tué... Mais l'ennemi arrive également au sud-est puisque, le 21 juin, une automitrailleuse allemande est détruite par deux chars français à Saint-Chamond. Tragique méprise, courante à l'époque, un canon antichar français détruit le même jour un char piloté par des Polonais sur la route de Saint-Anthème : deux morts³. Le 22 juin, l'armistice est signé à Rethondes mais les combats continuent. Le 23 juin, les deux chars précédemment cités et quelques fantassins bloquent les Allemands au nord de La Fouillouse durant plusieurs heures : les Allemands ont plusieurs tués. Le 24 juin, les Allemands entrent dans Saint-Étienne. Le lendemain, l'Armistice entre en vigueur.

Les premiers jours de l'occupation se déroulent assez calmement et la plaine du Forez n'a pas à souffrir de pillages et de réquisitions forcées. Les journaux locaux font l'éloge de "la correction" des Allemands... Certains civils font preuve de courage malgré la débâcle telle cette gérante de la cabine téléphonique de Cuzieu - village occupé par les Allemands - qui continuait à

³ René Cletmet, *Dix siècles d'histoire en Vallorgue*, 1989, p.58-59.

donner des communications afin que l'état-major soit au courant de la situation et qui fut décorée de la Légion d'honneur en 1941. La population de Saint-Bonnet-le-Courreau héberge neuf soldats arrivés de la Rochelle sur une chenillette. De même, trois chars cachés dans les bois de Vendranges ne sont pas dénoncés... À Saint-Bonnet-le-Château, le 24 juin, la population forme une garde civique et aide les soldats à construire des barricades aux portes de la ville, comme en 1814 face aux Autrichiens !

Après l'armistice de Rethondes le 22 juin, la France est divisée en deux ; le Forez étant en zone non occupée, les troupes allemandes quittent Saint-Étienne le 4 juillet 1940. Le drapeau tricolore est hissé sur l'hôtel de ville de Saint-Étienne le 5... Outre les morts tombés au cours de cette meurtrière Campagne de France, la Loire laisse 15 390 prisonniers en Allemagne : la grande majorité y restera 5 ans.



Heinkel 111-2

L'acceptation initiale du régime de Vichy

Lors des votes de juillet 1940 qui sonnent l'avènement de l'État français de Pétain, les six députés de droite votent les pleins pouvoirs au Maréchal ; les deux députés socialistes, Pétrus Faure et Albert Sérol, ancien ministre, s'abstiennent. Il n'y a donc aucun Ligériens parmi ceux qui refusent l'assassinat de la République que représente l'avènement du nouveau régime. Une des originalités du département était d'être resté à droite lors de la victoire du Front populaire en 1936, une droite dans l'ensemble modérée mais qui compte parfois des éléments plus radicaux. Le Forez est un des bastions du parti agraire et des "chemises vertes" de Dorgères dont le programme mêle nationalisme - "la France aux Français" - et condamnation du capitalisme anglo-saxon ou des fonctionnaires... Dorgères préfigure le programme de Vichy : "Travail, Famille, Patrie". L'antisémitisme, malheureusement, n'est pas absent même s'il paraît exceptionnel. Ainsi, en 1936, le marquis Léon de Poncins publiait *La mystérieuse internationale juive* qu'il concluait par⁴ :

Deux conceptions antagonistes et irréconciliables s'affrontent en Occident et l'une des deux triomphera ou périra chez tous les peuples de culture occidentale sinon même dans le Monde entier. Aujourd'hui les dés en sont jetés.

⁴ Léon de Poncins (1897-1976), journaliste et essayiste catholique français, écrivit une œuvre abondante sur le thème "conspirationniste", dénonçant des complots maçonniques et la supposée implication juive dans les affaires du Vatican... Comme d'autres en son temps, de Poncins se montra un dénonciateur obsessionnel des forces occultes et des organisations secrètes, antisémite, antisioniste, anticommuniste et antiprogressiste...

La nostalgie d'un passé disparu, de l'âge d'or de l'ancienne province de Forez, de la suprématie de Montbrison - contre Saint-Étienne industrielle et ouvrière, "rouge" parfois - ont façonné une partie des notables locaux. Ce terreau conservateur et parfois réactionnaire est propice à l'adhésion à l'idéologie pétainiste.

Ainsi, comme partout en France non occupée, les juifs sont marginalisés et surveillés par le régime de Vichy avant d'être menacés. Lorsque paraît le premier "statut des Juifs", le 3 octobre 1940, le *Journal de Montbrison* fait l'apologie d'Édouard Drumont... Et pour cause, ce texte évoque expressément la "race juive" dès son premier article :

Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif.

Ce statut exclut les juifs d'un grand nombre de métiers, le régime les considérant comme responsables d'une partie des "malheurs de la France"... Il s'agit, de fait, de la première grande loi raciste de l'État français, prise sans pression de l'autorité allemande. Si les juifs n'étaient que 600 dans la Loire en 1939, leur nombre est estimé à 2081 en 1942, du fait de l'Exode, soit moins de 1 % de la population. Les juifs étrangers sont surveillés, certains assignés à résidence. À Montbrison, fin 1942, deux mesures de refoulement sont signifiées vers la zone occupée : il s'agit presque d'une condamnation à mort à cette date... Jusqu'à l'invasion complète du territoire par les Allemands, il n'y a pas de manifestation hostile envers les juifs. Si quelques militants d'extrême droite ont tenté une propagande antisémite, ces actions suscitèrent plus la réprobation que l'adhésion.

Les notables jouent un rôle majeur dans le cadre de la "Révolution nationale". S'il y a parmi eux des industriels - Rousson à Feurs, Gapiand à Saint-Just-sur-Loire - la plupart sont les grands propriétaires fonciers. Tous sont favorables à l'ordre, à l'armée, à l'Église, au monde paysan et souhaitent en 1940 la chute de la République "responsable des malheurs de la France". Dans le domaine de la culture, tous ont un goût prononcé pour le passé de leur vieille province. Cette quête se manifeste brillamment dans le travail de la société savante de la Diana à Montbrison. La société est sensible à l'intérêt porté par le gouvernement de Vichy à l'histoire locale tout comme aux valeurs conservatrices prônées par le régime. L'assemblée générale de la Diana du 27 février 1941 proclame :

L'histoire régionale va être enseignée dans les écoles, la nôtre est assez glorieuse pour que nous en soyons fiers !

Maurras vient faire une conférence et, au cours du repas à Feurs, il déclare qu'il a enfin trouvé en Vichy le régime politique de son cœur. Pétain propose également aux notables des postes importants dans son gouvernement ; Camille de Meaux devient responsable de la corporation paysanne mais le comte de Neufbourg lui, refuse toute responsabilité. Son avis sur Pétain est d'abord plutôt favorable mais très vite, il se rangera du côté de de Gaulle. À ses côtés entreront dans la Résistance Marguerite Gonon⁵ et l'équipe des dianistes des Chartes du Forez.

Vichy s'appuie donc sur les cadres traditionnels de la société forézienne. Les anciens combattants, piliers du régime, sont réunis dans la Légion et sont très attachés à la personne du Maréchal - sinon à son régime - au moins jusqu'en 1942. La jeunesse est, elle aussi, encadrée. Plusieurs centaines de jeunes Compagnons de France travaillent dans les chantiers des "commanderies" et "bailliages" du pays de Forez, Saint-Jean-Soleymieux et Marcilly les accueillent. La légion des volontaires foréziens œuvre à leurs côtés à l'établissement de la nouvelle France. Surtout, l'enseignement "libre" est choyé au détriment de l'école publique, suspecte car "laïque et républicaine".

⁵ Marguerite Gonon (1914 - 1996). Née à Saint-Étienne en 1914, institutrice, chercheur puis ingénieur au CNRS, docteur ès-lettres, historienne, pendant longtemps habitante de Poncins, auteur de nombreux travaux concernant notamment l'histoire et le patois du Forez.

Les prémisses de la Collaboration

Le 24 octobre 1940, Pétain et Hitler se rencontrent à Montoire, sur la ligne de démarcation : Pétain "entre dans la voie de la collaboration" avec l'Allemagne : le 28 octobre *le Mémorial de la Loire* écrit : *La France est prête à s'intégrer dans l'ordre nouveau européen. Une collaboration franco-allemande ouvre la perspective d'une paix féconde.*

Les autorités commencent dès 1940 à faire surveiller la correspondance de quelques personnes suspectes dont le comte de Neufbourg. Début 1942, 301 personnes sont surveillées dont 125 considérées dangereuses par les services de police : les ouvriers sont les plus nombreux, suivent les artisans-commerçants et les fonctionnaires. Parmi ceux-ci, plus de la moitié sont des instituteurs en exercice ou à la retraite.

Toutefois, même parmi ceux qui soutiennent, encore, Pétain, on pense déjà à "la revanche" comme après 1871... Dans le Forez, le CDM - "Camouflage du matériel" - qui viole discrètement les conditions d'armistice a pour responsable le capitaine de Loisy : le comte de Neufbourg en particulier est sollicité. Il camoufle cartouches de mitrailleuse fusils-mitrailleurs dans sa ferme de Biterne. M. Paul Guichard aidé de son père Georges prend chez lui près de Poncins, 25 mitrailleuses. Le capitaine de Loisy cache 15 fusils-mitrailleurs dans un château à Saint-Galmier. Le temple protestant de Saint-Étienne comme le curé de Pralong en cachent aussi... L'existence de ces armes est signalée à Londres mais, après le retour des Allemands en 1942, ceux-ci sont bien informés... Un colonel allemand vient chez de Neufbourg et s'étonne de ne rien trouver : *Qu'auriez-vous fait à ma place ?* demande le comte à l'officier. *Mais la même chose que vous !* Ces armes seront distribuées en avril 1944 à divers maquis de l'Allier, de la Saône-et-Loire et du Forez.

Les attitudes de refus face à Vichy se font jour progressivement. Dès l'automne 1940, on décèle des mouvements d'opposition essentiellement du fait de militants du PC. Or, le Parti est dans une situation ambiguë puisque tiraillé entre le pacte germano-soviétique, la politique anticommuniste de Vichy et l'antnazisme et le patriotisme de nombre de militants... Les zones les plus touchées par l'agitation communiste sont, fort logiquement, les vallées industrielles du Gier et de l'Ondaine. En Forez, à Bouthéon, la cellule communiste dissoute essaye de se reconstituer. À Montbrison, une lettre anonyme informe la préfecture que des réunions clandestines ont lieu à la Maison du peuple. À Saint-Romain-le-Puy et Sury, des tracts sont distribués... Dans les milieux catholiques, l'évolution est plus lente : les paroles du cardinal Gerlier - *Pétain c'est la France* - ont rencontré beaucoup d'écho... Mais certains, déjà, doutent. À Pralong, le curé s'inquiète rapidement de l'embrigadement de la jeunesse prôné par Vichy et noue des contacts. Un groupe d'ecclésiastiques se réunit régulièrement autour de M^{gr} Duperray au petit séminaire de Montbrison. Il y prend connaissance des *Cahiers du Témoignage Chrétien* imprimés par l'abbé Plotton à Saint-Étienne et des lettres d'hommes d'église allemands. Puis le groupe réalise les persécutions dont sont victimes les juifs et devine l'existence des camps de concentration. Désormais informés, des prêtres préparent leurs sermons, organisent des conférences voire distribuent des publications.

L'aube de la Résistance en Forez

La Résistance, ce sont d'abord des mouvements et des journaux dont un grand nombre est diffusé en Forez ; de diverses tendances politiques, ils portent les noms des mouvements nationaux ou locaux qui les diffusent. Les principaux mouvements nationaux sont "Combat" issu de groupes fondés par Henri Frenay et par François de Menthon ⁶ ; "Libération" fondé fin 1940 à Clermont-Ferrand par Emmanuel d'Astier de la Vigerie et qui attire Lucie Aubrac ; "Franc-Tireur"

⁶ François de Menthon (1900-1984), blessé et fait prisonnier en 1940, réussit à s'évader et rejoint la Résistance dès 1940. Il reçoit à plusieurs reprises Jean Moulin au château de Menthon-Saint-Bernard près d'Annecy. Il fut l'un des responsables du mouvement *Combat* issu de la fusion de *Liberté* - fondé par lui - avec le mouvement *Petites ailes de la France* d'Henri Frenay. Commissaire à la Justice au sein du Comité français de la libération nationale d'Alger. François de Menthon devient ministre de la Justice dans le gouvernement provisoire de la République française. Puis il fut nommé, par de Gaulle, procureur au tribunal de Nuremberg. Il donna du crime contre l'humanité la définition suivante : *crime contre le statut d'être humain motivé par une idéologie qui est un crime contre l'esprit visant à rejeter l'humanité dans la barbarie.*

créé à Lyon. Ces trois grands mouvements formeront plus tard des Groupes Francs consacrés à l'action directe, sabotages, attentats... En 1943 les mouvements Franc-Tireur, Combat, et Libération formeront les "Mouvements unis de la Résistance" - les MUR - et leurs groupes francs "l'Armée secrète", sa branche militaire.

Au niveau local, on trouve 93, *les héritiers de la Révolution française* de Violette Maurice⁷ - qui participe aussi à *Espoir* - le premier numéro de 93 fut imprimé à 25 000 exemplaires. En 1942, *Espoir* est absorbé par *Franc-Tireur* comme, en 1943, 93. Dès septembre 1940, Jean Nocher⁸ avait fait diffuser des exemplaires de l'appel à la résistance du général Cochet, commandant des forces aériennes de la 5^e armée. Lucien Neuwirth⁹ - 16 ans - qui avait pris contact avec Nocher apprend que la sœur de de Gaulle est à Saint-Étienne : il lui rend visite et récupère une photo du général qui sera diffusée ! Par la suite, Neuwirth gagnera l'Angleterre mais la plupart des Foréziens s'engagèrent localement. À côté de "Combat", qui compte un groupe important à Chazelles-sur-Lyon, on trouve d'autres journaux à plus petits tirages comme *Vérités*, *le Père Duchesne* ou *Le coq enchaîné* créé à Lyon et dont un des responsables fut Louis Pradel, futur maire de Lyon, journal de gauche non communiste et dirigé jusqu'en 1942 à Saint-Étienne par Pointu et à Montbrison par Fouilleron.

La Résistance lance ses premières actions, au départ modestes, et subit ses premières répressions. Apparaissent les premières inscriptions comme, en juillet 1941 à Feurs, des platanes marqués de "V", de croix de Lorraine et de *Vive de Gaulle*. Des avions britanniques larguent parfois des tracts ainsi à Boën fin 1941. Début 1942, d'autres tracts sont éparpillés dans les monts du Lyonnais. À Chazelles, les résistants locaux glissent dans les boîtes aux lettres des insultes envers Pétain et Darlan. À Chazelles, toujours, un homme crie en public que *les galonnés nous ont trahis et sont la honte de la France et que Pétain est un incapable* : trois mois de prison. Il récidivera... Début 1942, un ouvrier agricole de Feurs est condamné à trois mois de séjour surveillé à Saint-Bonnet-le-Château pour avoir crié *Vive de Gaulle ! À bas Pétain !*

Les parachutages d'armes du fait des Britanniques s'avèrent indispensables pour développer la lutte contre l'occupant et ses alliés. Or, le Forez présente de multiples avantages, d'ordre stratégique d'abord par sa proximité de Lyon. Mais aussi d'ordre topographique car les terrains agréés par les Britanniques doivent présenter des caractéristiques précises : être compris dans un rectangle de 400 m par 300 m minimum, être ni trop accidenté ni broussailleux, se trouver de préférence en lisière de bois pour dissimuler équipe de ramassage et containers et être éloigné des villages, des routes à grande circulation et démunie de terrain de la Luftwaffe dans un rayon de 25 km.

En septembre 1941, des agents FFL et britanniques dont l'officier Maurice Buckmaster constituent à Lyon un réseau du SOE - Service des opérations spéciales dépendant directement de Churchill - surnommé "Réseau Buckmaster" et demandent aux résistants foréziens d'organiser

⁷ Violette Maurice (née en 1919 à Saint-Étienne, décédée en 2008) est fille de Robert Maurice, agrégé d'anglais, résistant et poète. Étudiante à Lyon, entrée en résistance à l'Appel du 18 juin, elle fonde à Saint-Étienne avec Neuwirth, Volle, Falque et Dauphin le mouvement clandestin de 93, puis le journal du même nom. Elle adhère début 1943 au réseau *Mithridate* à Lyon, où elle rencontre Jean Moulin qui lui donne la mission de regrouper les réseaux de résistance locaux. Arrêtée le 9 octobre 1943 avec son père par la Gestapo, elle est incarcérée à Montluc puis déportée à Ravensbrück dans le bloc NN - *Nacht und Nebel*, *Nuit et Brouillard* - avec Geneviève de Gaulle-Anthonioz. Elle y reste un an, avant d'être internée au camp de Mauthausen. Libérée en avril 1945, elle reçoit en 1947 la médaille de la Résistance.

⁸ Jean Nocher, de son vrai nom Gaston Charon, (1908-1967), journaliste, entre dès 1940 en résistance et fonde le journal clandestin *Espoir* à Saint-Étienne. Il a fondé les groupes francs de la Loire et dirigé le mouvement Franc-Tireur. Arrêté à Lyon le 29 septembre 1942. Jugé et acquitté grâce au talent de maître Fraissinette, futur déporté et maire de Saint-Étienne, Nocher retourne dans le Forez à la fin 1943.

⁹ Lucien Neuwirth, né en 1924 à Saint-Étienne, il est à Yssingeaux le 18 juin 1940 lorsqu'il entend l'Appel. Rentré à Saint-Étienne, il organise un groupe d'amis lycéens convaincus comme lui qu'il faut résister, rencontre Jean Nocher, alors journaliste au journal *la Tribune de Saint-Étienne*, puis, fin 1941, intègre le groupe *Franc-Tireur*. En 1942, il part à Londres. Il s'engage dans les Forces françaises libres, rejoint les SAS français, est parachuté en Bretagne, en Belgique puis aux Pays-Bas (avril 1945) où il est fait prisonnier et fusillé. Il survit au peloton d'exécution : blessé, recouvert par le corps d'un de ses camarades, il échappe au coup de grâce... grâce à de la petite monnaie qui stoppe la balle...

des équipes de réception pour les futurs parachutages. Il existe pour le Forez plusieurs comités de réception au sol : le groupe Montbrison (Fouilleron), le groupe Saint-Étienne (Bornier) et le groupe Feurs (Neufbourg-Gonon). Le premier parachutage expédie des pistolets et des grenades factices pour familiariser les équipes à la manipulation des matériels.

En juin 1942, deux nouveaux agents sont parachutés dont le lieutenant Jickell. Ce dernier organise la réception du parachutage suivant à Montverdun le 1^{er} juillet. Le matériel réceptionné est acheminé sur Lyon. Un autre parachutage est attendu le 23 septembre sur Mornand à la ferme de la Jarlette. La gendarmerie arrête le comité de réception hormis le lieutenant Jickell et un autre homme. Cet échec est dû à l'amateurisme des résistants et aux trop nombreuses indiscretions des habitants. Fouilleron lui-même est arrêté le 25 août. Les responsables du comité de réception de Mornand furent, pour certains, déportés en Allemagne, un n'en revint pas. Une stèle marque aujourd'hui l'emplacement du parachutage.

Un imprimeur stéphanois, Bornier, est chargé lui aussi d'organiser un comité de réception. Le premier parachutage à Boisset-lès-Montrond tourne mal puisqu'un des parachutistes, un Canadien, est grièvement blessé et meurt lors de son transfert à l'hôpital de Montbrison. Appelé sur les lieux, le curé de Boisset laissa le temps au comité de brûler les papiers du blessé et de camoufler le matériel avant de contacter la gendarmerie. Le troisième groupe est celui du comte de Neufbourg et de Marguerite Gonon. Le message de la BBC leur annonçant le premier parachutage est *Bien le bonjour à la bonne dame*. Ce parachutage d'Arthun fut le dernier à avoir lieu avant l'entrée des Allemands en zone Sud. Dans la Loire, d'après Albert Oriol, il y eut environ 7 parachutages (ou atterrissages car des avions Lysanders déposèrent aussi des hommes) en 1942, 8 en 1943 et 47 en 1944.

Les Allemands envahissent la "Zone Nono" le 11 novembre 1942 suite au débarquement allié en Afrique du Nord, ils traversent le Forez pour foncer sur Toulon où, bientôt, la flotte se saborde... Les troupes allemandes les plus nombreuses cantonnées dans la Loire sont dans l'agglomération stéphanoise. À partir de mars 1944, il n'y aura plus de garnisons à Saint-Étienne à part environ 200 hommes secondés par la Milice, la gendarmerie et les GMR de Vichy. Si, dans l'ensemble, l'installation des Allemands se fait sans encombre, la population supporte difficilement la présence étrangère. Fin 1942, une sentinelle allemande est abattue à Saint-Paul-en-Jarez. Le 24 décembre, à Saint-Étienne, un soldat allemand tombe dans des conditions douteuses du tramway en marche à hauteur de la caserne Rullière... La Gestapo s'installe à Saint-Étienne fin février 1943 au "Nouvel Hôtel" - à Châteaureux - puis en mars dans une annexe rue de la Convention et une à Montbrison, rue Alsace-Lorraine, entre gare et caserne. À l'origine tous ses membres sont allemands mais qui vont se renforcer. Si les effectifs de la Gestapo allemande ne dépassèrent jamais la quinzaine de membres, elle fut secondée par la Milice et put aussi compter sur 35 agents "vacataires" français. En outre, 2 à 300 indicateurs français ont travaillé pour la Gestapo.

Les Allemands démobilisent d'abord l'armée d'armistice puis font la chasse aux dépôts d'armes du CDM. Les gendarmes suspects sont surveillés : deux gendarmes de Feurs sont déportés puis un commandant, Poirel. Le 1^{er} septembre 1943, le comte de Neufbourg est roué de coups par des agents de la Gestapo puis emprisonné à Saint-Étienne. Il est libéré faute de preuves. Si de Loisy, chef CDM de la Loire, parvient à s'échapper, son supérieur le général Frère fut arrêté et déporté, il mourra au camp ¹⁰.

¹⁰ Le général Aubert Frère (1881-1944), saint-cyrien, est gravement mutilé durant la Grande Guerre. Commandant de Saint-Cyr de 1931 à 1935, il participe à la Campagne de France de 1940. Après l'Armistice, il est nommé gouverneur militaire de Lyon et préside le tribunal militaire de Clermont-Ferrand qui condamne de Gaulle à mort par contumace... Fondateur de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) fin 1942, il en prend le commandement. En juin 1943, il est arrêté par la Gestapo. Le 4 mai 1944, il est déporté et meurt d'épuisement le 13 juin 1944 au camp du Struthof.

L'engrenage de la Collaboration

La collaboration économique avait débuté dès avant l'invasion de la zone Sud. À Andrézieux, Barriol et Dallièrre reçoivent commande d'un stock d'acier au tungstène ; à Chazelles, des chapeliers fabriquent les bottes en feutre pour le front de l'Est... Non content de prendre les produits, le Reich s'intéresse ensuite à la main-d'œuvre. Au printemps 1942, les accords Laval-Sauckel prévoient l'envoi en Allemagne des travailleurs français, leur départ devant assurer en contrepartie le retour en France des militaires prisonniers. Mais cette "relève" de volontaires ne suffit pas et, rapidement, tout Français de sexe masculin est susceptible d'être requis : c'est le fameux Service du travail obligatoire, le très impopulaire STO dont seront les victimes nombres d'ouvriers ligériens. Des mouvements sporadiques se déclenchent contre ce dernier : ainsi, à Chazelles, des requis tentent de crever les pneus des cars en partance pour Saint-Étienne... Au total, environ 6 000 Foréziens semblent avoir été concernés par le STO, si la plupart furent affectés dans le "Grand Reich" - souvent en Autriche - d'autres allèrent en Yougoslavie ou restèrent en France pour l'édification du "Mur de l'Atlantique". Les réfractaires furent nombreux, police et gendarmerie les traquant. Certains gagnèrent les maquis. Parmi eux, Pierre Galletti qui rejoint le maquis de Roche et qui entrera plus tard en religion : curé à Saint-Marcellin, le Père Galletti enseigna aussi au "Sem" de Montbrison, devenu Victor-de-Laprade...

La Collaboration politique et militaire est plus spectaculaire et pernicieuse. Avant même l'installation des Allemands en zone Sud, des mouvements politiques sont partisans d'une attitude pro-nazie tel le parti populaire français anticommuniste et antisémite de Doriot qui regroupe dans notre région environ 300 personnes. Le PPF se déchaînent contre les juifs : fin 1942, des juifs stéphanois sont pris pour cible. Un des dirigeants du parti dénonce, pour gaullisme et marché noir, quatre juifs dont deux seront déportés. En réaction, la Résistance commet un attentat contre *L'émancipation nationale*, journal du parti. Lequel se venge sur un commerçant juif. En mars 1944, il n'y a plus qu'une trentaine de militants du parti à Saint-Étienne. Les autres ont rejoint la LVF ou la Milice. La LVF, "Légion des volontaires français" suscite le mépris de la population et recrute peu de Foréziens. On sait que la Milice a pour origine le SOL, "Service d'ordre légionnaire", dont seulement quatre jeunes ont assisté à la réunion constitutive à Montbrison en 1942. Début 1943, la Milice est créée avec à sa tête Joseph Darnand, héros de 14-18 et des corps-francs de 1940. Elle connaît dans la Loire un essor rapide : le 15 avril 1943, elle compte 420 gardes, 80 miliciens et 40 miliciennes recrutés surtout dans les villes importantes.

La situation des juifs se dégrade rapidement du fait de la mise en œuvre de la "Solution finale" par les nazis à partir de 1942 et du zèle des autorités vichyssoises... Ainsi, la première grande rafle a lieu le 26 août 1942 et touche toute la zone non occupée. Après l'arrivée de la Gestapo, les rafles se font conjointement avec la Milice et à l'échelle du département. Elles sont souvent accompagnées de brutalités et de pillages. Le 7 juillet 1944, un vieux rabbin réfugié à Andrézieux est assassiné... À l'échelle du département, environ 315 personnes juives furent déportées. Aucun des moins de 14 ans et plus de 65 ans n'a survécu ; certains malades ou infirmes furent emmenés sur des brancards : tous furent gazés à l'arrivée. Le plus jeune déporté s'appelait Alain Grossmann, il avait un mois et demi lorsqu'il fut arrêté le 3 avril 1944 à Saint-Étienne... Au moins 230 de ces déportés ont été exterminés. Les juifs, parfois, purent être aidés par quelques "Justes", individuels ou au sein d'organismes tels l'œuvre des "Enfants à la montagne", protestante, de Saint-Étienne. Des filières expédient aussi des hommes vers le Vercors ou les Alpes où ils grossissent les rangs des maquis. Des institutions jouent également un rôle d'abri comme le petit séminaire de Montbrison, on découvre progressivement que nombre de juifs furent protégés dans la petite sous-préfecture...

L'action de la Résistance dans la Libération

Au niveau national, Jean Moulin est chargé par de Gaulle en novembre 1942 de l'unification des mouvements. Les MUR se fédèrent au niveau national en 1944 et créent le *Mouvement de la libération nationale*. L'Armée secrète, elle, constitue la branche militaire des MUR, destinée à harceler l'armée allemande après le débarquement. Le commandant Marey est chef départemental de l'AS - Loire en octobre 1943, secondé par René Gentgen. Il l'organise en

GMO - "Groupes mobiles d'opération" - encadrés militairement en vue des combats de la Libération. L'AS est divisée en 5 secteurs au niveau départemental : Rive-de-Gier, Firminy, Montbrison, Chazelles-sur-Lyon et Roanne.

De son côté, le PCF a organisé les Francs-Tireurs et Partisans français - FTPF - à partir du *Front national* et de la CGT. Avant le débarquement de Normandie, les FTPF du Forez ont un seul camp, celui de Wodly formé le 25 mars 1943 en Haute-Loire et dont le responsable le plus célèbre fut Théo Vial-Massat ¹¹. Par la suite, deux autres camps seront créés dont un dans les monts du Forez, le camp Lucien Sampaix mené par Paul Romeyer qui crée le maquis de Lérigneux. Les FTPF payèrent un lourd tribut à la Libération car leur sensibilité communiste ne leur apporta aucune clémence de la part de la police et de la gendarmerie...

Un autre groupe forézien est *Ange* créé par le SOE à partir du réseau Buckmaster. Ce groupe pensait d'abord créer un maquis dans le Rhône mais suite au sabotage d'une usine et à la répression qui suivit, *Ange* se replia sur le col de Baracuchet où il fut commandé par Antoine Boirayon, secondé par Ado Raymond. Bien alimenté en armes, il mena des opérations efficaces contre Vichy et les Allemands jusqu'à la fin août 1944 ¹². Un autre groupe, *Jocker*, sur Chazelles, s'intégra dans le GMO Liberté.

Les maquis sont tardifs en Forez et se concentrent dans les monts du Forez au-dessus de Montbrison. Dans le village de Roche se trouve un maquis de l'AS. En juin 1944, il monte dans des jasseries et grossit en effectifs, essentiellement de Montbrisonnais. Près de Lérigneux se trouve un maquis FTP. Puis, au col de Baracuchet, se trouve le maquis du groupe Ange.

Jusqu'en novembre 1942, la lutte contre les activités gaullistes entre dans le cadre de la répression vichyste des menées antinationales, communistes et syndicalistes en sont les principales victimes. Avec l'arrivée des Allemands et l'action de la Milice, la torture et les déportations deviennent courantes.

Le Forez connaît quelques actions violentes en 1943 mais les événements s'accroissent après le débarquement du 6 juin 1944 et celui du 15 août en Provence qui accélère les événements dans notre région puisque les troupes allemandes du Sud l'évacuent pour éviter la capture. L'été 1944 connaît donc plusieurs combats, parfois meurtriers comme le 5 juillet, à Gland, ou le 7 août à Lérigneux.

L'opération la plus spectaculaire est le combat d'Estivareilles où l'on voit le gros de la garnison allemande du Puy-en-Velay tomber aux mains de la Résistance ¹³. Ayant tenté de rejoindre Saint-Étienne puis Lyon par les montagnes pour éviter les embuscades des gorges de la Loire, la colonne Metger, du nom du colonel la commandant, est harcelée en Velay à Bellevue-la-Montagne puis à Chomelix. Lorsque les Allemands arrivent en Forez, Marey, originaire de Merle, décide de les arrêter avant qu'ils ne descendent vers l'Ondaine. Les premiers accrochages ont lieu à Usson mais les troupes allemandes - en fait surtout d'ex-prisonniers soviétiques de l'*Idel-Ural-Tatar-Legion* - sont épuisées par la guérilla entre Velay et Forez et se sentent cernées. Metger entame des pourparlers et la reddition est fixée au 22 août. L'AS a perdu dix hommes au cours des combats, les Allemands un homme. Une cinquantaine furent soignés à l'hôpital de Saint-Bonnet. Un Tartar fut fusillé pour viol. Un autre, ivre mort, a été abattu par un de ses compatriotes.

Les Allemands évacuent Saint-Étienne le 19 août et, le 22, Gentgen peut annoncer aux Stéphanois, du balcon de l'hôtel de ville, que la bataille d'Estivareilles est gagnée. La joie envahit la ville, pavisée de drapeaux tricolores.

Toutefois, d'autres combats marquent encore la Libération. Le 31 juillet, à Saint-Michel-sur-Rhône, *Ange* tente d'arrêter une colonne allemande remontant la vallée du Rhône : neuf résistants sont tués - dont certains achevés sauvagement - au cours d'un combat inégal. Leurs corps seront ramenés à la caserne de Vaux à Montbrison. Enfin, début septembre, arrivent les libérateurs qui

¹¹ Théo Vial-Massat est né le 30 août 1919 à La Ricamarie. Electricien de métier, Résistant, commandant FTP. Il est élu député PCF de la 4^e circonscription de la Loire de 1962 à 1967 puis de 1978 à 1986 et de 1988 à 1993. Il a été maire de Firminy de 1971 à 1992 et conseiller général de la Loire.

¹² Le monument commémoratif du groupe "Ange" se trouve près du col des Limites, sur la commune de Gumières

¹³ Pascal Chambon, *Estivareilles 1944*, "Champs de Bataille", n° 16, mai-juin 2007, p.16-29.

sont - oh surprise ! - les Français de l'armée de Lattre dont beaucoup de tabors marocains, goumiers tunisiens ou tirailleurs sénégalais.

Conclusion

La Libération est aussi le temps de la justice et, parfois, des règlements de compte dont l'aspect le plus spectaculaire sinon le plus sanglant est la tonte des femmes suspectes d'avoir eu des relations sexuelles avec les Allemands... De Gaulle cherche à rétablir au plus vite une légalité républicaine et ne veut pas qu'elle soit entachée d'excès même si "l'épuration sauvage" peut s'expliquer - sinon se justifier - du fait des duretés de la répression et de la guerre civile qui précèdent la Libération. Dans la Loire, un tribunal militaire et une cour de justice sont chargés de juger les personnes arrêtées. Le tribunal militaire prononça 32 condamnations à mort dont 9 furent suivies d'exécution. La cour de justice, elle, condamna à mort à 124 reprises dont 97 par contumace - 8 furent suivies d'exécution - et 70 condamnations aux travaux forcés à perpétuité, 213 peines d'emprisonnement, 24 amendes ou confiscations de biens. Les tribunaux n'appliquèrent donc que marginalement la peine de mort, comparativement à ce qu'avaient pu subir les femmes et les hommes de l'ombre des années durant.

La Loire devait panser ses plaies : Saint-Étienne n'avait-il pas connu le terrible bombardement américain du 26 mai 1944 et ses 1 000 morts, moins de trois mois avant sa libération ? Au cours de ces longues années de souffrance, comme partout ailleurs, la plupart des Foréziens ne s'étaient engagés ni dans la Collaboration, ni dans la Résistance ; ils avaient survécu. Le souvenir de l'Occupation fut, pour beaucoup, celui du rationnement, des tickets, du marché noir et du "black out" nocturne...

La paix revenait, de nombreux prisonniers aussi, surtout des Stalags et Oflags. Les déportés survivants devaient également réapprendre à vivre. Souvent, passé le temps de la stupeur et de la compassion, leurs concitoyens eurent envie d'oublier. Pour les rares survivants parmi les juifs déportés, le caractère particulier du génocide n'était pas encore clairement identifié. Le temps était à la reconstruction du pays sinon des âmes des survivants.

Bibliographie

Ne figurent ici que les ouvrages de synthèse que le lecteur pourra compléter par un grand nombre d'articles et numéros spéciaux de "Village de Forez".

Forissier Nathalie, *La déportation dans la Loire, 1940-1944*, publications de l'université de Saint-Étienne, 2005.

Gentgen René, *La Résistance civile dans la Loire*, ELAH, 1996.

Luirard Monique, *Le Forez et la Révolution nationale*, Centre d'études foréziennes, 1972.

Maloire Albert, *Le Forez dans la guerre 1939-1945*, Horvath, 1986.

Maloire Albert, *Estivareilles 1944*, Horvath, 1986.

Pailler Henri, Millet Sylvia, *Estivareilles 1944, mémoire d'un été singulier*, Musée d'histoire du XX^e siècle/TV and CO communication, 2004.

Swanson Marc, *Le bombardement de Saint-Étienne : pourquoi ? Actes graphiques*, 2005.

Site Internet : Forez Info, www.forez-info.com

Le mouvement *Combat* dans la Résistance montbrisonnaise

Communication de Claude Latta

Cette communication ne prétend pas faire une histoire complète de la Résistance à Montbrison et dans le Montbrisonnais. En effet, plusieurs mouvements (un groupe de *Témoignage chrétien*, le mouvement *Combat*, les *Équipes chrétiennes*, mais aussi le *Coq enchaîné*), des partis politiques clandestins (le parti communiste, le parti socialiste), des syndicats (la CGT, la CFTC) participèrent à la Résistance à Montbrison et dans le Montbrisonnais.

Aujourd'hui, nous n'étudions que le mouvement *Combat* ou plutôt du groupe qui s'est, en 1942, affilié à *Combat*. Le mouvement *Combat*, fondé en 1940 par Henri Frenay, était, avec *Libération* et *Franc-Tireur*, l'un des trois grands mouvements de la zone Sud. Ces trois mouvements se sont fédérés dans les MUR (Mouvements unis de Résistance) en janvier 1943. Les MUR ont fondé l'AS (Armée secrète) qui rassembla les forces militaires des mouvements.

Un document exceptionnel nous a poussé à traiter ce sujet : le témoignage manuscrit de plus de trente pages rédigé dès 1945 par Jean Rolle, le fondateur et l'organisateur du groupe affilié au mouvement *Combat* à Montbrison. Il donna ce témoignage à Édouard Perroy¹⁴, professeur à la Sorbonne et résistant dans la Loire, membre, en 1944, du CDL (Comité départemental de Libération). Une fois la guerre terminée, Édouard Perroy, revenu à son métier d'historien, fonda, dès la fin de 1944, le *Comité national pour l'histoire de l'occupation et de la libération de la France*, incitant les résistants à donner leur témoignage¹⁵. Le témoignage manuscrit de Jean Rolle¹⁶, rédigé en double exemplaire, est déposé à l'Institut d'histoire du temps présent¹⁷ et conservé aussi dans les archives de la famille Rolle, n'est pas encore accessible mais il l'a été - par dérogation - à René Gentgen qui l'a surtout utilisé pour les renseignements militaires qu'il contient. Il m'en a confié, il y a plusieurs années, une photocopie. C'est elle que j'ai utilisée.

Le témoignage de Jean Rolle nous permet une véritable radiographie d'un *mouvement* de Résistance, permet de comprendre ses origines et de comparer les actions décrites avec d'autres documents et les études que nous avons déjà sur l'histoire de la Résistance forézienne. Il a été écrit immédiatement après les faits ce qui évite en partie les déformations inévitables que la mémoire fait subir à nos souvenirs.

¹⁴ Cf. notre étude : Claude Latta, "Édouard Perroy (1901-1974), professeur à la Sorbonne et membre de la Diana, historien et résistant", avec généalogie de la famille Perroy et bibliographie des œuvres d'Édouard Perroy, *Bulletin de la Diana*, t. LVIII, n° 3, 3^e trimestre 2008, p. 219-256.

¹⁵ Édouard Perroy devint, avec Henri Michel, secrétaire général de ce comité, rédigea lui-même un *Témoignage sur la Résistance dans la Loire (avril-août 1944)* de 42 pages qui est un document intéressant et précis, d'ailleurs volontiers critique vis-à-vis de la Résistance forézienne. Il recueillit les témoignages de ses amis des *Chartes du Forez* et aussi celui de Jean Rolle.

¹⁶ Il est cité *infra* en utilisant la référence : Témoignage Jean Rolle.

¹⁷ L'IHTP (59/61 rue Pouchet, 75849 Paris cedex 17), fondé par l'historien François Bédarida en 1978, a succédé au Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale.

I. À l'origine de *Combat* à Montbrison, la résistance chrétienne

La "première Résistance", une Résistance spirituelle

À Montbrison, la "première Résistance" fut spirituelle et chrétienne. C'est cette "première résistance" qui a été, par les hommes qui l'animaient, à l'origine du mouvement *Combat* et qui s'est ensuite agrégée à lui. Mais elle a eu une existence à la fois informelle - ce n'est pas un mouvement structuré - et autonome. Elle est minoritaire dans l'Église qui est favorable au régime de Vichy et ne lui marchandait pas son soutien. Mais, dans le Montbrisonnais, quelques membres du clergé - qui jouent souvent un rôle important de *direction spirituelle* auprès des militants d'Action catholique ou de mouvements de jeunesse - et quelques militants laïcs ont joué un rôle pionnier. Cette Résistance spirituelle s'organisa autour de la diffusion des *Cahiers du Témoignage chrétien*, fondés à Lyon en 1941 par un jésuite, le RP Chaillet. *Témoignage chrétien* arriva dans le département de la Loire dès la parution du premier *Cahier* novembre 1941) qui portait le titre significatif de "France, prends garde de perdre ton âme ¹⁸ !"

Dans le Montbrisonnais, cette Résistance chrétienne s'organise autour de quelques hommes :

À Montbrison, l'abbé Joseph Dusserre est le directeur de la Maison des œuvres (actuelle Maison Saint-Joseph). Le chanoine Jean Duperray est le supérieur du petit séminaire de Montbrison. L'abbé Jean Durand, curé de Saint-Pierre les rejoint. Autour de ces hommes, s'organise la Résistance "spirituelle" et chrétienne qui débouche ensuite sur des actions plus concrètes.

L'abbé Dusserre, ancien militant du *Sillon* de Marc Sangnier, est, depuis le début, méfiant vis-à-vis de Vichy et du maréchal Pétain. Il met en garde les militants de la Jeunesse ouvrière chrétienne, comme André Plasse, et de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) comme Jean Rolle qui entrent ensuite dans la Résistance active. Il fait circuler les *Cahiers du témoignage chrétien* chez ses confrères, ses amis et les animateurs et militants des mouvements de jeunesse. Fernand Bonis et Jean Bergeret lui font parvenir les *Cahiers* qui, ainsi que d'autres journaux clandestins sont déposés chez lui. Une jeune résistante, M^{elle} Moussey, agent de liaison de l'AS, les monte à Noirétable à l'abbé Bessy. L'abbé Dusserre a ensuite d'autres activités de résistance : distribution de faux papiers, aide aux maquis, aide aux juifs. L'abbé Dusserre a donné son témoignage dès le 18 septembre 1944, à Renée Mély - future Renée Bédarida ¹⁹ -, jeune historienne qui était elle-même membre, à Lyon, de l'équipe clandestine de *Témoignage chrétien* : "avec l'aide de plusieurs amis, de l'abbé Varigas, de Pralong et Bessy, de Noirétable, nous avons camouflé plus de trente [juifs]" lui déclare-t-il.

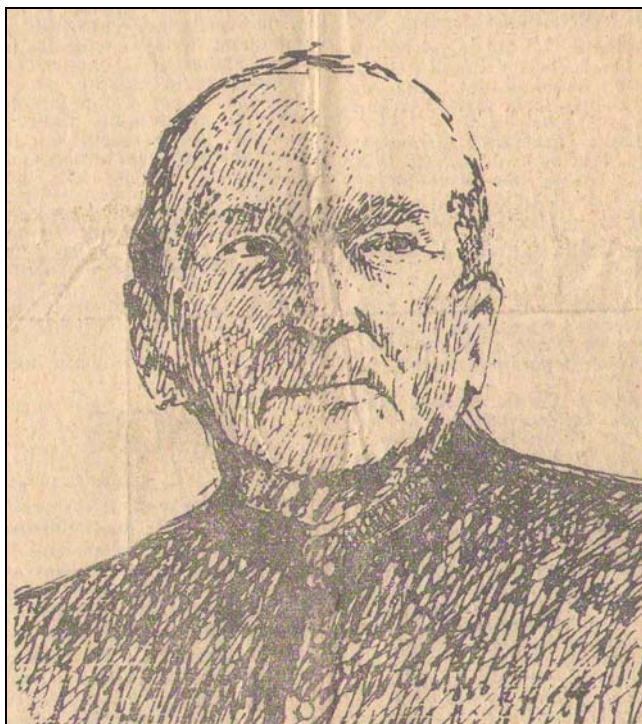
Le chanoine Jean Duperray, capitaine de réserve, né à Tarare en 1889, était un ancien combattant de la guerre de 1914-1918, pendant laquelle il avait été blessé lors des combats meurtriers du mont Kemmel, en 1918. Il était à la fois un intellectuel et un pasteur qui s'occupa beaucoup de la formation des jeunes prêtres. Docteur en théologie (*Le Christ dans la vie chrétienne selon saint Paul*), il avait été directeur spirituel de l'institution Saint-Gildas de Charlieu ; il avait, au moment du Front populaire, consacré un ouvrage à *La Question sociale* en mettant l'accent sur la nécessité de l'organisation professionnelle et au rôle des syndicats chrétiens. Même s'il participe aux cérémonies officielles et si, dans les deux premières années de l'Occupation, il ne manque pas de manifester en public sa déférence pour le Maréchal, il participe à la diffusion de *Témoignage chrétien*, à l'accompagnement spirituel des jeunes résistants, cache des juifs au

¹⁸ Renée Bédarida, (avec la collaboration de François Bédarida), *Les Armes de l'Esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1977. *Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1977.

¹⁹ Renée Mély a épousé en 1949 François Bédarida, lui aussi membre de *Témoignage chrétien*, qui est devenu l'un des historiens du régime de Vichy. Renée Bédarida a signé de son nom de femme ses livres consacrés à *Témoignage chrétien* et à la Résistance spirituelle.

séminaire de Montbrison - dont le docteur Schachter, un chirurgien reconverti en jardinier ²⁰. Il est l'ami de l'abbé Dusserre. Il fut, plus tard, le seul évêque de France (1947) issu de la Résistance.

L'abbé Jean, dit Jean-Marie Durand, est le curé de la paroisse Saint-Pierre. Né en 1882, ancien élève du petit séminaire de Montbrison, ancien combattant de Verdun (il a été grièvement blessé en 1918 et en garde des séquelles), vicaire à Veauche - où son apostolat dans le monde ouvrier a été déterminant pour son évolution - il est curé de Saint-Pierre depuis 1940 ²¹. Il accompagne la JOC, la JOCF et les mouvements d'action catholique. Dès le début, il est antinazi. Il est respecté de tous par sa simplicité, sa franchise, son sens de l'humain.



L'abbé Jean-Marie Durand
Portrait publié avec l'article nécrologique
rédigé par J. Dusserre

La présence, à Montbrison, de ces trois prêtres de grande envergure intellectuelle formant le noyau de *Témoignage chrétien* puis du mouvement *Combat*, dans une petite ville conservatrice comme Montbrison, me paraît exceptionnelle et explique les conditions de développement de *Combat*. Ces hommes avaient en effet compris que, au-delà de la proximité idéologique et politique que l'Église de France pouvait avoir avec les thèmes de la Révolution nationale, le nazisme était foncièrement antichrétien et que l'opposition à cette idéologie perverse et totalitaire devait être sans concessions.

Par la suite, ces trois prêtres furent quatre avec l'abbé Louis Varigas qui, originaire de Roanne, est curé de Pralong. Ce fils d'un ancien militant du *Sillon*, a joué, à partir de 1942, un rôle particulièrement important dans la Résistance du Montbrisonnais. Diffuseur de *Témoignage chrétien*, il lit en chaire des extraits des *Cahiers*. Devenu à Pralong secrétaire de mairie, il fournit *Combat* en faux papiers, cache des armes dans son église, puis dirige ensuite un groupe de sédentaires chargés du sabotage des voies ferrées.

Dans cette Résistance chrétienne, la participation des militants laïcs est aussi très importante. Ils appartiennent au groupe - tout à fait informel - qui réfléchit sur le nazisme et

²⁰ Pierre Drevet, "Victor-de-Laprade. Petite histoire d'un collège, Montbrison", *Village de Forez*, 2^e éd., 2006.

²¹ J. Dusserre, "La famille sacerdotale en deuil : le père Jean Durand", article de 1965, archives de la famille Damon. Le journal dans lequel cet article fut publié est sans doute *L'Essor* dont l'abbé Dusserre était directeur.

distribue *Témoignage chrétien* dès la fin de 1941. Parmi eux, un rôle central est joué par Jean Rolle. Mais on peut citer aussi des jeunes comme André Plasse.

La diffusion et à la lecture des *Cahiers du Témoignage chrétien*

Pour comprendre la réflexion et l'attitude de ce groupe montbrisonnais de Résistance spirituelle, il faut relire les *Cahiers du témoignage chrétien* qui ont été à l'époque la lecture et la base de réflexion de ses membres :

Le mouvement du *Témoignage chrétien* s'est implanté dans la Loire dès la fin de 1941 et au début de 1942, d'autant plus que les premiers numéros des *Cahiers* sont imprimés à Saint-Étienne. Le responsable de la diffusion, Louis Cruvillier, a rencontré à Saint-Étienne, pendant l'automne 1941 - le n° 1 des *Cahiers* n'est pas encore sorti -, des militants venus de la CFTC et du PDP (parti démocrate populaire) ²² qui forment le petit groupe de la "Résistance chrétienne de la Loire" qui comprend Jean Perrin, P. Villemagne, l'abbé Robert Ploton ²³. Pour diffuser le premier *Cahier*, le groupe s'étoffe et, dans le département des correspondants se mettent en place : nous avons déjà cité le groupe de Montbrison ; à Saint-Étienne, Jean Bergeret, étudiant en médecine à Lyon, bientôt responsable de tout le département de la Loire ; Fernand Bonis, militant CFTC à Andrézieux, Ferdinand Mirabel, militant CFTC à Chazelles-sur-Lyon ; M. Goujet et Marguerite Gonon à Feurs ; les docteurs Gimbert et Trossat, l'abbé Clément, curé de la paroisse Saint-Louis et l'abbé Verdellet, de la direction des Œuvres à Roanne ; Noël Joly et l'abbé Roffat à Charlieu ; à Noirétable, l'abbé Jean Bessy, vicaire de la paroisse est le responsable local ²⁴ : il fait étudier aux membres de la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) et de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) le texte de *Mit brennender Sorge*. Il distribue les *Cahiers du Témoignage chrétien* que lui fait connaître l'abbé Dusserre de Montbrison ²⁵.

Le premier *Cahier*, paru en novembre 1941, a donc été diffusé dans la Loire qui fait partie des 24 départements - en zone Sud et en Alsace-Lorraine - dans lesquels il a pu être distribué ²⁶. Il porte comme titre "France, prends garde à perdre ton âme !" et a été rédigé par les Pères jésuites Gaston Fessard et Pierre Chaillet. Ce premier cahier insiste sur l'opposition idéologique radicale qui existe entre le national-socialisme, doctrine de la haine, et le christianisme, religion de l'Amour, même si, d'abord, le nazisme va essayer de séduire et de compromettre les chrétiens. Il analyse avec lucidité le mécanisme de la politique de Collaboration :

"La collaboration n'est en fait qu'un esclavage que le vainqueur exerce sur le vaincu, dosant sa contrainte, sa "générosité" et ses punitions ²⁷."

Les collaborateurs ne peuvent être que des complices ou des dupes. Cette collaboration suppose en fait l'adhésion à l'Ordre nouveau :

"L'adhésion à l'Ordre nouveau, c'est en réalité la reconnaissance de la valeur des principes spirituels de la conception du monde national-socialiste d'après laquelle l'Europe devra s'organiser demain sous la domination de l'Allemagne ²⁸."

La persécution des chrétiens a d'ailleurs déjà commencé en zone Nord : suppression des mouvements de jeunesse catholiques et chrétiens (JEC, JAC, JOC), interdiction de l'encyclique *Mit brennender Sorge* ²⁹, application des lois racistes édictées par Vichy. Les chrétiens doivent

²² Le parti démocrate populaire, expression politique de la démocratie chrétienne, fondé en 1924, était lié au journal *L'Aube* dans lequel écrivait Georges Bidault, futur successeur de Jean Moulin à la tête du CNR.

²³ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 76.

²⁴ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 77-79.

²⁵ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 79.

²⁶ Renée Bédarida, *op. cit.*, carte p. 285.

²⁷ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 58.

²⁸ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 58.

²⁹ "Avec une vive inquiétude" : encyclique publiée exceptionnellement en langue allemande (1937) par le pape Pie XI et condamnant le néopaganisme et le racisme nazis. La même année, le pape Pie XI condamna le communisme (encyclique "*Divinis Reemptoris*") comme "intrinsèquement pervers". La fermeté doctrinale de Pie XI vis-à-vis du nazisme ne fut pas reprise par Pie XII qui avait été nonce à Munich, ne voulait pas,

donc se poser la question de la désobéissance au pouvoir établi : la question de la légitimité du pouvoir est d'ailleurs au centre de toute problématique qui aborde le régime de Vichy.

Les cahiers suivants appellent à la formation d'un Front de Résistance spirituelle (*Notre combat*) et dénoncent - à une époque, début 1942, où ce n'est guère fréquent - l'antisémitisme (*Les racistes peints par eux-mêmes* et *Antisémites*). Mieux le Père Chaillet rappelle la filiation qui existe entre judaïsme et christianisme et ce que celui-ci doit à l'Ancien Testament :

"[Que resterait-il de notre foi chrétienne] si on en arrachait le monothéisme, le Décalogue, l'universalisme, la croyance en l'éternité³⁰ ?"

Quant à Joseph Hours, historien, professeur d'histoire au lycée du Parc à Lyon, l'un des rédacteurs de *Témoignage Chrétien*, il invoque l'héritage de la Révolution française, la citoyenneté française donnée aux juifs en 1789 et écrit :

"Toute l'œuvre de la nation française, au cours de l'histoire, n'est-elle pas une défense de la dignité humaine ? [...] et n'est-il pas vrai que l'antisémitisme est la négation de cette dignité humaine³¹ ?"

Ces textes du Père Chaillet et de Joseph Hours trouvent comme un écho dans la réponse du Père Durand, curé de Saint-Pierre, à un officier de la Gestapo venu l'interroger au presbytère de Saint-Pierre et qui lui demandait s'il ne connaissait des juifs à Montbrison, répondit : "Je ne connais pas de juifs mais - il désigne alors le Christ sur la croix - mon patron l'était³²." "Vous ne le connaissez pas mais, lui, il vous connaît tous³³."

Les hommes de la Résistance spirituelle à Montbrison ont lu et diffusé ces textes de *Témoignage chrétien*. Le mouvement *Combat* à Montbrison est né du groupe *Témoignage chrétien*.

II. Jean Rolle, le fondateur de *Combat* à Montbrison

Un syndicaliste chrétien

Au début de l'été 1942, le mouvement *Combat* s'implante à Montbrison à l'initiative de Fernand Mirabel, responsable du groupe de Chazelles et militant de la CFTC ; il demande à Jean Rolle, secrétaire de l'union locale de sa confédération syndicale, d'implanter le mouvement *Combat* à Montbrison.

Jean Rolle est le véritable fondateur et organisateur du mouvement à Montbrison. Jean Rolle est un militant syndicaliste CFTC, un chrétien convaincu, d'une foi "en acier trempé³⁴", m'a dit un jour son petit-fils. Il est né à Grézieux-le-Fromental en 1905³⁵. Il avait été victime, alors qu'il avait 17 ans, d'un grave accident du travail chez Chavanne-Brun où il est entré en 1922. Ouvrier tourneur, métallurgiste, il a eu le bras pris dans un tour horizontal et a dû être amputé. Il est devenu ensuite employé puis chef de bureau au service de fabrication de l'atelier mécanique, toujours chez Chavanne-Brun. Il s'est marié à Anne Louise Jarrafoux et a cinq enfants en 1940, un

semble-t-il, déclencher la répression contre les catholiques allemands et qui était hanté par la peur de communisme plus que par celle du nazisme.

³⁰ Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 119.

³¹ Joseph Hours, "L'antisémitisme et la conscience française", *Cahiers du Témoignage chrétien*, VI-VII, juin 1942.

³² Anecdote rapportée par Marguerite Fournier et qui m'a été racontée par Joseph Barou.

³³ La deuxième partie de la réponse a été rapportée, lors du colloque 2009, par Jean-Marc Rolle (tradition orale de la famille Rolle).

³⁴ Témoignage Jean-Marc Rolle.

³⁵ Jean Gabriel Rolle, né le 1^{er} juin 1905 à Grézieux-le-Fromental, fils de Jean Pierre Rolle et d'Anne Fréry, époux de Anne Louise Jarrafoux, décédé à Montbrison le 25 décembre 1963 (État civil de Montbrison, acte de décès).

filles et quatre filles ³⁶. L'aîné, son fils Pierre, né en 1927 l'aide dans ses activités de résistance et est, à la fin de la guerre, comme il me l'a dit un jour, son "officier d'ordonnance" ³⁷.

En 1936, Jean Rolle est secrétaire de l'union locale CFTC, ce qui le conduit à s'affronter aux militants de la CGT, qu'ils soient de tendance confédérée, comme Pierre Cronel ³⁸, ou unitaire, proche du PC, comme Paul Romeyer. Il n'est pas intervenu, avant-guerre dans le domaine politique.

Le témoignage que Jean Rolle donne à Perroy en 1945 est empreint d'une grande sincérité et de beaucoup de loyauté. En 1940, écrit-il, en effet : "Les événements de 1940 m'ont, comme la plupart des Français, écœuré, puis, je n'ai pas à le cacher, découragé. J'ai pensé que l'invasion était la conséquence directe de l'impréparation et de la trahison, elle-même consécutive à la politique partisane, aux combinaisons louches, aux faiblesses successives qui tenaient plutôt compte des intérêts électoraux que du bien du pays [...]. J'ai pensé, pour pas très longtemps du reste, que Pétain et sa demande d'armistice étaient certainement la meilleure solution." Patriote, il se réjouit lorsque la fausse nouvelle se répand - pendant quelques heures - que le gouvernement a refusé l'armistice ³⁹. Fausse joie.

Les réflexions de Jean Rolle expriment un patriotisme humilié - et prêt à reprendre espoir - l'adhésion, au moins provisoire, à la personne du Maréchal, le sentiment que la France avait été trahie et victime d'un système politique corrompu. Il y a là quelques éléments qui auraient pu le faire adhérer à la Révolution nationale. Pourquoi alors est-il devenu très vite résistant ?

Les raisons d'un engagement

Jean Rolle a d'abord eu la lucidité de comprendre l'incompatibilité existant entre le nazisme et le christianisme et l'aspect totalitaire du nazisme. L'influence des prêtres hostiles au nazisme que nous avons cités, joue un rôle important. L'abbé Dusserre est son directeur spirituel. Jean Rolle insiste sur l'importance de ce groupe :

"L'abbé Durand, curé de Saint-Pierre à Montbrison, avec lequel nous étudions régulièrement l'évolution sociale et accessoirement politique, l'abbé Dusserre, directeur des Œuvres et le chanoine Duperray, supérieur du séminaire, puis moi-même, formons le *premier noyau de la Résistance montbrisonnaise* ⁴⁰. C'est auprès des abbés Durand et Dusserre notamment que je prendrai conseil et que je trouverai aide *morale* et matérielle. Plus tard, je ferai connaissance de l'abbé Varigas, curé de Pralong ⁴¹."

Jean Rolle écrit aussi : "l'orientation sociale de ce gouvernement contribua grandement à m'éclairer sur ses véritables desseins". Pourquoi "très vite" et pourquoi "l'orientation sociale ?" La Révolution nationale prétend, par la mise en place de corporations groupant patrons et ouvriers, "abolir la lutte des classes" et encadrer le monde ouvrier. Le 9 novembre 1940, Vichy a prononcé la dissolution et l'interdiction des centrales syndicales ⁴². Les unions locales sont tolérées, mais privées de vue d'ensemble du fait de la disparition de leurs organisations nationales. Le gouvernement va pousser patrons et ouvriers à se grouper dans un "syndicat unique. Riposte : le 15 novembre 1940, des dirigeants syndicaux (9 membres de la CGT, unitaires ⁴³ et confédérés, et 3 membres de la CFTC) ⁴⁴, réunis à Paris, ont signé un manifeste (le *Manifeste des douze*) qui

³⁶ Pierre (1927), Marie Antoinette (1928-2009), Françoise (1930), Louise Marie (1932), Gabrielle (1934). Une cinquième fille, Anne-Marie (1937-1938) n'a vécu que quelques mois. Thérèse est née en 1944.

³⁷ Témoignage Pierre Rolle.

³⁸ Pierre Camille Cronel (1894-1972), secrétaire de la CGT (et de la SFIO à Montbrison avant 1939), père de Pierre Cronel (1925-2008), conseiller municipal de Montbrison de 1983 à 1995.

³⁹ Rumeur rapportée par Jean Rolle lui-même.

⁴⁰ C'est nous qui soulignons.

⁴¹ Témoignage Jean Rolle.

⁴² Les unions locales restaient autorisées.

⁴³ Unitaires : proches du PC ; confédérés : proches des socialistes. La CGT s'était réunifiée en 1936 mais restait partagée entre deux tendances.

⁴⁴ Jules Zirnfeld, Gaston Teissier, Maurice Bouladoux : ils appartenaient tous trois au groupe de fondateurs de la CFTC. Gaston Tessier, résistant, l'un des fondateurs de Libération-Nord, fut ensuite membre du CNR

rappelle les principes du syndicalisme français - l'anticapitalisme, l'indépendance, l'attachement à la liberté - et dénonce les premières mesures de Vichy, notamment les mesures antisémites - dénonciation exceptionnelle à l'époque.

L'engagement syndical - le refus de la dissolution des centrales syndicales, plus tard le refus de la Charte du travail et des corporations - a été déterminant dans l'engagement de Jean Rolle dans la Résistance. Il écrit : "Je suis entré en opposition irréductible avec tous les organismes [sociaux] ralliés à Vichy." Il s'oppose aussi à la Légion - sans en préciser les raisons. Premier acte de résistance syndicale à Montbrison :

"À l'occasion du 1^{er} mai 1941 ⁴⁵, je fais, dans une certaine mesure, échec à une tentative patronale appuyée par la CGT ⁴⁶ qui tendait à obtenir à l'occasion de "vœux dirigés", l'institution d'une véritable Charte du travail qui, avec comme base le syndicat unique, aurait largement contribué à réduire le pays à l'esclavage ⁴⁷."

Ces "vœux dirigés" sont des "cahiers de vœux corporatifs ⁴⁸", préparés par le gouvernement pour être remplis par les syndicats. Ils sont remis à la sous-préfecture de Montbrison pour appuyer ou justifier la demande de promulgation de la Charte du travail telle qu'elle a été annoncée par le maréchal Pétain à Saint-Étienne en mars 1941. Jean Rolle a refusé que l'Union locale CFTC s'associe à une demande commune des syndicats montbrisonnais qui aurait préfiguré localement le syndicat unique.

Jean Rolle est devenu résistant, entre autres raisons, parce qu'il était chrétien et persuadé que le christianisme ne pouvait s'accommoder du nazisme et parce qu'il était syndicaliste et attaché à l'indépendance et à la diversité des syndicats ouvriers.

Dénoncé et licencié par Chavanne-Brun

Fin juin 1943, Jean Rolle est victime de plusieurs dénonciations :

"La plus grave - écrit-il - fut celle dont je fus l'objet de la part de la direction des usines Chavanne-Brun frères qui n'hésita pas malgré une ancienneté de vingt-deux ans à demander des poursuites contre moi et, ayant partiellement échoué, à me créer toutes sortes de difficultés [...]. Enquêtes et perquisitions suivirent ces dénonciations et, c'est pour une grande part aux interventions de l'Inspection du Travail, d'un ingénieur de la Production industrielle et de mes amis Résistants de la police que je dus de n'être pas interné. De mon côté, j'ai menacé mon patron de poursuites. Il a dû me verser 20 000 F. Ces dénonciations sont consécutives à une imprudence de ma part. J'ai en effet laissé par mégarde quelques journaux dans un tiroir de mon bureau. Mon patron me faisait épier depuis un an ⁴⁹."

En juillet 1943, Jean Rolle est donc licencié de son poste de chef de bureau pour "activité subversive sur son lieu de travail ⁵⁰". Il vit désormais, pendant quelques mois, de l'indemnité qu'il a cependant réussi à toucher. Sa situation est difficile : il a cinq enfants, sa femme est enceinte d'un sixième, et il faut rembourser le crédit de la maison. Lorsque cette somme fut épuisée, il dut trouver un travail et, à partir de mars 1944 fut employé par les Mines de Saint-Étienne et faisait les déplacements quotidiens entre Saint-Étienne et Montbrison. Ces déplacements l'éloignaient de

(Conseil national de la Résistance). Parmi les membres de la CGT signataires de l'Appel, il y avait Robert Lacoste et Albert Gazier, deux futurs ministres socialistes.

⁴⁵ La Charte du travail a été promulguée en mars 1941 à Saint-Étienne, choisie parce qu'elle était une ville ouvrière. René Belin, ancien secrétaire national de la CGT avait accepté en 1940 d'entrer dans le gouvernement et de "patronner" la Charte du travail.

⁴⁶ À Montbrison, une partie de la CGT, formée de militants de la tendance confédérée, semble avoir été tentée par la politique sociale de Vichy.

⁴⁷ Témoignage Jean Rolle.

⁴⁸ Monique Luirard, *Le Forez et la Révolution nationale*, Saint-Étienne, Centre d'Études foréziennes, 1972, p. 278.

⁴⁹ Témoignage Jean Rolle.

⁵⁰ Gentgen Résistance Loire, p. 125.

l'action à Montbrison mais ce travail lui permettait d'exercer ses responsabilités départementales au chef-lieu et de rapporter régulièrement la presse clandestine de Saint-Étienne à Montbrison.

Ajoutons que, dans son action Jean Rolle a probablement été protégé par sa modestie, par son allure qui ne lui donnait pas l'aspect d'un militant porté aux extrêmes, plus tard d'un "terroriste", comme disait des résistants la presse de la Collaboration. Mais l'homme avait une foi à renverser les montagnes : foi chrétienne, foi dans la Patrie, conviction du rôle capital que devaient jouer les syndicats dans la société. L'événement lui a donné l'occasion de montrer son caractère et sa détermination.

III. La création et l'organisation de *Combat* à Montbrison

La visite du capitaine Marey

Le groupe affilié à *Combat* a été précédé, dès 1941 ⁵¹, d'un groupe informel de gens qui appartenaient à la Résistance spirituelle ou syndicale. Mais, officiellement, l'organisation et le recrutement de *Combat* commencent, à Montbrison, en août 1942 et se développe surtout en septembre et en octobre 1942. À cette date, la zone libre n'est pas encore envahie. Rolle est en contact avec Joseph Marchand de la Jeune République - l'organisation qui avait succédé au *Sillon* ⁵² après sa dissolution - qui avait été maire de Sury-le-Comtal (il le sera à nouveau en 1944). L'abbé Joseph Dusserre, puis l'abbé Louis Varigas adhèrent à *Combat*.

Dès lors, Jean Rolle, vivant en puisant dans son indemnité, se consacre entièrement à l'organisation de son groupe, à l'action de propagande et à la diffusion de la presse clandestine.

Le 8 décembre 1943, Marchand informe l'abbé Varigas que le capitaine Martin (pseudonyme de Marey), poursuivi par la Gestapo, cherche un logement dans le Montbrisonnais pour sa famille et sa secrétaire. Le 10 décembre 1943, à la cure de Pralong, le capitaine Marey, chef charismatique de l'AS (Armée secrète) dans la Loire ⁵³, un ancien élève de l'école normale de Montbrison, instituteur resté dans l'armée après son service militaire, élève de l'école militaire de Saint-Maixent, devenu officier, passé dans la Résistance, rencontre Jean Rolle, Marchand, l'abbé Varigas, Antoine Bonche. Jean Rolle raconte :

"Nous étions allés jusqu'ici de déception en déception [dans le domaine de l'organisation militaire du mouvement] aussi quand Marey nous fut présenté, l'impression première en présence de cet homme de petite taille et dont l'allure n'avait rien, selon nous, d'un grand chef, fut qu'encore une fois nous perdions notre temps.

Cette fâcheuse impression ne tarda pas à être dissipée et, après une entrevue de deux heures qui se termina chez moi, nous acceptons avec enthousiasme de travailler avec l'AS. Nous avons enfin un chef ⁵⁴."

Marey donne aussitôt ses directives précises et de la documentation. Il nomme Jean Rolle chef militaire du secteur de l'AS (Secteur ouest du Forez, de la Loire à la limite du département, de Boën à Sury-le-Comtal).

Jean Rolle a d'abord hésité à accepter cette responsabilité : il fait valoir à Marey qu'il n'a pas d'expérience militaire, ayant été réformé à la suite de son accident. Mais Marey répond que c'est le caractère et le cran qui font les chefs, non l'expérience militaire.

⁵¹ En 1944, Jean Rolle délivre à Jean Damon un certificat attestant de son engagement dans la Résistance à partir de décembre 1941 (Archives famille Damon).

⁵² Le *Sillon*, condamné par le Vatican, se soumit et Marc Sangnier en prononça la dissolution (1910). En 1912, il fonda la *Jeune République*.

⁵³ L'AS (Armée secrète) a été formée en février 1943. Elle est le bras armé des MUR (Mouvements unis de Résistance formés lors de l'unification de *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur*)

⁵⁴ Témoignage Jean Rolle.

x Robertson. Réfectaire, recruté par Arthur le... ?
Breuil Michel. Roche. et. Forez. Recruté par Guillot en Octobre 1942. Cultivateur. saboté
Douze habitants de Roche. et. Forez. Recrutés par Breuil. tous paysans.
Barigat Louis, Curé de Fialong. Octobre 1942
x Reymond. Étudiant en médecine Rue E. Reymond à Moulins. Recruté par l'abbé Dassere le...
Danis Benoît, Rue de Palais à Justeu à Moulins

Jantene, Employé S.N.C.F. à St. Ét. Janvier 1943 Parti Communiste
x Thomas Jean, Chef de Secteur à l'Énergie Industrielle de Moulins Juillet 1943 Catholique
Switoy Électricien, Rue de la Caserne à Moulins recruté par Thomas E.C.T.
x Brayon. Entrepreneur de plâtrerie Lury le Comtal Septembre 1943
Verdier Chef de Secteur à l'Énergie Industrielle, Lury le Comtal - - - Parti Communiste
Milim René, Modéleur. Rue St. Antoine Moulins Octobre 1943. Secrétaire C.F.T.C.
Bernard Jules, Recruteur de Hospices de Moulins fin Décembre 1943 Catholique
Favre Émile, Hôtel Carmes Moulins - - - Socialiste
Mayollet père, Négociant à Moulins Janvier 1944 Catholique
Mayollet fils - - - - - - - - - - -
Savatié Pierre, Quincailleur Moulins - - - - -
Moyroud et Madame, Médecin - - - - -
Marmet Frédéric, Garage - - - Recruté par May le... ? Catholique
Giraudet, à Champdieu. Coljudaire retraité. Recruté par Faillieroy le... ? Socialiste
Faillieroy, Nils S.N.C.F. Moulins ex. professeur. Vous a été envoyé par le MUR vers début Janvier 1944
Cellard, Place St. Pierre à Moulins, agent de Police. Sargent chef de Chasseurs. Mars 1944. Catholique
x Guy Cornut, Réfectaire à St. Ét. St. Sulpice Mars 1944
Ybany, Importeur de Polie. à Moulins. Recruté par Faillieroy début 1944
Duteil, Gendarme à Moulins. Recruté par Mayollet... début 1944
Saunoy - - - - - début Juin 1944
Chaudin - - - - -
Rizay, Fromagerie à Sauvain - - - - -

Il faut ajouter à cette liste quarante huit volontaires recrutés ^{avant le 26 Juin 1944} pour le maquis, ^{en 1944} par la moitié au moins, de fin mai ^{en 1944} Juin 1944, ainsi que quelques agents de liaison qui sont ~~bonis~~ venus à nous pendant les opérations du maquis, du 26 Juin au 15 Août 1944. Sa liste de ces volontaires n'est plus en ma possession. Dans la liste ci-dessus, seuls ceux ~~qui ont~~ maquis d'une croix ont pris le maquis, mais tous n'étaient pas destinés à le prendre.

- 9 -

Une page du manuscrit du témoignage de Jean Rolle (1945)
 Sur cette page apparaît une partie de la liste des adhérents de Combat

Marey et Marchand donnent ensuite des responsabilités départementales à Jean Rolle. Désormais, outre ses fonctions à l'AS, il seconde Marchand au NAP⁵⁵ - en fait, pendant peu de temps - et Calamand le charge aussi de la propagande et de la diffusion de la presse clandestine⁵⁶.

Le recrutement : les membres de *Combat*

L'évolution des effectifs du mouvement est la suivante : 11 à 12 membres en septembre 1942, 22 en octobre 1942. Jean Rolle écrit : "L'orientation de nos premiers adhérents nous étant connue, leur adhésion fut obtenue sans difficultés, mais au fur et à mesure que nous étendions le mouvement, les contacts sont devenus plus difficiles et c'est alors que la propagande, soit de bouche à oreille, soit par la presse, nous a permis d'élargir notre champ d'action⁵⁷."

Jean Rolle implante d'abord le mouvement parmi les militants de la CFTC. Il recrute pour *Combat*, Pierre Dupuy, employé, CFTC, Antoine Bonche, employé, du parti démocrate populaire (démocrate chrétien), Auguste Puzin, tourneur, CFTC, René Wilm, CFTC. Il y a aussi un ancien cégétiste, Albert Meynard, ajusteur. Le recrutement ouvrier (CFTC) est donc, au début, important. Il s'élargit ensuite et chacun des nouveaux membres est engagé à en recruter d'autres.

Combat s'étend donc ensuite aux milieux catholiques en général, enfin aux ouvriers de toutes tendances, aux paysans et artisans, et même à la police - plusieurs anciens sous-officiers de l'armée ont été camouflés en agents de police au commissariat de police de Montbrison.

- Des catholiques – indiqués comme tels dans la liste dressée par Rolle : le baron de Vazelhes, commandant en retraite (qui cache plus tard des réfractaires au STO⁵⁸ dans son hôtel particulier situé en face de la sous-préfecture) mais aussi Joseph Guillot, garagiste à Montbrison.

- Des policiers : deux membres du commissariat sont recrutés dès septembre 1942 : Marius Devin, secrétaire du commissariat de police et Jean Damon, brigadier de police.

Jean Rolle, dans son témoignage, indique parfois par qui un ou untel a été recruté : Joseph Guillot, par exemple, recrute trois personnes : Joannès Mey, employé de commerce à Montbrison, Authier, agent de police, Cochet, commerçant rue Saint-Jean, venu du PC. En octobre 1942, il recrute aussi Michel Breuil, cultivateur et sabotier à Roche qui forme dans son village un groupe d'une douzaine de résistants. Antoine Bonche recrute André Plasse, employé, membre de la CFTC et de la JOC ; Authier recrute en 1943 Robertson, un réfractaire au STO. L'abbé Dusserre fait adhérer un étudiant en médecine, Reymond.

Le mouvement est cloisonné pour échapper aux arrestations massives et organisé en sixaines, groupes de six membres. Ce système existe jusqu'à la création du maquis de Roche dans lequel les incorporations se font par sixaines⁵⁹.

Combat a une trentaine de membres à la fin de 1943, quarante-six en mai 1944, cinquante-six en juin 1944 - dont les douze membres du groupe de Roche. À cette date, le maquis s'installe à Roche et quarante-huit nouveaux volontaires sont recrutés avant le 26 juin 1944. D'autres viennent ensuite, jusqu'au 7 juillet 1944. Après le combat de Lézigneux, le maquis de Roche incorpore des maquisards FTPF (Francs-Tireurs et Partisans français) qui ont été dispersés par le combat de Lézigneux.

Une liste des membres de *Combat* fut dressée par Jean Rolle pour Montbrison et sa proche région : le recrutement porta principalement sur Montbrison (vingt-sept membres) et les communes proches (Moingt, Savigneux, Pralong, Champdieu, Sauvain, Roche, Sury (dix-neuf membres). L'origine socio-professionnelle correspond bien à celle du Montbrisonnais : sur quarante et un membres dont on sait la profession, on a treize paysans, onze artisans et

⁵⁵ Noyautage des administrations publiques, fondé et dirigé par Claude Bourdet.

⁵⁶ Témoignage Jean Rolle.

⁵⁷ Témoignage Jean Rolle.

⁵⁸ Témoignage Jean Brot, de Précieux, dont les parents, à cette époque, travaillaient chez le baron de Vazelhes.

⁵⁹ Témoignage Jean Rolle.

commerçants, cinq employés, trois techniciens, quatre ouvriers, deux étudiants, un instituteur libre, un officier en retraite, un architecte, quatre policiers, un gendarme et... quatre ecclésiastiques ! Parmi ceux qui avaient un engagement politique ou syndical, on comptait deux socialistes et un démocrate chrétien du PDP (parti démocrate populaire), un communiste (ou ancien communiste), quatre membres de la CFTC et deux de la CGT.

Les données fournies par la liste de Jean Rolle nous semblent appeler plusieurs remarques complémentaires :

- La Résistance a été le fait d'une poignée d'hommes et de femmes décidés (cinquante-six membres pour un territoire de plusieurs milliers d'habitants !). Jean Rolle écrit, en 1945 à Édouard Perroy : "Contrairement à l'impression qui a pu être donnée au moment et à la suite de la Libération, le nombre de résistants (à Montbrison) était jusqu'à la fin de 1943 et même dans les premiers mois de 1944 extrêmement réduit."

- Dans les mouvements, la plupart des résistants n'avaient pas eu d'engagements politiques avant 1940 (sur les cinquante-six membres de *Combat*, seulement cinq étaient, avant la guerre, membres d'un parti).

- Les origines sociales des résistants étaient très diverses. Tous les groupes sociaux étaient représentés à *Combat*.

- Dernière notation : une seule femme est répertoriée, M^{me} Moyroud, nommée avec son mari. Mais on imagine que les femmes des autres résistants mariés étaient, sans avoir peut-être une action concrète, au courant des activités de leurs maris, les aidaient et partageaient leurs convictions.

Le "comité directeur" de *Combat*

À la tête du mouvement *Combat*, il n'y a pas eu de véritable comité directeur⁶⁰ organisé, régulièrement convoqué et pour lequel on aurait rédigé des comptes rendus - ce que la prudence recommandait d'ailleurs de ne pas faire. Cependant, des réunions fréquentes et informelles avaient lieu qui réunissaient dans une sorte de conseil les abbés Dusserre, Duperray et Durand, Antoine Bonche, Benoît Danis et Jean Rolle. "La composition [de ce conseil] n'a jamais été élargie⁶¹." Jean Rolle : "Je voyais personnellement tous les intéressés auxquels je transmettais les consignes, sauf à Roche que Guillot visitait chaque semaine⁶²." Les réunions n'avaient jamais lieu au même endroit mais tantôt chez l'un ou l'autre des ses membres.

Nous ne savons pas à partir de quand ce conseil s'est réuni (1942 probablement) et jusqu'à quand. Les indications données par Jean Rolle ont le mérite d'en révéler l'existence et les noms de ses membres, de montrer l'influence du clergé dans le mouvement et de montrer le rôle jusque-là méconnu de Benoît Danis (on connaissait surtout jusque là celui de Bonche et de Rolle). Benoît Danis était un jeune architecte venu de Paris⁶³ et réfugié à Montbrison. Jean Rolle joue un rôle capital puisque, en distribuant les ordres, il est le seul à connaître tout le monde.

Le mouvement *Combat* dans les MUR, le MLN et l'AS

À partir du début de 1944, la forte identité du groupe *Combat* de Montbrison se brouille un peu. *Combat* s'était d'abord, au niveau national, fédéré en janvier 1943 avec Franc-Tireur et Libération pour former les MUR (*Mouvements unis de résistance*) qui se reconstituent, après de multiples arrestations, au printemps de 1944. Les MUR, forment, au moins théoriquement, à partir de décembre 1943 - janvier 1944, le MLN (*Mouvement de libération nationale*) par regroupement avec plusieurs mouvements de zone Nord⁶⁴.

⁶⁰ Témoignage Jean Rolle.

⁶¹ Témoignage Jean Rolle.

⁶² Témoignage Jean Rolle.

⁶³ Renseignement donné par Jean Julien-Laferrière, vice-président de la Diana, ami de la famille Danis.

⁶⁴ Ces mouvements de la zone Nord sont : *Défense de la France*, *La Voix du Nord*, *Résistance*, *Lorraine*.

D'autre part, nombreux sont les membres du groupe *Combat* qui appartiennent aux *Équipes chrétiennes* qui ont tendance à prendre le devant de la scène. Les *Équipes chrétiennes* apparaissent en 1943. Leur chef en zone Sud est Francis Chirat⁶⁵. Elles avaient été créées, à l'origine, pour "soutenir matériellement et spirituellement" ceux qui étaient "engagés dans le maquis" ou qui vivaient "en situation irrégulière"⁶⁶. Elles naquirent souvent d'initiatives locales, puis devinrent un véritable mouvement. Sans être cependant très structurées, elles furent rattachées aux Mouvements unis de Résistance (MUR) et à l'Armée secrète (AS)⁶⁷.

En mai 1944, les hommes de *Combat* (MLN) reçoivent aussi l'appui de résistants plus dispersés : Georges Collay, membre du parti SFIO clandestin, et les membres de son groupe de Moingt, rejoint le groupe *Combat*. Georges Collay était lié au groupe de la ferme Chauvet de Précieux (réseau de renseignement Roy). Louis Fouilleron rejoint aussi *Combat*. Il est revenu à Montbrison en janvier 1944 après quinze mois d'internement à Saint-Paul d'Eyjeaux puis à Saint-Sulpice-la-Pointe. Il est délégué par les MUR à Montbrison ou se présente comme tel. Professeur à l'EPS de Montbrison, il avait été en 1942 à l'origine du groupe montbrisonnais du *Coq enchaîné* et avait organisé la réception du parachutage de la Jarlette. Jean Rolle écrit : "Il m'a fait d'abord l'effet d'un homme d'envergure, mais il parle beaucoup [...] Ensemble nous allons mettre sur pied le comité cantonal de Libération."

Mais, très vite, les heurts se multiplient entre les deux hommes, Rolle accusant Fouilleron d'"esprit partisan" - Fouilleron est violemment anticlérical - et d'avoir introduit dans le groupe "la discorde génératrice d'insécurité et d'infécondité". "Jamais nous n'avons [autant] d'entraves et de difficultés que nous [en] avons rencontrées à partir de janvier 1944 [...] Le départ de Fouilleron quelques mois après sera un soulagement"⁶⁸.

Sur le plan militaire, l'AS (Armée secrète) est le résultat de la fusion, en janvier 1943, des groupes armés dépendant des différents mouvements des MUR. Comme l'action militaire passe au premier plan, l'AS, bras armé des mouvements, devient le moyen essentiel de l'action. Le commandant Marey joue désormais le premier rôle.

⁶⁵ Francis Chirat et Gilbert Dru - un autre chrétien engagé dans la Résistance - furent fusillés à Lyon place Bellecour, en 1944, à l'endroit où se trouve le monument dit du "Veilleur de pierre".

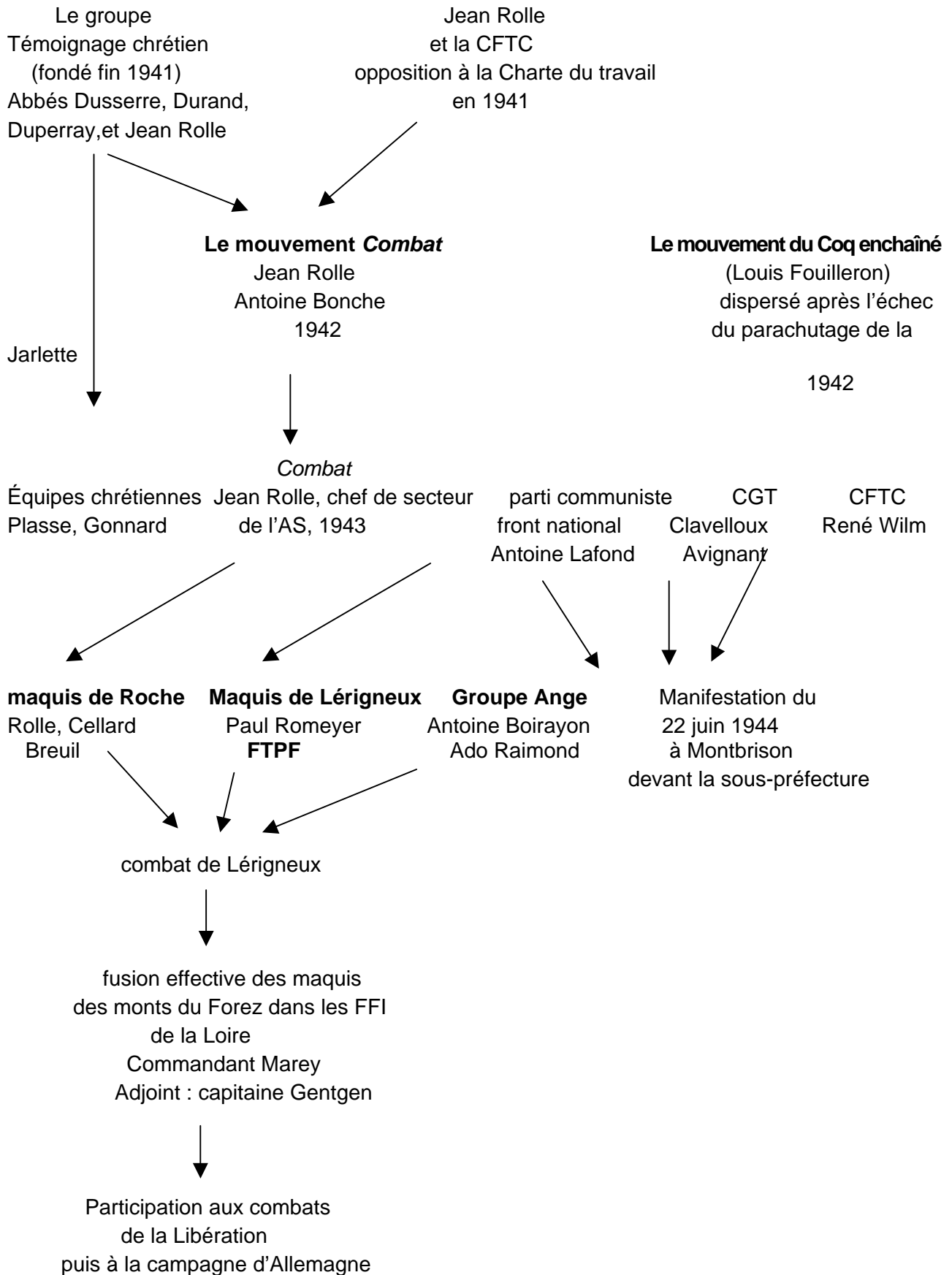
⁶⁶ Francis Chirat, *7 août 1916-14 juillet 1944*, Paris 1945, p. 80, cité par Renée Bédarida, *op. cit.*, p. 242.

⁶⁷ Maurice Patin et Abel Dumergue : *De trop longs silences. Des chrétiens dans la Résistance*, Mizérieux, éditions Claude Bussy, 1989, p. 42-43.

⁶⁸ En mai 1944, Fouilleron, qui s'estime menacé d'arrestation, gagne les maquis du Tarn.

Tableau I

La Résistance montbrisonnaise



Le rôle de *Combat* dans le CLL (comité local de libération)

En janvier 1944, est formé, "après de multiples tractations ⁶⁹", le comité local de libération de Montbrison (comité cantonal), à la double initiative de Rolle et de Fouilleron. Mais la première réunion officielle ne se tint qu'en avril ⁷⁰. Il fut le premier CLL de la Loire.

Rapidement, pendant la phase même de formation du CLL, le conflit éclata, comme on l'a dit, entre Rolle et Fouilleron. Il était recommandé par les MUR de faire leur place à toutes les tendances : la tentation pouvait être grande, alors, pour un mouvement, de faire représenter des tendances proches de la sienne, qui existaient au niveau national ou départemental mais non au plan local ou même, comme le faisait le PC de créer des organisations satellites qui demanderaient aussi à être représentées. Les deux tendances cédèrent à cette tentation alors que, à Montbrison, *Combat* avait été, avec le *Coq enchaîné* - disparu fin 1942 - le seul mouvement de Résistance. Les autres organisations ayant participé à la Résistance, surtout à la fin, avaient été le PC, le parti socialiste SFIO et les syndicats qui, reconstitués, manifestèrent leur rôle dans la manifestation devant la sous-préfecture, le 22 juin 1944.

Jean Rolle : "Fouilleron prit contact avec des organisations dont, sur le plan local, on n'avait jamais entendu parler jusque-là, et fit désigner des représentants de ces organisations (FN ⁷¹, FTP ⁷², PC et CGT clandestine). De mon côté, je fis désigner des représentants du NAP, des Équipes chrétiennes et de la CFTC. Je représentai moi-même l'AS, Fouilleron représentait les MUR ⁷³." En fait, il y avait deux tendances qui s'incarnaient en Fouilleron et Rolle : d'un côté les anciens du *Coq enchaîné*, le PC, la CGT, les FTP, les MUR le FN ; de l'autre côté, les anciens de *Combat*, la CFTC, les Équipes chrétiennes, le NAP, les FFI. Les affrontements furent particulièrement importants entre les représentants de la CGT (Paul Romeyer) et de la CFTC (Rolle et Wilm). Toutes ces organisations ne se situaient d'ailleurs pas sur le même plan. Par la suite, le retrait de Fouilleron qui, "grillé" et menacé d'arrestation par les Allemands, quitta la région et gagna les maquis du Tarn, permit de rétablir une certaine sérénité. Dans le même sens jouèrent les absences de Rolle pris par ses tâches militaires de chef de secteur AS puis par sa montée au maquis.

Les membres du CLL étaient Jules Bernard, receveur municipal, (MUR et NAP), Louis Fouilleron (MUR, jusqu'à son remplacement par Bernard), Antoine Bonche, directeur de la caisse locale de Crédit agricole (FN), Antoine Lafond (PC), Louis Clavelloux (CGT), René Wilm (CFTC et Équipes chrétiennes), Jean Rolle (AS, FFI). Les réunions avaient lieu chaque semaine, d'abord chez M. et M^{me} Moyroud, modistes rue Tupinerie, ensuite à l'hôtel Dieu dans le bureau de Jules Bernard.

Au niveau départemental, en mai 1944, l'historien Édouard Perroy, devenu l'adjoint de Calamand, président du Directoire des MUR puis du CDL (comité départemental de libération) reçut comme mission de provoquer - lorsqu'ils n'existaient pas déjà comme à Montbrison, la création dans la Loire de comités locaux de libération (CLL). Une mission, surtout, leur fut fixée : ils étaient chargés d'administrer les communes à la Libération puis de mettre ensuite en place de nouvelles municipalités. Perroy donna comme consigne aux futurs CLL d'éliminer des municipalités en place non seulement "tous les conseillers nommés par Vichy ou les conseillers de 1939 maintenus qui auraient ouvertement collaboré" mais aussi "tous ceux dont l'attitude passive peut être assimilée à la collaboration ⁷⁴".

⁶⁹ Témoignage Jean Rolle.

⁷⁰ Registre des PV des réunions. Cf. Colonel René Gentgen, *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996, p. 173.

⁷¹ Le front national était un mouvement créé à l'échelle nationale et qui était largement contrôlé par le PC. Mais d'autres tendances y étaient présentes, en particulier des démocrates-chrétiens.

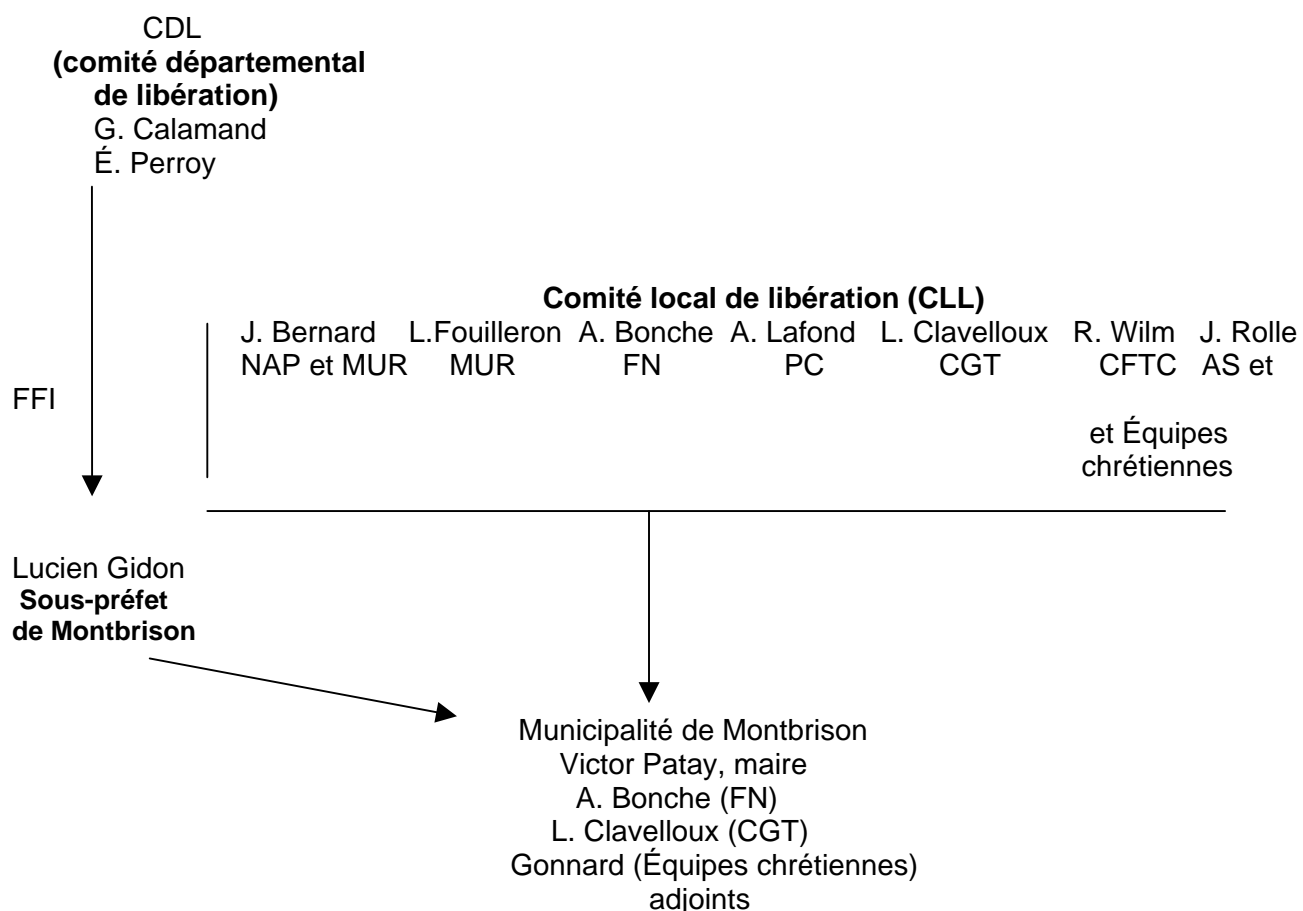
⁷² Les FTP n'apparaissent à Montbrison qu'en juin 1944.

⁷³ Témoignage Jean Rolle.

⁷⁴ Témoignage Edouard Perroy.

Tableau II

Les autorités de la Libération à Montbrison



- L'accord se fit assez rapidement pour la nomination d'un nouveau conseil municipal de Montbrison. Lucien Gidon, qui avait été désigné pour être à la Libération le sous-préfet de l'arrondissement de Montbrison, assista au CLL et fit les arbitrages nécessaires. Il raconte :

"Jules Bernard en sa qualité de président du comité cantonal de libération aurait certes pu faire un excellent maire. Son caractère paisible, son affabilité correspondaient par ailleurs tout à fait à ce que pouvait souhaiter les Montbrisonnais dans leur ensemble, [...] toutefois les fonctions de maire étaient incompatibles avec celles de receveur municipal qu'il exerçait déjà. Je doute fort d'ailleurs, connaissant son extrême modestie, qu'il eût accepté de gaieté de cœur.

En fait, je trouvai en la personne de Victor Patay l'homme qui convenait parfaitement à la situation. Professeur au collège moderne et technique [...] pendant de longues années, il était fort connu à Montbrison où il était unanimement estimé pour sa bonhomie et sa serviabilité. Mais J'eus beaucoup de mal à le convaincre d'accepter.

Ma proposition fut d'emblée entérinée par le comité de libération et une fois réglée la question du choix du maire il fut décidé que Bonche, membre du comité, qui était à la fois

membre de *Combat* et représentait le front national) deviendrait son premier adjoint. Dès lors la formation du nouveau conseil municipal ne devait plus soulever de problème ⁷⁵."

Le conseil municipal fut complété, pour les postes d'adjoints, par la nomination de Gonnard (Équipes chrétiennes, 2^e adjoint) et de Clavelloux (CGT, 3^e adjoint) qui avait été "un magnifique résistant" (Lucien Gidon)⁷⁶.

- Le CLL entendit aussi affirmer sa compétence dans le domaine militaire (déclenchement des opérations, exercice de la justice militaire, etc.), ce qui provoqua des remous importants. Les FFI étaient sous le contrôle du CDL et le commandant Marey avait une liberté de manœuvre dont il n'entendait pas se défaire. Le commandement militaire imposa finalement son point de vue ⁷⁷.

Problèmes d'argent

En 1944, les besoins d'argent devinrent pressants. Jusque-là, le mouvement n'avait fait qu'un seul appel de cotisations, récoltant la faible somme de 200,00 F au début de 1943 ⁷⁸. En juin 1944, 40 000 F furent collectés - les offres d'argent affluaient parce que "le vent était en train de tourner" - et 100 000 F furent versés par Marey "avec comme consigne de les faire durer ⁷⁹". "De notre côté, écrit Rolle, nous récupérons de l'argent sur les collaborateurs et trafiquants du marché noir" ainsi que par des sommes réquisitionnées sur les services officiels (l'attaque de la poste de Montbrison en 1944). Cet argent fut en grande partie utilisé par le service social qui versait des allocations de secours aux familles des illégaux et par le service chargé du ravitaillement qui faisait des provisions pour le maquis.

Surveillance et dénonciations

Les opposants à Vichy et à l'Occupation étaient surveillés. En avril 1942 - la date du retour de Laval au pouvoir - le préfet de la Loire a demandé au sous-préfet de Montbrison de remplir une fiche détaillée de renseignements sur quelques personnalités montbrisonnaises ayant eu ou ayant un engagement politique, patronal ou syndical. Si l'on regarde l'ensemble des fiches, on constate que leur rédaction est très prudente, même étonnamment modérée : personne n'est catalogué comme opposant au régime ; les personnalités de gauche qui pourraient être soupçonnées (Corsin, Victor Patay, Paul Romeyer, le docteur Lour) sont dites comme -n'ayant plus d'influence" ou "ne manifestant pas leurs opinions" ou "ne s'occupant plus de politique". Aucun des ecclésiastiques qui forment le groupe de *Témoignage chrétien* ne fait l'objet d'une fiche. Jean Rolle est décrit comme un "un homme calme" et "courtois" qui "reflète bien l'opinion des milieux catholiques libéraux". Il "craint l'importation des méthodes allemandes en France" et est réticent en ce qui concerne "le problème de la fusion des syndicats"⁸⁰. Face à la modération des renseignements donnés, nous nous demandons si la rédaction de ces fiches n'était pas l'œuvre de Lucien Gidon, alors secrétaire général de la sous-préfecture, résistant et membre du NAP, futur sous-préfet de la Libération à Montbrison... Dans l'affirmative, cette surveillance aurait, par ses résultats, protégé les premiers résistants et, d'ailleurs, la Résistance montbrisonnaise a été relativement épargnée. Il y eut sans doute d'autres enquêtes - mais elles n'ont pas été retrouvées.

Vint ensuite le temps de la délation. Plusieurs dénonciations eurent lieu et permirent de frapper le mouvement :

- Le premier à avoir été repéré comme opposant par la police de Vichy fut l'abbé Dusserre. Une note de 1942 qui dresse une liste des personnalités invitées ès *qualités* au comité de propagande du Maréchal indique, en face de son nom : "ne plus inviter"⁸¹. Rolle écrit que "le

⁷⁵ Lucien Gidon, "La Résistance à Montbrison. Souvenirs", *Village de Forez*, n° 6, avril 1981. Le nouveau conseil municipal de Montbrison fut installé le 23 août 1944.

⁷⁶ Lucien Gidon, art. cit.

⁷⁷ Gentgen, R civile, 175-174.

⁷⁸ Témoignage Jean Rolle.

⁷⁹ Témoignage Jean Rolle.

⁸⁰ Archives Départementales de la Loire (ADL), 637 W 7.

⁸¹ ADL, 637 W 7.

comité de propagande du Maréchal" dénonça "l'abbé Dusserre et le chanoine Duperray⁸²". Mais ils ne furent pas inquiétés "par suite - écrit Jean Rolle - de l'honnêteté de l'inspecteur de l'enseignement⁸³, M. Blanc, auquel l'enquête avait été confiée⁸⁴".

- La dénonciation dont fut victime Jean Rolle lui-même en 1943 et dont nous avons parlé.

- La dénonciation d'un membre du mouvement, Benoît Danis, par "un soi-disant réfractaire qu'il avait hébergé⁸⁵". Mais la dénonciation parut peu crédible aux Allemands - car il y avait des collaborateurs parmi ceux qui avaient été dénoncés ! Benoît Danis fut finalement libéré et le dénonciateur "auquel on a fait avouer son forfait, expia dans un placard à Saint-Etienne⁸⁶ (?)". Lors de cette dénonciation, le Père Durand vint avertir la famille Rolle : "Partez !" Les Rolle – M^{me} Rolle était enceinte - se réfugièrent deux ou trois mois chez l'abbé Varigas⁸⁷ à Pralong.

- Le 15 juillet 1944, une rafle de la Gestapo provoqua l'arrestation de "six à sept personnes" dont Guillot et Cochet. Aucun ne parla bien que, transférés à Saint-Étienne, ils aient été "torturés et soumis au supplice de la baignoire⁸⁸". Transférés dans les locaux de la police française, ils furent libérés en août, lors de la Libération de Saint-Étienne.

IV. Les actions du mouvement *Combat* et de l'AS

Dans l'action, Jean Rolle s'entoure d'hommes qui ont sa confiance : Jean Thomas est chargé de l'action immédiate, l'abbé Varigas, du sabotage des voies ferrées, Joannès Cellard est choisi comme adjoint pour le maquis. À Roche, en 1944, Jean Rolle a l'appui de Michel Breuil qui met en place le maquis et sa base logistique et recrute efficacement. Il enrôle le docteur Hildebrand, de Sail-sous-Couzan, comme chef de son service de santé.

La diffusion de la presse clandestine

- La diffusion de la presse clandestine : le groupe de Chazelles fit d'abord passer à Montbrison des journaux que les chefs de sixaines répartissaient. Bergeret, apportait aussi de Saint-Étienne des journaux qui étaient confiés à l'abbé Dusserre qui les faisait distribuer dans les boîtes aux lettres. A partir du moment (mars 1944) où Jean Rolle a eu un emploi à Saint-Étienne, lui ou son adjoint, apportent à Montbrison un plus grand nombre de journaux, tracts et brochures qui étaient entreposés chez Émile Favre, membre de *Combat*, qui tenait l'hôtel Terminus près de la gare. Jules Bernard s'occupait ensuite de leur distribution faite par les membres du futur comité cantonal de Libération.

La protection des juifs et des réfractaires au STO (Service du travail obligatoire)

Il y eut pendant la guerre cent deux juifs réfugiés à Montbrison, le plus souvent originaires de Paris, d'Alsace ou d'origine étrangère (Pologne) : une liste a pu en être établie d'après le recensement de 1941 et les listes de remise de l'étoile jaune⁸⁹. Or, sur cette centaine de juifs

⁸² Témoignage Jean Rolle.

⁸³ Pourquoi l'enquête a-t-elle été confiée à un inspecteur de l'enseignement ? Nous ne le savons pas.

⁸⁴ Témoignage Jean Rolle.

⁸⁵ Témoignage Jean Rolle.

⁸⁶ Témoignage Jean Rolle.

⁸⁷ Renseignement donné par Jean-Marc Rolle.

⁸⁸ Témoignage Jean Rolle.

⁸⁹ ADL, série W, archives concernant les mesures antisémites et leur application.

recensés, deux ou trois seulement ont été déportés⁹⁰ : pourquoi et comment la plus grande majorité a-t-elle pu être sauvée ? Nous n'avons pas la réponse mais il est probable que l'action de la Résistance a joué un rôle. L'abbé Dusserre dit qu'une trentaine ont pu être cachés⁹¹. Jean Rolle : "Nous dispersions les juifs et réfractaires chez les prêtres, dans les fermes, avec état civil en conséquence⁹²." Dans un cas précis, celui de M. Rosenthal qui avait une petite fabrique de canadiennes⁹³ avenue de la Libération, il fut sauvé grâce à l'action du brigadier Jean Damon qui, chargé de le conduire au commissariat où il était convoqué, lui dit, en route, "de se tirer" alors que tous deux s'étaient arrêtés devant un magasin de la rue Tupinerie⁹⁴... Ses biens furent vendus aux enchères comme "bien juif⁹⁵". Plus tard, les réfractaires au STO furent aussi placés "avec l'aide du service départemental compétent⁹⁶" dans les usines.

Il y a là un chantier historique qui est ouvert.

Le noyautage des administrations publiques

Jean Rolle s'occupait du NAP (noyautage des administrations publiques)⁹⁷ au niveau départemental et à Montbrison et avait eu très tôt des policiers dans son mouvement ; Jules Bernard, receveur municipal, fut ensuite responsable de ce secteur à Montbrison et réussit à trouver des relais à la mairie, à la sous-préfecture et à la poste de Montbrison. L'abbé Varigas, secrétaire de mairie à Pralong, fut le premier à fournir des cartes d'identité. Le NAP fournissait aussi de "vraies fausses cartes d'identité" : le service de la préfecture était en effet noyauté par des résistants, dont Lucien Gidon, attaché de préfecture et futur sous-préfet de la libération à Montbrison. Elles étaient apportées de Saint-Étienne, par Bergeret. Le commissariat de police de Montbrison fournit aussi de fausses cartes d'identité et le service départemental du ravitaillement - dont Marchand était le chef - fournit, lui, de fausses cartes d'alimentation. Dans la police, le commissaire Fleuret jouait un rôle dirigeant du NAP à Saint-Étienne

Les coups de main et les sabotages

De nombreux coups de main, actes de guérilla et sabotages eurent lieu⁹⁸. Il y eut aussi quelques exécutions de "collaborateurs" : histoire difficile à aborder.

Citons deux exemples de sabotage ou de "résistance passive" :

Le 5 juillet 1944, une équipe de sabotage, comprenant Jean Thomas, Antoine Bonche, l'abbé Varigas, Jean Rolle et son fils Pierre Rolle opèrent des destructions sur les lignes téléphoniques. L'abbé Varigas avait mis un costume "civil" et ses compagnons trouvèrent que sa prestance en était affectée. Le commando devait traverser la cour d'une ferme où il y avait des chiens qui, ce jour-là n'aboyèrent pas : de quoi nourrir la mémoire de la Résistance⁹⁹...

Le 10 juillet 1944, un coup de main est fait sur le bureau de poste de Montbrison où une somme de 140 000 francs est confisquée. Cellard et Damon sont de garde de 21 h à 8 h du matin : avertis qu'une action va avoir lieu, ils se trouvent volontairement au mauvais endroit - ils sont au premier étage, dans la salle du téléphone, au lieu d'être au rez-de-chaussée lorsque les FFI arrivent à la poste entre 7 h et 8 h. À la suite de cet épisode, Joannès Cellard rejoint le maquis de Roche. Jean Damon est frappé de trois mois de suspension sans traitement¹⁰⁰.

⁹⁰ Résultat obtenu par comparaison entre les listes montbrisonnaises et les listes établies par Serge Klarsfeld dans son livre qui identifie, convoi après convoi, les 75 000 juifs de France déportés en Allemagne.

⁹¹ Cf. *supra*.

⁹² Témoignage Jean Rolle.

⁹³ Canadiennes : vestes fourrées qui sont alors à la mode.

⁹⁴ Rapporté par Maurice Damon, fils de Jean Damon.

⁹⁵ *Journal de Montbrison*.

⁹⁶ Témoignage Jean Rolle.

⁹⁷ Le service avait été créé au niveau national par *Combat* sous la responsabilité de Claude Bourdet.

⁹⁸ Détails dans René Gentgen, *Résistance Loire*, *op. cit.*, p. 132-133.

⁹⁹ Rapporté par Jean-Marc Rolle, qui est un peu le dépositaire de la tradition orale de sa famille.

¹⁰⁰ Archives famille Damon.

10 Octobre 1944

Le Brigadier Jean DAMON

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants:

Dans la nuit du 7 au 8 Juillet 1944, j'étais de garde à l'Hôtel des Postes de Montbrison de 21 H. à 8 H. du matin, avec le gardien CELLARD, pour assurer la garde de cet établissement nous devions nous trouver au 1er étage dans la salle du téléphone, de 21 H. à 7 h. de matin.

A 7 H. du matin l'un de nous devait se poster dans la rue.

Ce 8 juillet à 7 H. du matin, un violent orage éclatait sur la ville, et comme le bureau des postes n'était ouvert au public qu'à 8 Heures, que d'autre part nous n'avions aucun vêtement pour nous protéger de la pluie, je décidais d'attendre que l'orage se soit calmé pour descendre, et nous restions le gardien CELLARD et moi dans la salle du téléphone.

A 7 H.45 une dame employée aux P.T.T. est rentrée dans la salle du téléphone où nous nous trouvions et dit "le Maquis est en train d'opérer en bas".

Par signe d'intelligence réciproque du gardien CELLARD et de moi-même nous décidions de ne pas intervenir et faisons mine de ne rien avoir entendu.

A 7 H.55 le porteur de dépêches est rentré à son tour dans la salle du téléphone en disant "eh bien ça y est". Comme je lui demandais de quoi il s'agissait il me répondit que le Maquis venait d'enlever la caisse. A ce moment là je fis signe au gardien CELLARD qu'il nous fallait descendre.

Dans l'escalier nous avons rencontré M. le Receveur ORSONI qui montait et qui en nous voyant nous dit "Où étiez-vous", je lui répondis, dans la salle du téléphone, il me rétorqua "votre place n'était pas en haut

(Archives famille Damon)

L'installation du maquis : les préparatifs

Pendant tout le mois de juin 1944, Jean Rolle qui a quitté, fin mai, son travail à Saint-Étienne, prépare l'installation du maquis avec Mey, Marmet, Marjollet, Bonche, Plasse ainsi que les policiers Cellard et Aumeunier ¹⁰¹. Il faut des armes, des terrains de parachutages pour les recevoir, du ravitaillement et des lieux d'hébergement, des véhicules à réquisitionner :

En février 1944, Marey envoie deux "représentants français des armements de Londres" pour aider Rolle. L'un des deux était "un jeune capitaine de 26 ans qu'Alger avait fait parachuter quinze jours plus tôt et qui, quelques jours après [...] sera pris et fusillé à Lyon ¹⁰²".

Ce fut un épisode décisif pour la demande et la réception des armes qui furent ensuite parachutées. En attendant, début avril 1944, le lieutenant Knoblauch ¹⁰³ apporte des explosifs. À la fin avril, des armes viennent, par Guillot et Giraudet, d'un parachutage qui a eu lieu à Firminy.

Jean Rolle procède, au printemps 1944, à des reconnaissances permettant de trouver des terrains de parachutage : un premier terrain, déjà repéré est homologué puis un second situé à 3 km. Le terrain Muselière, à Roche-en-Forez, qui avait été retenu, accueille le 28 mai 1944 un parachutage : la veille un message codé – "le drap est au lavage" - a annoncé à la BBC le parachutage attendu. Il a aussi été capté par le poste dissimulé dans la camionnette truquée qu'utilisent les deux hommes venus d'Alger.

Ceux-ci, qui sont à Montbrison, montent à Roche, avec Jean Rolle pour diriger la réception du parachutage. Jean Rolle raconte :

"Ensemble, accompagnés de cinq ou six Montbrisonnais, nous montons, la nuit venue, rejoindre l'équipe de Roche avec laquelle nous allons, au nombre de 18, nous poster sur un plateau de 1 200 m d'altitude.

Deux balisages de terrain [sont] mis en place et l'appareil récepteur émetteur qui servira tout à l'heure à guider l'avion est installé. Les feux seront allumés dès que cet appareil enregistrera la présence de l'avion dans un rayon de 80 à 100 kilomètres.

Vers 11 h 30 l'avion entre dans le rayon d'action de notre poste. Les feux sont allumés et dix minutes plus tard, les signaux convenus étant faits, les containers sont lâchés et les armes si longtemps attendues sont enfin à la portée de nos mains. *Je crois que c'est là le plus beau moment de ma vie de Résistant* ¹⁰⁴."

La dernière phrase nous rappelle combien les résistants ont manqué d'armes : le phénomène est récurrent dans toute l'histoire de la Résistance. La lutte s'imposait tellement à tous que Jean Rolle, syndicaliste chrétien, écrit que le plus beau moment de sa vie de résistant est d'avoir reçu des armes : la libération du pays, c'est aussi avoir des armes et s'en servir, chasser l'occupant, contribuer à la victoire sans attendre passivement l'action des Alliés.

Toute la nuit, les 18 hommes présents participent à la réception des containers. Certains parachutes se sont égarés dans les arbres. Quinze containers contenant des armes et 70 kg d'explosifs ainsi que des paquets de vêtements et de chaussures sont transportés, tirés par des bœufs : le tout est inventorié et enterré dans un champ en attendant l'installation prochaine - au mois de juin suivant - du maquis. Une partie des armes est distribuée à d'autres groupes de Résistance. Jean Rolle s'occupe ensuite de l'installation du maquis et de l'organisation de son ravitaillement. Mais, comme il a repris du travail à Saint-Étienne et que ses fonctions de responsable AS et NAP du secteur l'accaparent, il demande à Marey de lui donner un adjoint - Joannès Cellard - pour commander militairement le maquis de Roche : Cellard exerce de fait le commandement jusqu'à l'arrivée de Millon.

¹⁰¹ Témoignage Jean Rolle.

¹⁰² Témoignage Jean Rolle. Le "jeune capitaine" n'a été identifié ni par Rolle ni par Gentgen.

¹⁰³ L'un des chefs de l'AS, arrêté à Saint-Étienne par le SD au début de juillet 1944 et exécuté. À la Libération, ses funérailles eurent un caractère solennel, place de l'Hôtel-de-Ville où le commandant Marey prit la parole.

¹⁰⁴ Témoignage Jean Rolle. C'est moi qui souligne la dernière phrase.



**Le capitaine Jean Rolle, de l'AS
Photographie inédite (1945)
(Archives de la famille Rolle)**

Jean Rolle est coiffé du képi blanc. Les maquisards de Roche avaient en effet adopté le képi blanc et même, à l'initiative de Million, un foulard blanc qui devinrent les signes distinctifs de leurs uniformes.

Les armes récupérées lors du parachutage - et dans les semaines précédentes - sont réparties le 4 juin 1944, en présence du lieutenant Maurice Knoblauch, dans différentes caches : le stock est transporté dans la fromagerie Rizand au Pont de la Pierre (Sauvain) où en est fait l'inventaire. Des armes furent aussi cachées chez Marjollet et chez l'abbé Varigas - des explosifs qui doivent servir aux coupures de voies ferrées.

On dit que l'abbé Varigas avait caché des mitraillettes sous l'autel de son église : ce fait, légende ou non, illustre bien le rôle de l'abbé Varigas et la réputation d'homme d'action qu'il avait...

Le maquis de Roche

Le maquis de l'AS s'implante donc autour de Roche, dans la zone reconnue au printemps de 1944. Breuil est, localement, le point de ralliement et de soutien. Le maquis se met en place en juin 1944 autour de trois points d'appui et de cantonnement, situés près de Roche : la jasserie Jean-Petit (au NO), la jasserie de Probois (à l'O) et la jasserie de Château-Gaillard (au SO) situées autour de 1 200 m d'altitude. Le 15 juillet, il y a cinquante hommes, sous la direction militaire de Joannès Cellard. Le capitaine Jean Rolle, chef du secteur de l'AS, avait demandé qu'un adjoint lui soit donné pour le maquis de Roche ¹⁰⁵. Le 27 juillet 1944, le commandant Marey nomme le lieutenant Millon, ancien officier de la garde mobile passé à la Résistance, comme commandant du camp AS. Millon arrive le 30 juillet. Le camp AS prend, le 5 août, le nom de *Groupement Strasbourg*. Millon établit une discipline militaire, non sans mal car certains résistants se veulent des "insurgés" peu soucieux d'obéir à des "galonnés". Le PC du lieutenant Millon est installé à Montvadan. Le groupement Strasbourg est formé de deux GMO (groupes mobiles d'opérations) :

- Le GMO *Cassino* - il a pris ce nom fin juillet - est placé sous les ordres du sous-lieutenant Cellard ; il comprend, le 7 août, soixante-deux hommes. Il est réparti entre les trois fermes, déjà citées, de Jean-Petit, Probois et Château-Gaillard.

- Le GMO *Rhin et Moselle*, formé de quarante hommes, est d'abord commandé par le lieutenant Collonges, puis par le lieutenant Thomas ¹⁰⁶ et est cantonné aux abords de Roche.

Un "groupe de choc" a aussi été formé sous le nom de "patrouille Ferréol", du pseudonyme du lieutenant Collonges. Lucien Gidon écrit à propos de Collonges : "Râblé, fort en gueule, collier de barbe en bataille, Collonges dit Ferréol était le type parfait du baroudeur. Avec beaucoup de panache, il multiplia, avec sa fameuse patrouille, coups de main et embuscades mais son comportement quelque peu tumultueux ne fut pas toujours très apprécié par la population de Montbrison, ville calme [...], habituée à moins d'impétuosité ¹⁰⁷." La patrouille Ferréol assurait le contrôle de la route D 44 qui descend vers Montbrison et était engagée dans les opérations de commando.

Au début d'août 1944, le maquis de Roche a un effectif de cent deux FFI. Le recrutement continue. Des fonctionnaires de Saint-Étienne - dont Gidon - viennent y trouver refuge. Fin août 1944, l'effectif du maquis est de cent vingt hommes. C'est le maquis de Roche qui comprenait le plus grand nombre de Montbrisonnais. D'après l'étude du colonel Gentgen, communiquée à l'auteur, sur cent sept de ses membres recensés, quatre-vingt-six étaient originaires de Montbrison et de sa région.

...et les deux autres maquis

Il y avait deux autres maquis, dont la mention est nécessaire pour comprendre le combat de Lérigneux du 7 août 1944 :

- Près du village de Lérigneux, et dans le bourg lui-même, se trouvait une unité de FTPF

¹⁰⁵ Notons que tous les résistants montbrisonnais ne montèrent pas au maquis. Jean Damon, père de famille, resta au commissariat. André Plasse, déjà atteint de tuberculose, resta aussi à Montbrison. Gaston de La Cellery, âgé de 16 ans, encore collégien à l'EPS, servait de "contact" à Montbrison pour faire monter les jeunes gens au maquis. Il ne monta lui-même que lorsqu'il fut averti qu'il était "grillé" et allait être arrêté.

¹⁰⁶ Gentgen, *op. cit.*, p. 127.

¹⁰⁷ Lucien Gidon, "La Résistance à Montbrison. Souvenirs", art. cit.

(Francs-Tireurs et Partisans français) : le camp Lucien-Sampaix, rassemblé à la mi-juillet et comprenant une cinquantaine d'hommes, avec comme chefs Paul Romeyer, membre de la CGT et du PC, Claude Granotier et Fernand Chaize. Les rapports de l'AS et du maquis FTPF sont difficiles : en effet, un membre du maquis de Roche, Derain, a essayé d'entraîner une partie de ses camarades, avec un camion, des armes et des munitions, vers le maquis FTPF. Il a aussi contre lui d'avoir, dans certaines actions, agi sans ordres pour augmenter son prestige personnel. Arrêté, il a été jugé par un conseil de guerre, condamné à mort pour désobéissance et fusillé. Cinq autres maquisards qu'il avait entraînés ont été acquittés. L'épisode pose le problème de la discipline dans une armée de maquisards.

- Enfin, plus haut, au col de Baracuchet, près de la limite du Puy-de-Dôme (les "limites"), le "groupe Ange" appartenait aux réseaux Buckmaster de l'"Intelligence Service". Au début, le groupe Ange était un simple commando mais ses effectifs s'étant considérablement étoffés, il devint un véritable maquis qui vint s'installer dans les monts du Forez, d'abord près de Verrières puis au-dessus de Lérigneux. Il disposait d'une cinquantaine d'hommes. Son centre était à Pivadan, dans le bois de la Brosse, à l'ouest de Lérigneux ¹⁰⁸. Il était bien ravitaillé en armes par les Anglais. Il était commandé par Antoine Boirayon, assisté par Ado Raimond.

Des maquis divisés

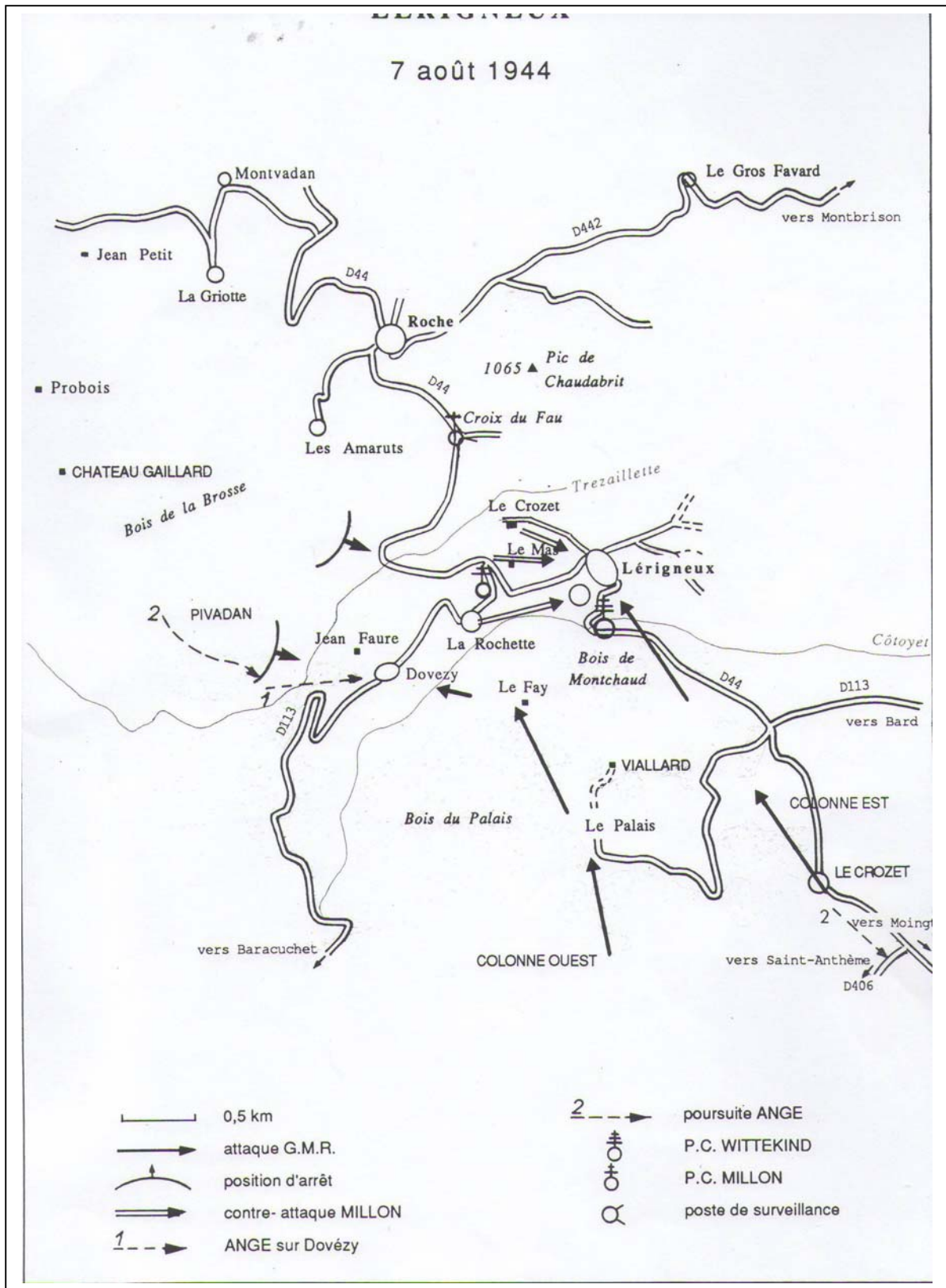
Ces trois maquis sont théoriquement unifiés au sein des FFI (Forces françaises de l'intérieur) créées en mars 1944, d'abord pour unifier et donner un cadre légal aux forces de la Résistance intérieure, mais aussi pour les structurer de manière hiérarchique. Les Forces françaises de l'intérieur (FFI) rassemblent l'AS, les FTPF, l'ORA (Organisation de Résistance de l'armée). Au niveau national, les FFI sont placés en mars 1944 sous le commandement du général Koenig et sous l'autorité politique du gouvernement provisoire du général de Gaulle. Localement, la situation était loin d'être aussi simple. L'unité ne fut pratiquement jamais réalisée avant la Libération et chaque maquis ou groupe gardait une certaine autonomie. Le commandant Marey, chef d'EM des FFI de la Loire a envoyé le 14 juillet 1944 son adjoint, le capitaine Gentgen inspecter et coordonner l'action des trois maquis des monts du Forez qui, on l'a vu, campent au-dessus de Montbrison sur des positions qui sont très proches. Gentgen a agi avec autorité et souplesse : il renforce l'autorité de Millon ; il prend contact avec les deux autres maquis sans vouloir tenter tout de suite une unification qui serait très difficile. Les divisions sont profondes. Mais l'unité va naître des nécessités du combat.

Le combat de Lérigneux

Le 7 août 1944, les maquis des monts du Forez durent faire face à un assaut des forces de Vichy (450 membres des GMR - Groupements mobiles de réserve - et 200 soldats allemands) montés pour les anéantir.

Les Allemands et les GMR arrivèrent d'abord à Montbrison où ils mirent des mitrailleuses en batterie sur la place de l'Hôtel-de-Ville et installèrent des barrages de contrôle à l'ouest et au sud de la ville. La nouvelle de leur arrivée s'était répandue comme une traînée de poudre et les rumeurs allaient bon train. À Précieux, Pierre de Bénouville, l'un des chefs nationaux de *Combat* puis des MUR, venait d'arriver à la ferme Chauvet qui abrite des radiotélégraphistes du réseau Roy qui était lié aux Anglais. Il écrit dans son dernier livre de mémoires : "Au matin, [...] alors que nous projetons d'aller du côté de Montbrison, pour prendre un train ou un car jusqu'à Saint-

¹⁰⁸ René Gentgen, *L'Armée secrète de la Loire. Les combats de juillet à septembre 1944*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992, p. 49.



Le combat de Lérigneux

Source : René Gentgen, *L'Armée secrète dans la Loire. Les combats de juillet à septembre 1944*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992.

Étienne, on vient de la ville nous annoncer que les Allemands ont cerné Montbrison et fouillent les maisons une à une ¹⁰⁹." À Montbrison, des résistants restés sur place faisaient disparaître les papiers compromettants. Le jeune résistant André Plasse brûla sa documentation et ses archives dans la chaudière qui se trouvait dans le hangar de la maison de ses parents...¹¹⁰

Au matin du 7 août 1944, les GMR, dirigés par le commandant Lemoine, et appuyés par les Allemands, attaquent selon deux axes d'offensive : leur objectif est d'abord le camp Lucien-Sampaix de Lérigneux.

- La colonne ouest monte vers le Palais. Les FTP, peu nombreux, parviennent à décrocher. La progression des GMR continue vers le Fay où quelques bâtiments sont pillés et brûlés. Les GMR avancent ensuite vers Dovézy qu'ils occupent en s'avancant dans la vallée de la Trézaillette.

- Pendant ce temps, la colonne est parvenue aux abords de Lérigneux. Une fusillade nourrie oppose les GMR et les 25 FTP, commandés par le lieutenant Ignace, qui sont dans Lérigneux. Les FTP décrochent et parviennent à se mettre à couvert dans les bois situés à l'ouest.

Les réflexes d'unité jouèrent, en effet, à plein, entre les différents maquis, malgré les tensions antérieures. Le bruit des premiers combats alerta les deux autres maquis. Le camp Lucien Sampaix (FTPF) fut dégagé par les unités de l'AS et du groupe Ange. Les rescapés des FTP s'agrégèrent aux deux formations. À 11 h, Millon (AS) et Boirayon (Ange) se sont rejoints et mettent leur riposte au point :

- En fin de matinée, les GMR sont stoppés alors qu'ils s'avancent vers Pivadan. Les membres du groupe Ange prennent l'offensive, reprennent Dovézy.

- Millon et Boirayon installent leur PC près de la Rochette. La reprise de Lérigneux est faite, sous un feu violent, par une attaque frontale accompagnée de mouvements sur les flancs, à partir de La Rochette et du Crozet (hameau au NO de Lérigneux). Les Allemands entrent aussi dans le combat. Lérigneux est finalement repris vers 15 h 30. Le groupe Ange assure la poursuite des GMR qui se replient en désordre sur les positions lointaines, à 3 km. Les SS reprochent son repli au commandant Lemoine. Le combat de Lérigneux est terminé. Au total, trois maquisards et six GMR ont été tués. L'un d'eux est fait prisonnier. Le chef de l'un des GMR est grièvement blessé et meurt peu après.

Le combat de Lérigneux eut un grand effet moral : il montrait que, au-delà de leurs rivalités, les maquisards savaient s'unir et qu'ils pouvaient se comporter comme de véritables soldats, et que, malgré leur infériorité numérique au cours du combat, ils pouvaient l'emporter.

Les maquis furent ensuite intégrés aux FFI (Forces françaises de l'intérieur) et participèrent aux opérations de harcèlement engagées contre la Wehrmacht lorsque le débarquement des alliés en Provence (août 1944) eut obligé les Allemands à se replier vers le nord. Ils participèrent, en particulier, au combat d'Estivareilles mais aussi aux combats de la vallée du Rhône et à la libération de Lyon.

La libération de Montbrison eut lieu en août 1944. Il fallait remplacer le conseil municipal. L'arbitrage de Lucien Gidon, sous-préfet installé à Montbrison par les organisations de la Résistance, fut décisif ; le 23 août 1944, Victor Patay, professeur à l'école primaire supérieure de Montbrison, venu du parti radical, fut élu maire de Montbrison pendant que la foule massée sur la place de l'Hôtel-de-Ville entonnait la Marseillaise. Bonche et Wilm, de *Combat* devenaient adjoints au maire. *La Liberté* remplaçait le *Journal de Montbrison* - qui avait été favorable à Vichy et à la Collaboration. Le CLL en devenait le propriétaire. Le titre fut déposé par Jean Cerisier et André Plasse.

¹⁰⁹ Pierre Guillain de Bénouville, *Le sacrifice du matin*, Paris, Robert Laffont, 1946, rééd. revue et augmentée, 1967, puis nouvelle rééd. 2001, p. 357.

¹¹⁰ Témoignage Maurice Plasse.

Destins des anciens de *Combat*

On peut évoquer avant de quitter cette histoire, le destin des anciens de *Combat* à Montbrison :

*Jean Rolle, qui n'avait pas d'ambitions politiques, a continué son travail à Saint-Étienne et est mort à 57 ans en 1963. Sa foi le soutenait, sa foi en Dieu, sa foi dans l'intercession de la Vierge : il avait fait le vœu de placer une statuette de la Vierge sur sa maison si la France gagnait la guerre. Elle a été placée et y est toujours. Sa femme est morte en 1994. Son petit-fils se souvient que les abbés Varigas et Dusserre venaient souvent manger chez sa grand-mère*¹¹¹. *Après guerre, l'amertume a dominé chez les Rolle*¹¹². En effet Le commandant Marey, chef d'état-major des FFI voulut, en 1944, faire passer en cour martiale, les responsables de la dénonciation et du licenciement dont Jean Rolle avait été victime. Rolle s'y opposa, ne voulant pas avoir "de sang sur les mains"¹¹³ - les cours martiales sont généralement impitoyables et les prévenus auraient risqué la peine de mort -, se réservant seulement la possibilité de faire condamner, au civil, Chavanne-Brun, son ancienne entreprise, par les tribunaux français. Mais, au terme de procès rendus interminables par la lenteur de la justice, il n'a pu obtenir devant les tribunaux réparation - morale et matérielle - de son renvoi de chez Chavanne-Brun.

L'abbé Dusserre, bientôt le chanoine Dusserre, est devenu, en 1946, à Saint-Étienne, le premier directeur de *L'Essor*, hebdomadaire catholique régional créé en 1946. Le journal accorde une large place à l'information régionale et locale, et le chanoine Dusserre le définit comme journal "catholique, régional, populaire"¹¹⁴. *L'Essor* existe toujours.

Le chanoine Duperray est a été nommé en 1947 évêque coadjuteur puis titulaire du diocèse de Montpellier, succédant à M^{gr} Brunhes qui, encore en février 1944, mettait ses fidèles en garde... contre *Témoignage chrétien*. M^{gr} Duperray fut d'ailleurs le seul prêtre issu de la Résistance à accéder à l'épiscopat : les discussions furent tendues entre le nonce, M^{gr} Roncalli - le futur pape Jean XXIII - et le gouvernement français qui exigeait le départ d'une vingtaine d'évêques trop ouvertement maréchalistes et leur remplacement¹¹⁵.

Le Père Durand est resté curé de Saint-Pierre jusqu'en 1955, adoré de ses paroissiens, puis s'est retiré à Saint-Étienne dans la paroisse N-D de Lourdes dont le curé était l'un de ses anciens vicaires et auquel il rendait service. Il est mort à 83 ans en 1965.

Les anciens de *Combat* se retrouvent, au point de vue politique, dans les *Équipes chrétiennes* qui occupent à Montbrison une partie de l'espace public et qui donnent de nombreux communiqués au journal *La Liberté*. Antoine Bonche est, en 1944, premier adjoint au maire de Montbrison Victor Patay dont la municipalité est mise en place par la Résistance en 1944. René Wilm devient lui aussi adjoint au maire.

Le commandant Marey est devenu colonel, directeur de l'école d'officiers de Cherchell et a été tué en Algérie, dans une embuscade, en 1959. À l'initiative de Georges Collay, maire de Moingt et ancien résistant, une plaque a été posée à sa mémoire sur la mairie de Moingt.

Une minorité qui a fait l'histoire

Les résistants montbrisonnais ont été, jusqu'au début de 1944, tragiquement minoritaires. Mais leur rôle a cependant été important : d'abord pour marquer symboliquement que le régime de Vichy n'était pas la France et que, collaborant avec un régime inhumain, on devait lui désobéir. Puis le passage à l'action fut une autre étape : distribuer des journaux clandestins, saboter des

¹¹¹ Rapporté par Jean-Marc Rolle.

¹¹² Beaucoup d'anciens résistants ont sans doute éprouvé cette amertume. Le RP Chaillet, fondateur de *Témoignage chrétien*, termina sa vie désavoué et isolé : la Compagnie de Jésus (les Jésuites) lui demanda en 1956 de quitter ses fonctions à la tête de *Témoignage chrétien* et le laissa sans autre fonction.

¹¹³ Rapporté par Jean-Marc Rolle.

¹¹⁴ Site Internet de *L'Essor*, historique du journal, 2009.

¹¹⁵ Cf. le témoignage d'André Latreille [directeur des Cultes en 1945], *De Gaulle, la Libération et l'Église catholique*, préface d'Hubert Beuve-Méry, Paris, Le Cerf, 1978 et d'Angelo Giuseppe Roncalli, *Journal de France*, tome 1, 1945-1948, introduction et annotation par Étienne Fouilloux, Paris, le Cerf, 2006.

lignes téléphoniques, réceptionner les containers d'un parachutage, recruter des maquisards, éprouver la joie de recevoir des armes, se battre, approuver l'exécution d'un soldat rebelle ou d'un milicien, ce n'était pas la vocation de Jean Rolle ou de l'abbé Varigas. Ils n'avaient pas appris à désobéir mais ils en ont trouvé le chemin parce qu'il existe des lois morales plus hautes que la loi écrite d'un gouvernement de passage. Ils n'aimaient pas la guerre ou ne l'avaient jamais faite. Ils ont trouvé le chemin de l'action et Jean Rolle qui n'avait qu'un bras, est devenu capitaine de l'AS et a dirigé la réception du parachutage de juin 1944 à Roche. Cette minorité a fait l'histoire. Elle a participé, selon ses forces, à la victoire contre l'Occupant qui était aussi le tenant d'une idéologie qui niait toutes les valeurs de l'humanisme et de la démocratie. Elle est entrée dans l'histoire parce qu'elle a sauvé l'honneur de notre patrie - dont le nom ne se sépare pas du mot Liberté.

Annexe I

Les membres de *Combat* à Montbrison

La liste a été établie par Jean Rolle. Elle comporte nom et prénom, profession engagement politique ou syndical, adresse ou lieu de résidence et appartenance éventuelle à la religion catholique. Les premiers adhérents ne sont pas sur la liste qui enregistre les adhésions à partir d'août 1942, mais nous les avons indiqués. Les membres du conseil du mouvement sont indiqués en caractères gras. Les adhérents sont indiqués dans l'ordre des adhésions.

Avant août 1942

Abbé Joseph Dusserre, maison des Œuvres, Montbrison
Abbé Jean Durand, cure de Saint-Pierre, Montbrison
Abbé Jean Duperray, petit séminaire, Montbrison
Jean Rolle, chef de bureau, CFTC, rue des vignes, Montbrison
Antoine Bonche, employé, PDM, rue Martin Bernard, Montbrison

Août 1942 :

Pierre Dupuy, employé, CFTC, rue des Arches, Montbrison
Auguste Puzin, tourneur, CFTC, rue des Arches, Montbrison
Albert Meynard, ajusteur, ex-CGT, cité Chavanne, Montbrison

Septembre 1942

Le baron de Vazelhes, commandant en retraite, catholique, rue du Palais-de-Justice, Montbrison
Marius Devin, secrétaire du commissariat de police, catholique, place de l'Hôtel-de-Ville, Montbrison
Jean Damon, brigadier de police, catholique, les Jacquins, Savigneux

Octobre 1942

Joseph Guillot, garagiste, catholique d'origine paysanne, rue des Moulins, Montbrison
Joannès Mey, employé de commerce, catholique, recruté par Guillot, Montbrison
Authier, agent de police, recruté par Guillot, Montbrison
Cochet, commerçant, communiste, recruté par Guillot, rue Saint-Jean, Montbrison
André Plasse, CFTC, école libre, à Rigaud, Moingt, recruté par Bonche
Roberton, réfractaire, recruté par Authier [blessé à Montbrison dans un accrochage avec les GMR et amputé d'un bras]
Breuil Michel, cultivateur et sabotier, Roche-en-Forez, recruté par Guillot en octobre 1942. Lui-même recrute douze habitants de Roche, tous paysans
Varigas, Louis, curé de Pralong
Reymond, étudiant en médecine, rue É. Reymond, Montbrison, recruté par l'abbé Dusserre.
Benoît Danis, [architecte], rue du Palais-de-Justice, Montbrison, recruté par l'abbé Dusserre.

Janvier 1943

Jantesse, employé SNCF, Boën, parti communiste

Juillet 1943

Thomas, Jean, chef de secteur à l'Énergie industrielle de Montbrison, catholique

Siveton, électricien, rue de la Caserne, Montbrison. Recruté par Thomas

Septembre 1943

Barjon, entreprise de plâtrerie, Sury-le-Comtal

Verdier, chef de section à l'Énergie industrielle de Montbrison, parti communiste

Octobre 1943

Wilm René, modeleur, secrétaire CFTC, rue Saint-Antoine, Montbrison,

Décembre 1943

Bernard Jules, receveur des hospices de Montbrison, catholique

Favre Émile, hôtelier, socialiste, hôtel Terminus, Montbrison

Janvier 1944

Marjollet père, négociant à Montbrison, catholique

Marjollet fils, négociant à Montbrison, catholique

Savatier, Pierre, quincaillier, Montbrison, catholique

Moyroud modiste, Montbrison, catholique

et M^{me} Moyroud, modiste, Montbrison, catholique

Marmet Frédéric, garagiste, Montbrison, recruté par Mey (?), catholique

Giraudet, adjudant retraité, socialiste, recruté par Fouilleron

Fouilleron, villa SNCF, Montbrison, ex-professeur, "nous a été envoyé par les MUR en janvier 1944"

Début 1944 ou mars 1944

Cellard, agent de police, ancien sergent-chef de chasseurs, place Saint-Pierre, Montbrison catholique

Guy Cornut, réfractaire, Sainte-Foy-Saint-Sulpice [plus tard adjoint au maire de Montbrison]

Young, inspecteur de police à Montbrison, recruté par Fouilleron

Duteil, gendarme à Montbrison, recruté par Marjollet

Juin 1944

Launay, gendarme à Montbrison

Chaudier, gendarme à Montbrison

Rizand, fromagerie à Sauvain

Après juin 1944, le mouvement recrute des volontaires pour le maquis de Roche dont les noms ne sont pas cités.

Au total, *Combat* eut cinquante-six membres "immatriculés" dont les douze membres habitant à Roche dont le nom n'est pas indiqué.

Annexe II

Sources et bibliographie

- Compte rendu manuscrit de Jean Rolle adressé à Édouard Perroy en 1945, sur son action dans la Résistance (document transmis par le colonel Gentgen), archives de l'IHTP (Institut d'histoire du temps présent) et archives de la famille Rolle.
- Témoignage d'Édouard Perroy, Archives de l'IHTP.
- Entretien, le 20 janvier 2003, avec Maurice Plasse, frère cadet d'André Plasse.
- Bulletins de l'Association des anciens élèves du petit séminaire, communiqués par Pierre Drevet, professeur au collège Victor-de-Laprade.
- Bédarida (Renée), avec la collaboration de François Bédarida, *Les Armes de l'Esprit. Témoignage chrétien (1941-1944)*, Paris, Les éditions ouvrières, 1977 [Renée Bédarida a commencé à recueillir les témoignages de ses compagnons de *Témoignage chrétien* dès 1944].
- Bédarida (Renée), *Pierre Chaillet, témoin de la Résistance spirituelle*, Paris, Fayard, 1988.
- Bédarida (Renée), *Les catholiques dans la guerre 1939-1945, La vie quotidienne. Entre Vichy et la Résistance*, Paris, Hachette, 1998.
- Bédarida (François et Renée), *La Résistance spirituelle 1941-1944. Les Cahiers du Témoignage chrétien*, Paris, Albin Michel, 2001.
- Gadille Jacques, "M^{gr} Jean Duperray", notice biographique dans *Dictionnaire du monde religieux dans la France contemporaine*, vol. [dir.] Xavier de Montclos, *Lyon, le Lyonnais, le Beaujolais* publié, Paris, Beauchesne, 1994.
- Gentgen (colonel René), *René Gentgen Résistance Loire*, Montferrat, Éditions Esperluette, 1992.
- Gentgen (colonel René), *L'Armée secrète dans la Loire. Les combats de juillet à septembre 1944*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1992.
- Gentgen (colonel René), *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 1996.
- Gidon (Lucien), "La Résistance à Montbrison. Souvenirs", *Village de Forez*, n° 6, avril 1981. Rééd. dans : "Le Forez et les Foréziens dans la guerre et la Résistance 1939-1945. Études et témoignages", Montbrison, *Cahiers de Village de Forez*, 2009.
- Granet (Marie) et Michel (Henri), *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. Esprit de la Résistance, 1957.
- Latta (Claude), *Histoire de Montbrison*, Lyon et Montbrison, Horvath et La Diana, 1994.
- Latta (Claude), "Édouard Perroy (1901-1974), professeur à la Sorbonne et membre de la Diana, historien et résistant", avec généalogie de la famille Perroy et bibliographie des œuvres d'Édouard Perroy, *Bulletin de la Diana*, t. LVIII, n° 3, 3^e trimestre 2008, p. 219-256.
- Luirard (Monique), *Le Forez et la Révolution nationale*, Saint-Étienne, Centre d'études foréziennes, 1972.
- Patin (Maurice) et Dumergue (Abel), *De trop longs silences. Des chrétiens dans la Résistance*, Mizérieux, éditions Claude Bussy, 1989, p. 42-43

Les combats d'Estivareilles

(août 1944)

communication de Sylvia Millet

Dès décembre 1942, les Allemands occupent le Puy-en-Velay. Ils sont installés caserne Romeuf. Les résistants trouvent refuge dans les monts de la Margeride, la forêt du Meygal... Là, ils connaissent les dures lois de la clandestinité et du maquis.

Été 1944, les clandestins redoublent d'audace et de courage. *L'armée de l'ombre* est maintenant intégrée dans la stratégie de reconquête. Le plan "Vert", qui prévoit le sabotage systématique des voies ferrées, est activé. Des nombreux engagements, de plus en plus offensifs, sont conduits contre les Allemands.

Au Puy-en-Velay, à la caserne Romeuf, l'inquiétude grandit... L'ordre de quitter le Puy tombe enfin le 17 août. Le lendemain, un long convoi constitué de 700 à 800 hommes (composé de soldats SS, de soldats de la Wehrmacht, de soldats tatars (soldats russes enrôlés dans l'armée allemande) et de miliciens français) quittent le Puy. Plus d'une centaine d'hommes (dont les blessés) restent à la caserne et attendent des véhicules. Le Puy-en-Velay sera libéré le 19 août, par les résistants du groupe "Lafayette", après de rudes combats.

La colonne, qui a déjà quitté le Puy, se dirige sur Saint-Étienne. Les voies ferrées étant sabotées, elle emprunte les petites routes de crêtes. Elle progresse lentement, les voitures sont lourdement chargées et les camions sont en mauvais état. Certaines pièces d'artillerie sont tractées par des chevaux. Les arrêts sont incessants. L'angoisse est là, toujours présente : *Parfois, la première voiture du convoi s'arrête parce que le conducteur croit qu'un village est occupé, alors que notre avant-garde l'a déjà dépassé* écrit l'officier allemand Schmäling, dans son journal.

La colonne s'approche de "Bellevue-la-Montagne". Le groupe FTP "Wodli" dirigé par Théo Vial-Massat contrôle le secteur. Ce matin du 18 août, Théo Vial-Massat se rend à Saint-Étienne pour participer à une réunion importante de l'état-major inter-régional. En son absence, il laisse le commandement du groupe à Antoine Angeli, dit " John" » qui rejoint le PC à La Chaise-Dieu.

Angeli apprend que les Allemands sont à proximité de Bellevue-la-Montagne. Aussitôt, la décision est prise : un autocar est disponible et il demande des volontaires. Trente à quarante hommes installent un fusil-mitrailleur sur le toit du bus et foncent en direction de la petite commune. La route est déserte, seuls de profonds fossés de part et d'autre de la route, peuvent offrir un abri. À 500 m, un petit bois de pins marque la lisière d'un champ de blé très récemment moissonné, des gerbes dressées forment régulièrement de petites huttes.

Soudain le bus est mitraillé, les Allemands sont cachés sous les arbres et ouvrent le feu. Le moteur du bus cale. Tous sautent du véhicule. "John" sort le premier et aussitôt donne l'ordre de repli. Une rafale l'atteint. Allongé sur la route, gravement blessé, il couvre avec sa "sten" le repli de ses hommes. Avec beaucoup de chance, en s'abritant derrière les meules de paille, ils rejoignent le village. Hélas, plus de dix résistants sont à terre, morts (dont Angeli).

La colonne allemande avance, avance encore...

À son retour, Vial-Massat prend toute la mesure du drame. Il contacte le commandant Marey (chef de l'Armée secrète de la Loire) et demande de l'aide.

Dans la Loire, les Allemands ont quitté Saint-Étienne. Le danger est grand pour la population stéphanoise qui fête sa liberté retrouvée. Alors, le commandant Marey décide de stopper les Allemands dans la cuvette d'Estivareilles.

Marey place ses hommes. Le 20 août, au petit matin, de son PC de Merle, il contacte le Groupe mobile d'opération (GMO) "Bir Hakeim" et lui donne l'ordre de se positionner dans le bourg d'Usson-en-Forez et sur la route de Viverols. En amont, le groupe de gendarmes " Sanvoisin", pour ralentir la progression de l'ennemi, verrouille chaque carrefour.

Les Allemands sont là. Les fusils-mitrailleurs de l'AS entrent en action. La colonne stoppe. Le GMO "Bir Hakeim" reçoit le renfort du groupe "Sanvoisin". Ensemble, ils sont une soixantaine, en face, plusieurs centaines...

Les Allemands tentent de prendre les résistants en tenaille. Les positions des FFI deviennent de plus en plus difficiles à tenir. En début de soirée, Marey ordonne le repli. La colonne est stoppée, pour la nuit, aux portes d'Usson-en-Forez.

À 1 h du matin, le 21 août, le commandant Marey réunit les officiers au PC du GMO "18 juin", à La Chapelle-en-Lafaye.

L'itinéraire de la colonne ennemie reste inconnu : vont-ils emprunter la D104 par Apinac ou la D498 par Saint-Bonnet-le-Château (Estivareilles) ?

L'ordre est donné de bloquer toutes possibilités de fuite.

Le sous-lieutenant "Robert" (Régis Perrin du GMO "15 août") est chargé du dynamitage du pont sur l'Andrable. L'opération est prévue à 2 h du matin. Le sous-lieutenant "Jacques" (Albert Jamet) du GMO "Bir Hakeim", aura la charge de détruire "à vue" les ponts de la Plagne et des Verroux, si les Allemands s'engagent sur ce tracé.

La cuvette d'Estivareilles est ainsi contrôlée. Les différents GMO ("Bir Hakeim", "18 juin", "15 août" et les autres... sont en position.

La colonne poursuit son avancée, harcelée de tous côtés par les maquis omniprésents. Au Sapet, Jean Fayard tombe en affrontant, avec "Bir Hakeim" un ennemi bien supérieur en nombre.

Les attaques, avec les différents groupes de l'AS, sont violentes. Le GMO "18 juin", débordé sous le nombre et l'armement de l'ennemi, décroche. Henri Mathieu, tireur au fusil-mitrailleur, reste à son poste pour ralentir jusqu'à la dernière minute la progression de l'adversaire. Il meurt frappé d'une balle en plein front.

Le long convoi allemand est stoppé par la coupure du pont à l'entrée du village. L'ennemi tente, en vain, une attaque en direction de Pommiers. Sur la route de la Chapelle, ce sont les maquisards Rist, Maguetti, Thévenon et Gros qui tombent sous les balles ennemies...

Les Allemands pénètrent dans le village ... mais ils sont pris au piège.

En bon stratège, Marey associe à l'action de terrain, la pression psychologique. Entre deux fracas de mortier et des explosions, la voix d'une infirmière allemande, amenée du Puy-en-Velay, appelle l'ennemi à la reddition. Les combats continuent pourtant.

En renfort, les maquis régionaux (*Sambre et Meuse, la Patrouille Ferréol, les GMO Cassino, Liberté ...*) convergent sur le petit village. La stratégie du commandant opère et le piège se referme sur l'ennemi. Plus que jamais les résistants veulent en découdre. Toutefois, une rencontre nocturne à la ferme de Pommiers est organisée entre le colonel allemand et le Commandant Marey. Les soldats seront traités en prisonniers de guerre. La reddition est acceptée.

Certains villageois ont réussi à quitter le village. Ils ont rejoint les hameaux extérieurs : Montbuzac, Tortorel, Soulacroux... D'autres sont réfugiés dans les bois. Les habitants restés dans le bourg sont cloîtrés dans les maisons. Apeurés, ils vivent des moments d'angoisse.

Voici le témoignage de M^{me} Anna Gagnaire, directrice de l'école d'Estivareilles, qui relate (moins d'une semaine après) les événements vécus dans une lettre adressée à sa collègue restée à Saint-Étienne.

Chère Mademoiselle,

Que d'événements en une semaine !

La débâcle s'est terminée à Estivareilles en 40, mais la guerre est passée à Estivareilles en 44.

Quelle journée d'horreur nous avons passée lundi dernier. Depuis le dimanche les civils ne devaient pas circuler dans les rues... on attendait une colonne d'Allemands... et dire que cela nous amusait. Nous regardions, heureux, les mitrailleuses s'installer dans mon jardin. Au milieu de la nuit, les FFI ont dû faire sauter le pont sur l'Andrable car la colonne arrivait à pied, à cheval, en auto tout le quartier de la gare a dû évacuer.

À 2 h 30, l'explosion s'est produite, la moitié de la maison Chataing est tombée, les plafonds de chez Marand sont tombés dans les lits, le toit criblé de trous énormes. Toutes les vitres de l'école de garçons sont descendues. Chacun a réintégré son domicile et après avoir pris quelques heures de repos, chacun s'appêtait à aider les deux familles à demi sinistrées, mais à ce moment, la fusillade éclata au tournant du fer à cheval : mitrailleuses, obus... les Allemands étaient là !

Les FFI arrivaient en nombre de la Chapelle : ordre de fermer tous les volets et de rester chacun chez soi. Au portail, je demande à un officier si le danger est grand pour moi, seule avec René. Il me répond : "Ah ! c'est la mairie !" et rejoint ses hommes. René perd courage et moi aussi. Après avoir mis mon argent dans une valise nous sommes allés rejoindre M. Marand qui, un moment auparavant, voulait nous emmener avec lui... et nous avons échoué chez ... Berger.

Dès 2 heures, les Allemands étaient dans le village. À grands coups de crosse, ils faisaient ouvrir les portes, les uns cherchaient à boire, les autres de l'argent. Après avoir pris des otages, ils firent le tour du village pour prendre des hommes valides qui devaient en deux heures remblayer la route pour que leurs autos et leurs munitions puissent passer. Ils étaient furieux d'être arrêtés là, à l'entrée du village. Les FFI s'étaient repliés dans les bois du Bouchet et derrière chez Granjon. La fusillade dura tout le soir. Vers 4 heures des tourbillons de fumée noire couvraient le village, passaient dans les interstices des volets. Les maisons de M. Chataing et Marand flambaient. Que faire ?



Maison Chataing, incendiée par les forces allemandes

(collection musée d'histoire du 20^e siècle, Estivareilles)

Le vent du Midi soufflait. Nous n'avions aucun vêtement. Malgré la fusillade nous nous risquâmes, avec René, à faire trois voyages jusqu'à l'école pour sauver quelques hardes. Nos bicyclettes avaient déjà disparu. Le Casino était pillé en règle ; des boîtes jonchaient le milieu de la rue. En passant devant l'alimentation, M. et M^{me} Boyer arrachaient leur petite Yvette des bras d'un soldat allemand.

Oh ! quelle vision, et ces cris d'horreur ! c'est difficile de décrire, je vous assure.

Nous eûmes, dans la petite maison Berger, six fois leur visite, la plus terrible fut celle où l'un d'eux venait chercher Odette. Les hommes ayant remblayé le pont rentrèrent vers 8 heures. La fusillade se calma.

Jusqu'à 11 heures et demi nous entendîmes les pas lourds des sentinelles... et ils en firent des orgies pendant ce temps : pillage des maisons, viol, tentative de viol...

À 2 heures du matin, les autos recommencèrent à circuler à l'intérieur du village, on parlait encore en allemand, sur la route les mots français sonnaient clairs à nos oreilles, on n'osait y croire.

Les Allemands se sont rendus à 5 heures du matin sans un coup de fusil. Ce serait trop long de vous raconter dans quelles conditions.



Soldats tatares faits prisonniers à Estivareilles

(collection musée d'histoire du 20^e siècle, Estivareilles - 1944)

Le lendemain, nous avons eu notre revanche : interrogatoire de dix-huit officiers par le commandant Marey, passage à tabac des miliciens etc.

Je pense que vous allez pouvoir venir bientôt, pour que je puisse vous raconter tout cela. Mon appartement, même le vôtre, n'ont pas été pillés, ils ont pourtant couché à l'école de garçons.

Votre vélo est indemne, j'ai retrouvé le mien dans les orties, mais celui de René est introuvable. Les Marand et les Chataing sont sans abri, sans mobilier, sans linge.

Odette a sauvé une partie de son trousseau, car c'était tout prêt dans une malle, les vêtements du dimanche et la machine à coudre, qu'on avait eu le temps de transporter chez moi.

On a enterré mercredi cinq jeunes soldats, avec celui que l'on a inhumé à Moingt cela fait six morts. Aussi, notre joie des événements dans l'ensemble n'a pas pu éclater et le village a mis longtemps pour pavoiser, alors qu'à Saint-Bonnet, on dansait sur les places.



**Arrivée des prisonniers allemands à Saint-Bonnet-le-Château,
le matin du 22 août 1944**

(collection musée d'histoire du 20e siècle - Estivareilles)

Je n'ai pu envoyer de compte rendu à la République, vous m'avez bien manqué ces jours-ci. Je vous embrasse bien affectueusement, mon meilleur souvenir à votre sœur et beau-frère sans oublier Jacotte.

Et le côté politique ! À Saint-Bonnet il se passe des choses intéressantes. Émile fait souvent le trajet entre son clocher et Estivareilles pour me tenir au courant. Il a été nommé maire, par le commandant Marey, mais n'a pas pu accepter... C'est trop compliqué pour l'écrire !



**Le Commandant Marey sur la place de l'Hôtel de Ville à St-Etienne,
septembre 1944**

(collection musée d'histoire du 20e siècle - Estivareilles)

Je suis restée jusqu'à hier soir, vendredi, sans lumière, donc pas de nouvelles, j'étais enragée. Les balles ayant coupé les fils de mon quartier seulement, quelle gageure ! Ne plus pouvoir entendre Radio Londres, après l'avoir écouté clandestinement si longtemps !

Les soldats boches avaient avec eux des Tatars, c'était la légion de l'Oural. Il n'y a rien d'étonnant qu'ils se soient conduits en sauvage. Ils avaient rempli des voitures entières du fruit de leurs pillages.

Les Juifs dans le Forez en 1940-1944

Leurs protecteurs, leurs persécuteurs, leurs bourreaux

Communication de Gérard Aventurier

Auschwitz, Simone Veil, la Shoah, ce sont des noms et des mots connus de la plupart des Français d'aujourd'hui. La sinistre séparation des familles à leur entrée dans les camps, les atrocités inventées contre une race asservie et contre les résistants, les crémations, tout cet univers démoniaque appelle l'approche de l'idéologie des massacres nazis. L'emplacement et la vie quotidienne des camps, l'institution d'une disparition totale, les tueurs ordinaires des Juifs, cette persécution implique l'emploi d'une méthodologie, d'un vocabulaire, et une étude des actes de déshumanisation et d'extermination raciale. Comment oublier l'image de deux enfants devant des barbelés de camp, d'un garçon juif les mains élevées à hauteur de sa casquette ¹¹⁶, du déchaînement des SS et des kapos qui veulent accomplir le programme d'Himmler, « faire disparaître de la surface du globe » ce peuple ¹¹⁷ et la prophétie de Hitler de fonder un Reich de mille ans.

Comment traiter de cette agression, de cet avilissement, de cet effacement destructeur vis-à-vis des Juifs du Forez ? Une historienne spécialiste de la guerre 1939-1945 dans la région a composé des pages sur les Juifs, dans son ouvrage réputé à juste titre, *Le Forez et la Révolution Nationale*, et dans sa thèse, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)* ¹¹⁸. Le correspondant départemental du Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale de 1960 à 1973, Albert Peycelon, a établi des fiches par commune sur toutes les sortes de déportation. En 1981, Jeanine Sibelberg, née Dreyfus, déportée à Auschwitz, dresse un tableau des Juifs de La Loire exterminés. L'université de Saint-Étienne, avec la compétence de Jacqueline Bayon et Michel Depeyre, a encadré une quarantaine de travaux (Masters, DEA, thèses) sur le sujet. Le mémoire de Nurgadül Doganer, *Antisémitismes et persécutions raciales de 1939 à 1945 dans le département de la Loire*, soutenu en 2002, est d'une grande rigueur. Un ouvrage unique en France, *La Déportation dans la Loire 1940-1944* de Nathalie Forissier, croise l'approche notionnelle, l'observation méthodologique et l'étude statistique de la Déportation ¹¹⁹. Sur le plan général, les livres de Raul Hilberg sur les mécanismes du génocide, de Primo Levi sur la vie concentrationnaire, de Daniel Jonah Goldagen sur les adhésions individuelles à une entreprise criminelle nous entraînent dans les mystères de l'horreur ¹²⁰. Les sources premières, une dizaine de cartons aux Archives départementales, sont fondamentales. Les souvenirs élaborés par la mémoire deviennent déterminants pour un travail de recherche : personnellement, je me souviens de la plus grande arrestation de juifs à Saint-Étienne, j'ai recueilli les témoignages oraux et écrits de Juifs sauvés et de leurs protecteurs, comme celui de l'écolière Micheline Flak et d'Antonia Pitaval, « Gardien de la vie ».

À quelles questions faut-il répondre et lesquelles d'abord doit-on se poser ? Il est nécessaire d'indiquer les lieux de résidence et de regroupement des Juifs dans la Loire, de faire connaître les mesures discriminatoires de Vichy et les tentatives de soustraire à la persécution des

¹¹⁶ Rousseau Frédéric, *L'enfant juif de Varsovie, Victime d'une photographie*, Seuil, 2009. Cette image de la compassion a souvent été recadrée sans renvoi à quatre bourreaux en surveillance.

¹¹⁷ Heinrich Himmler, discours aux chefs nazis, Posen, 6 octobre 1943.

¹¹⁸ Luirard, Monique, *La Révolution et Le Forez*, Centre d'études foréziennes, 1982, p. 86-91, et *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, Centre d'études foréziennes et Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur les structures régionales, 1980, 1 024 pages, p. 638-651.

¹¹⁹ Forissier, Nathalie, *La Déportation dans la Loire*, Institut des études régionales et des patrimoines (IERP), université Jean-Monnet, Saint-Étienne, 2006, 200 pages.

¹²⁰ Hilberg, Raul, *La destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 ; Levi Primo, *Les naufragés et les rescapés*, Gallimard, 1989 ; Daniel Jonah Goldagen, *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires de l'Holocauste*, Seuil, 1997.

personnes hébergées, l'organisation des arrestations dans le Forez et un tableau des destins des Israélites.

Les Juifs résidant en Forez

Nous ne nous souvenons le plus souvent que de la présence de voisins juifs en 1940-1944 ou nous nous rappelons les discussions dans l'après-Libération sur les origines de personnalités comme Lucien Neuwirth. Trois boîtes de fiches de police des Archives départementales contiennent le recensement des Juifs dans la Loire, conformément à la loi du 2 juin 1941¹²¹. Elles réunissent plus de 2 000 fiches par ordre alphabétique qui portent sur leur lieu et leur date de naissance, leur domicile, leur profession. Les références aux divisions administratives, aux dix cantons de l'arrondissement de Montbrison localisent les choix des Juifs repliés ou déjà résidents. Seuls, les noms de chefs-lieux de cantons, les divisions territoriales de l'arrondissement, sont écrits en toutes lettres, les noms des autres en abrégés. 139 communes constituent l'arrondissement de Montbrison, soit plus du tiers des 338 dans la Loire. Monique Luirard dénombre dans son ouvrage sur le Forez 290 Israélites identifiés dans l'arrondissement. L'implantation dans la Loire de Juifs « ou de personnes réputées juives » s'élève de 600 avant 1939 au triple en 1941, même à 2 031¹²², ce qui cependant est inférieur à 0,50 % de la population départementale.

En essayant de retrouver les 290 Juifs évalués par Monique Luirard dans le Forez, nous avons pris en compte les recensements de 1942 et les ajouts établis au 11 décembre. Comparons nos relevés :

Notre écart de 5 Juifs enregistrés en Forez peut résulter du double comptage de 5 apatrides. Luirard précise que les archives du préfet Potut, provenant des Renseignements généraux, « contiennent beaucoup plus de noms ». Information plausible, mais impossible à mesurer, ces papiers ont été envoyés à Lyon ou au Commissariat général aux questions juives (CGQJ) de Vichy. La résidence des Juifs dans l'arrondissement nous conduit à leurs origines géographiques, à leur répartition par commune, à leur lieu d'habitation et à leur regroupement familial, à leur profession, à une approche de ceux qui se sont soumis à la législation du gouvernement de Pétain.

	Estimations de M. Luirard	Recensement officiel (30 août 1941 et 28 août 1942)¹²³	Dossier ADL 2W777
Recensement dans le département	2 031 puis 2 349 ¹²⁴	1 980 puis 1 800	
Arrondissement de Montbrison	290		285

¹²¹ ADL, 2W 770 à 772.

¹²² Luirard M., *Le Forez et la Révolution Nationale*, p. 88.

¹²³ ADL, 2W 776, 30 août 1941, « Le préfet au sous-préfet de Roanne » et 2W 779, 28 août 1942, « Statistiques du Commissaire Principal du département au Commissaire Principal à Lyon ».

¹²⁴ Monique Luirard, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, p. 639.

extrait de "Le Forez et la Révolution nationale" (Monique Luirard)



Fig. 36. — Divisions administratives

Canton de Noirétable

- Les S Les Salles
- C Cervières
- S Ju Saint-Julien-la-Vêtre
- ST Saint-Thurin
- SD Saint-Didier-sous-Rochefort
- SP Saint-Priest-la-Vêtre
- S Je Saint-Jean-la-Vêtre
- La Ch La Chambonie
- La Co La Côte-en-Couzan
- La V La Valla
- La C La Chamba

Canton de Saint-Jean-Soleymieux

- G Gumières
- Cha Chazelles-sur-Lavieu
- La Lavieu
- SG Saint-Georges-Haute-Ville
- B Boisset-Saint-Priest
- S Soleymieux
- La C La Chapelle-en-Lafaye
- Ma Marols
- Lu Luriecq
- Che Chenereilles
- M Montarcher

Canton de Feurs

<i>N</i>	Nervieux
<i>Mi</i>	Mizérieux
<i>Ep</i>	Epercieux-Saint-Paul
<i>Pou</i>	Pouilly-les-Feurs
<i>R</i>	Rozier-en-Donzy
<i>C</i>	Cottance
<i>Mo</i>	Montchal
<i>Pa</i>	Panissières
<i>Cl</i>	Cleppé
<i>Ci</i>	Civens
<i>Salv</i>	Salvizinet
<i>Es</i>	Essertines-en-Donzy
<i>Pon</i>	Poncins
<i>Salt</i>	Salt-en-Donzy
<i>J</i>	Jas
<i>S M</i>	Saint-Martin-Lestra
<i>S B</i>	Saint-Barthélemy-Lestra
<i>V</i>	Vaille-en-Forez
<i>S L</i>	Saint-Laurent-la-Conche
<i>S C</i>	Saint-Cyr-les-Vignes
<i>Ma</i>	Marcloup
<i>Ch</i>	Chambéon

Canton de Boën

<i>Ai</i>	Ailleux
<i>C</i>	Cézay
<i>Bu</i>	Bussy-Albieux
<i>S F</i>	Sainte-Foye-Saint-Sulpice
<i>S L</i>	Saint-Laurent-sous-Rochefort
<i>L'H</i>	L'Hôpital-sous-Rochefort
<i>S S</i>	Saint-Sixte
<i>Ar</i>	Arthun
<i>D</i>	Débats-Rivière-d'Orpra
<i>Le</i>	Leigneux
<i>S A</i>	Sainte-Agathe-la-Bouteresse
<i>S E</i>	Saint-Etienne-le-Molard
<i>T</i>	Trelins
<i>Mo</i>	Montverdun
<i>Marco</i>	Marcoux
<i>M le P</i>	Marcilly-le-Pavé
<i>P</i>	Pralong

Canton de Saint-Georges-en-Couzan

<i>J</i>	Jeansagnière
<i>S J</i>	Saint-Just-en-Bas
<i>P</i>	Palogneux
<i>S sous C</i>	Salt-sous-Couzan
<i>Chal</i>	Chalmazel
<i>S</i>	Sauvain
<i>S B</i>	Saint-Bonnet-le-Courreau
<i>Chât</i>	Châtelneuf

Canton de Montbrison

<i>R</i>	Roche
<i>E</i>	Essertines-en-Châtelneuf
<i>Cham.</i>	Champdieu
<i>C d'U</i>	Chalain-d'Uzore
<i>S P</i>	Saint-Paul-d'Uzore
<i>Mor</i>	Mornant
<i>Ma</i>	Magneux-Haute-Rive

C le C

<i>S</i>	Savigneux
<i>G</i>	Grézieux-le-Fromental
<i>L'H</i>	L'Hôpital-le-Grand
<i>P</i>	Précieux
<i>Moi</i>	Moingt
<i>S T</i>	Saint-Thomas
<i>Ec</i>	Ecotay-l'Olme
<i>B</i>	Bard
<i>Ler</i>	Lérigneux
<i>V</i>	Verrières-en-Forez
<i>Lez</i>	Lézignieux

Canton de Saint-Galmier

<i>M</i>	Montrond
<i>S A</i>	Saint-André-le-Puy
<i>B</i>	Bellegarde-en-Forez
<i>Cu</i>	Cuzieu
<i>R</i>	Rivas
<i>V</i>	Veauce
<i>Ch</i>	Chambœuf
<i>S B</i>	Saint-Bonnet-les-Oules
<i>An</i>	Andrézieux
<i>A</i>	Avezieux

Canton de Chazelles-sur-Lyon

<i>Virig</i>	Virigneux
<i>M</i>	Maringes
<i>Viri</i>	Viricelles
<i>S D</i>	Saint-Denis-sur-Coise
<i>S M</i>	Saint-Médard-en-Forez
<i>Che</i>	Chevrières
<i>Chat</i>	Chatelus
<i>G</i>	Grammond
<i>La G</i>	La Gimond

Canton de Saint-Bonnet-le-Château

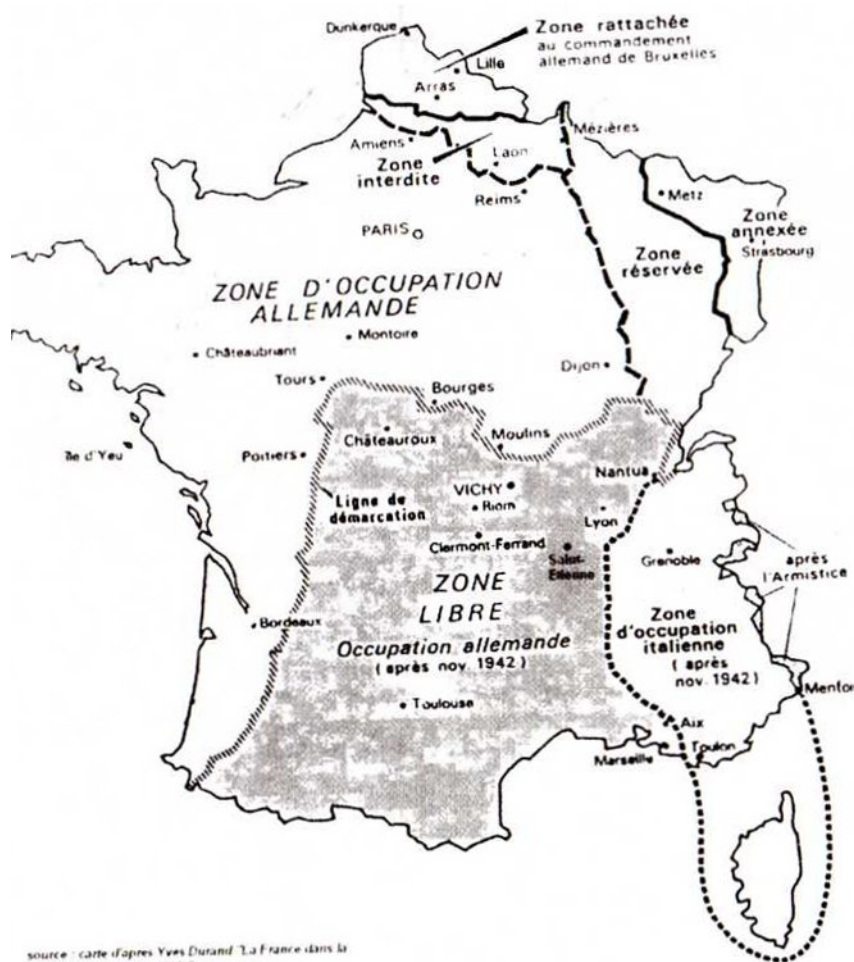
<i>U</i>	Usson-en-Forez
<i>Ap</i>	Apinac
<i>E</i>	Estivareilles
<i>S N</i>	Saint-Nizier-de-Fornas
<i>La T</i>	La Tourette
<i>Ab</i>	Aboën
<i>S M</i>	Saint-Maurice-en-Gourgois
<i>R</i>	Rozier-Côtes-d'Aurec
<i>S H</i>	St-Hilaire-Cusson-la-Valmitte
<i>M</i>	Merle

Canton de Saint-Rambert-sur-Loire

<i>Bois</i>	Boisset-les-Montrond
<i>U</i>	Unias
<i>Cr</i>	Crantilleux
<i>V</i>	Veauchette
<i>S R.</i>	Saint-Romain-le-Puy
<i>S</i>	Sury-le-Comtal
<i>Bon</i>	Bonson
<i>S M</i>	Saint-Marcellin-en-Forez
<i>P</i>	Périgneux
<i>Ch</i>	Chambles
<i>S. J</i>	Saint-Just-sur-Loire
<i>S. C</i>	Saint-Cyprien

Une carte de la France occupée de 1940 à 1942¹²⁵ doit être confrontée avec l'étude de Monique Luirard sur l'arrondissement au centre du département. Sur les 290 israélites déclarés, 194 sont français et 96 étrangers. Ils sont principalement originaires de la zone interdite, que la chercheuse semble assimiler à la fois à la zone occupée et à la zone annexée. Cette zone dite « interdite » par Monique Luirard englobe le nord et l'est de la France. Instaurée par l'occupant, elle touche dix-sept départements. D'après le lieu de naissance des Juifs enregistrés, la zone annexée, composée de trois départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle, est la plus importante pour l'émigration dans la Loire. La statistique de la répartition des Juifs selon leur origine géographique concerne les deux tiers des Juifs qui se sont déclarés comme tels soit 179 sur 290¹²⁶ :

Origine	Hommes		Femmes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Zone interdite	62	64,5 %	41	49,3 %	103	57,5 %
Région parisienne	22	22,8 %	28	33,7 %	50	27,9 %
Algérie	4	4,1 %	1	1,2 %	5	2,7 %
Divers	8	8,3 %	13	15,6 %	21	11,7 %
Totaux	96		83		179	



La France occupée 1940-1944.

Les familles repliées sont amenées à citer leur lieu de naissance : les Meyer (Edmée, Henri, Léon, Jacqueline), nés à Altkirch (Haut-Rhin) et logés ensemble à Montbrison ; des Brunswick, parents ou non, nés à Paris et résidant à deux adresses à Montbrison également ; les

¹²⁵ Forissier N., *La Déportation dans la Loire 1940-1944*, p. 69.

¹²⁶ Voir note 7, p. 89, *op. cit.*

4 Kaszenmacher, Parisiens et habitant Boën-sur-Lignon ; des Bensoussan regroupés au même logement à Boën et dont quatre sur sept sont nés dans le département d'Oran (3 à Sidi-bel-Abbès et 1 à Arzew). Vichy va décevoir ces Juifs d'Algérie, promus Français à l'époque par la loi Crémieux de 1870. Le 28 août 1940, l'abolition du décret-loi Daladier dit décret Marchandeaup (21 avril 1939) remet en cause le respect des personnes « qui appartiennent par leur origine à une race ou à une religion déterminée »¹²⁷. Ainsi ont été frappés les Bensoussan et aussi Albert Atlan, né à Alger, réfugié à Saint-Jean-La-Vêtre.

Xavier Vallat, le premier responsable du Commissariat général aux questions juives, envoie le 29 septembre 1941 au préfet de la Loire un recensement approché de 1 100 Juifs français et 300 Juifs étrangers dans son département. *Le Forez et la Révolution Nationale* livre un autre tableau des Juifs, celui des 96 étrangers du Montbrisonnais :

	Hommes	Femmes	Total
Polonais	25	28	53
Allemands	5	1	6
Hollandais	6	4	10
Roumains	2	2	4
Grecs	1		1
Russes	5	2	7
Lithuaniens	3	2	5
Belges		1	1
Hongrois	1	2	3
Autrichiens	1		1
Apatrides	4	1	5
Totaux	53	43	96

Les Polonais constatent la déportation sans retour dans des camps de leur pays, situés, à l'exception de Chelmno, à l'est de la Pologne, Treblinka, Sobibor, Maïdanek, Belzec.

2 Szwej résident à Noirétable. À Montbrison, viennent 2 Felmacher, 1 Hermann (et 3 Français de la famille), 2 Hetch, 2 Rosenblum, 2 Skorasevicz. À Moingt, habitent 5 Rosenthal et 2 Teig, à Andrézieux, 4 Seymann. Nous comptons 49 Polonais recensés.

Les Juifs allemands s'éloignent de leur sol face à un antisémitisme de plus en plus dégradant et de plus en plus violent : Salyi Gottshalk va à Saint-Rambert-sur-Loire ; l'ingénieur Lewissch, né à Berlin, se rend à Montrond et Juliette Baer à Saint-Galmier. L'Autrichien hébergé est-il Marcel Auslander, naturalisé français, médecin à Andrézieux, ou plutôt Léopold Neumann, né à Vienne ? Les Hollandais décelés par nous sont Daniel Peckel, Régnie Peckel et Ctamva Polak à Saint-Galmier, Israël et Régie Cohen à Saint-Just-sur-Loire. La Roumanie est à l'origine d'un couple de Montbrison, les Avran, plus la femme du docteur, Auslander, Gertie, et à Saint-Julien-la-Vêtre, Rosette Buran. Les Russes sont groupés par familles : 2 Davidson à Montbrison, 3 Gorstreïn à Noirétable, mais 1 Kazsemacher à Boën, 1 Schlater à Noirétable. Nous retrouvons 4 Hongrois, Aranka Goldmann à Boën et 3 Salco à Saint-Didier-sur-Rochefort, 1 Belge en la personne de la femme de Pekel, Van Gelderen, une Grecque, Saltiel, à Noirétable ; nous découvrons 2 Bulgares, Semoff à Montbrison, 1 Turc, Scholss, à Chazelles-sur-Lyon.

Les apatrides donnés dans les documents cotés 2W 775 sont Nathan Hermann et Ruchla Klapisz à Montbrison, Mayer Kaszemacher, Moïse Kejman et Nathan Lorenther à Boën, Jacques Seyal à Montrond. 5 de ces 6 apatrides relevés par Monique Luirard n'ont-ils pas été comptés deux fois, ce qui expliquerait l'écart entre nos deux totaux de Juifs, 290 et 285, déclarés pour l'arrondissement. Nos nombres diffèrent aussi sur les étrangers, à commencer ceux venant du Reich, 3 Allemands au lieu de 6, 4 Polonais de moins sur une cinquantaine, le compte à demi des Hollandais retrouvés. Parfois, les décomptes par nationalité coïncident, comme pour les Russes. La dispersion des fiches de recensement en 1980 peut expliquer ces divergences.

¹²⁷ Voir note 9, p. 639, Luirard, Monique, *La Révolution et Le Forez, op. cit.*

Les répartitions par commune des Juifs recensés sont à établir pour des raisons que nous allons préciser (les chefs-lieux de canton en majuscules représentent une commune) :

Canton MONTBRISON	74
Moingt	25
Verrières-en-Forez	1
Canton BOËN-SUR-LIGNON	19
Montverdun	7
Marcilly-le-Pavé	5
Canton NOIRÉTABLE	44
Saint-Didier-sur-Rochefort	2
Saint-Jean-la-Vêtre	3
Saint-Julien-la-Vêtre	7
Canton SAINT-BONNET-le-CHÂTEAU	8
Canton FEURS	6
Canton SAINT-GALMIER	5
Andrézieux	12
Montrond	37
Veauche	6
Canton SAINT-RAMBERT-SUR-LOIRE	9
Saint-Just-sur-Loire	4
Sury-le-Comtal	4
Canton CHAZELLES-SUR-LYON	7
TOTAL	285

Les chefs-lieux de canton, Montbrison, Noirétable et dans le canton de Saint-Galmier, Montrond, comptent 155 Juifs, soit 54 % de l'arrondissement. Apparemment, 119 communes, soit 86 %, n'hébergent pas de Juifs déclarés. Pourtant, Usson-en-Forez et son « Hôtel de Saint-Galmier » en ont reçu et Verrières en héberge plus d'un. Monique Luirard nomme parmi « les bourgs ayant reçu moins de 10 Israélites : Savigneux, Mornand, Champdieu ¹²⁸ », ce qui prouve la relativité des chiffres de notre tableau des Juifs. Le choix du lieu d'hébergement est bien discernable : Montbrison est relié à Boën et Montrond, situés sur la route N 89 ; Montrond est, de plus, au croisement des routes de Saint-Étienne-Roanne (N 82) et de Lyon (N 89) ; Noirétable dispose d'hôtels de touristes. Dans un article méritant avant l'explosion de la recherche des années 1990, Monique Luirard souligne que les Juifs s'installent dans les villes, le long des voies de communication et également à la campagne « pour moins encourir les risques des fouilles de la Gestapo ¹²⁹ ».

Des Juifs déménagent dans l'arrondissement pour des motifs commerciaux ou personnels ou encore politiques. Wolf Pikel, sans profession à soixante-dix ans dépassés, passe de Saint-Just-sur-Loire à Saint-Galmier, Sylvain Weinberg, commerçant de cycles, de Saint-Rambert-sur-Loire à Saint-Just-sur-Loire. Trois Lévy, Sophie (née en 1882), Oscar (né en 1881), André (né en 1912), quittent en 1942 Usson-en-Forez pour Saint-Bonnet-le-Château. Est-ce à la suite d'une plainte de son employeur ? André se fait bien enregistrer en 1941 comme résident d'Usson. Il exécute en cette année-là des travaux de révision foncière des propriétés bâties dans les communes proches, Estivareilles, Rozier-Côtes-d'Aurec, Saint-Hilaire-Cusson-la-Valmitte. Sa demande de rétribution exagérée est rapportée le 27 novembre 1941 à l'administration par le destinataire des travaux, Bartat, contrôleur des contributions directes à titre provisoire ¹³⁰. Une protestation de maire s'élève contre les Juifs en matière d'économie, de marché noir. Dans un rapport du 27 janvier 1942 au préfet, le maire de Noirétable signale l'arrivée de nouvelles familles juives qui achètent des provisions à n'importe quel prix, le plus souvent en dehors de la taxation.

¹²⁸ Voir note 7, p. 89, note 34, Luirard, Monique, *La Révolution et Le Forez*, op. cit.

¹²⁹ Luirard Monique, « Les Juifs dans la Loire pendant la seconde guerre mondiale » in *Cahiers d'Histoire*, t. XVII, p. 199 et 210.

¹³⁰ ADL, 2W 773, 2W 772 et 2W 777.

Le 30, le préfet Georges Potut appelle « le Magistrat municipal » à lui préciser « le nom et l'identité de ces Israélites ¹³¹ ». Une méfiance de cette sorte est bien moins hostile que celle du maire de Saint-Just-en-Chevalet qui, le 12 février 1942, pense très difficile à l'avenir de nourrir les colonies de vacances et les villégiateurs : « cette année si on ne [les] débarrasse pas des Juifs dont le nombre s'accroît de jour en jour ce qui ne plaît guère aux habitants qui bientôt ne seront plus maîtres chez eux ¹³². »

Le rassemblement des Juifs en danger et des nouveaux arrivants pour plus de 90 % d'entre eux est à repérer, au-delà des 21 couples installés ensemble :

- À Montbrison, 2 Battegay, 6, rue d'Allard et 3 autres, quai des Eaux-Minérales ; 4 Brunswick, au 4, de la rue des Jardins et 2, avenue Alsace-Lorraine ; 5 Hermann, au 1, rue du Paradis, puis au 6, boulevard de la Préfecture (2 Felmacher, apparentés, au 1, rue du Paradis) ; 3 Grumblatt et 2 Kurlaind (dont 1 née Grumblatt), plus Leïla Zelitski, au 41, rue Martin-Bernard ; 5 Marx, 29, rue de la Tupinerie ; 3 Meyer et 3 Erlich, 13, rue Saint-Pierre ; 5 Mikol (dont 1 née Brunswick, 32, avenue Alsace-Lorraine ; 3 Rosenblum, route de Saint-Étienne ; 3 Waksman, au 55, avenue Alsace-Lorraine ;
- à Moingt, 3 Kleinsweig, 5 Rosenthal, 3 Teig, 3 Turkeltaub ;
- à Boën-sur-Lignon, 7 Bensoussan, 8, rue Saint-Just ; Alexandre Bensoussan, comptable, part habiter à Saint-Étienne, place du Peuple ; 4 Kaszemacher ;
- à Montverdun, 4 Salomon ;
- à Marcilly-le-Pavé, 7 Meyer, âgés de 51 ans à 11 ans ;
- à Noirétable, 3 Dreyfus, 3 Feldman, 3 Gorstein, 4 Grin, 3 Grobla, 3 Hirsch, 3 Mittmann, 3 Sarabski, 3 Vischel, 3 Wormser ;
- à Saint-Didier-sur-Rochefort, 3 Salco ;
- à Saint-Julien-la-Vêtre, 3 Weibuch ;
- à Feurs, 9 Coblentz ;
- à Montrond, 4 Dreyfus, 3 Kahn. 4 Meyer (âgés de 48 ans à 9 ans), 3 Schwab, 3 Seyal, 3 Simon ;
- à Veauche, 3 Bernheim ;
- à Saint-Rambert-sur-Loire, 3 Lévy, route de Grenet, 5 Weinberg ;
- à Andrézieux, 4 Hetch, 4 Heym, 4 Szymann ;
- à Saint-Just-sur-Loire, 4 Cohen ;
- à Chazelles-sur-Lyon, 4 Winieski ;
- à Saint-Bonnet-le-Château, 3 Lévy.

Au total, y compris les couples, 216 Juifs, soit 75 % de l'arrondissement, ne vivent pas isolément. Le regroupement est un acte de solidarité familiale, mais aussi un risque d'être exposé à une arrestation collective comme à Noirétable, Montrond, Veauche.

L'opinion répandue qui veut que les Juifs menacent de dominer le commerce ou s'approprient presque la spécificité de la profession des tailleurs connaît-elle parmi les réfugiés une justification ? Un éventail assez large des métiers caractérise l'arrondissement de Montbrison, malgré un nombre limité de déclarations, 43 :

¹³¹ M. Luirard, *Le Forez et la Révolution Nationale*, p. 91 et ADL, 2W 776, « Aryanisation économique ».

¹³² M. Luirad, *La Région stéphanoise dans La guerre et dans la paix*, p. 642, note 357.

	En 1941 (141 Juifs déclarés) ¹³³	En 1942 (290 Juifs déclarés) ¹³⁴
Professions libérales	4 %	1,8 %
Directeurs de société	1 %	0,7 %
Commerçants et artisans	11 %	11,1 %
Représentants	2 %	3,6 %
Employés	6 %	2,8 %
Ouvriers	4 %	4,3 %
Professions agricoles	2 %	2,5 %
Fonctionnaires révoqués	0,7 %	0,7 %
Sans profession	69,3 %	72,5 %

Ces données doivent être complétées par des informations des Renseignements généraux et de la Commission générale aux questions juives, partielles dans les documents des Archives. Le 29 septembre 1941, Xavier Vallat qui dirige le CGQJ communique au préfet Potut, sur le plan du commerce, les statistiques suivantes ¹³⁵ :

Particuliers : 900

Commerçants : 100

Sociétés : 25

Les responsables d'entreprises sont en nombre plus réduit dans les registres de la gendarmerie. Du 14 juin 1941 à la fin de l'année ils ont la même importance :

	Arrondissement de St-Étienne	Arrondissement de Roanne	Arrondissement de Montbrison	Département de la Loire
Commerces	82	23	3	108
Sociétés	20	1	1	22

Il est à préciser que les directeurs des sociétés juives du Roannais n'ont pas dû les déclarer. À Roanne, le député socialiste Albert Sérol accueille juste avant la guerre les nouveaux arrivants chassés de Pologne ou d'Allemagne par la persécution raciale. L'entreprise juive dans la bonneterie prend la première place. Qu'en reste-t-il après la loi du 2 juin 1941 dont l'article 2 interdit l'accès aux Juifs de l'industrie et du commerce ? Entre juillet 1941 et juin 1943, ce sont 66 des entreprises leur appartenant ou fonctionnant sous leur direction partielle qui sont mises sous administration provisoire : 41 sont situées à Saint-Étienne, 3 dans le Forez ¹³⁶. Parmi les 16 commerçants et artisans de l'arrondissement de Montbrison que nous avons remarqués dans les fichiers de police de 1941, on ne peut parler d'emprise juive : 3 tailleurs, 1 ouvrier fourreur, 2 dans la confection des vêtements, y compris en cuir comme Hertz Rosenthal à Moingt, 3 représentants des textiles. C'est certes 50 % des emplois juifs du Forez déclarés, limités par rapport à des statistiques générales. La plupart de ces possessions et directions appartiennent à des notables du Forez et à la classe de la bourgeoisie. L'Annuaire départemental révèle l'existence de 126 entreprises. Les effectifs des établissements industriels s'élèvent en 1943 à 6 595 personnes ¹³⁷. La société du Forez est constituée d'une masse de paysans.

L'intérêt pour l'agriculture s'accroît, par exemple à Montverdun. Monique Luirard indique pour cette commune quatre femmes sur sept Juifs dans l'agriculture. Les Juives sans emploi ne se déclarent pas en 1943. Le commissaire principal des Renseignements généraux se plaint du

¹³³ ADL, fichiers de police 2W 770-772.

¹³⁴ ADL, 2W 777 et *Le Forez et la Révolution Nationale*, p. 90.

¹³⁵ ADL, 2W 777.

¹³⁶ Luirard M., *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, p. 643-644.

¹³⁷ Luirard M., *Le Forez et la Révolution Nationale*, p. 178 et 182

silence aussi logique de Noeck Szflmann qui est fabricant de manteaux de peau à Andrézieux ¹³⁸. L'article 3 de la loi du 3 octobre 1940 reçoit de la part du Commissariat général aux questions juives une application redoutable. Le CGQJ demande le 25 octobre 1941 au préfet « une liste nominative des fonctionnaires, agents, employés, et ouvriers juifs de [son] département ¹³⁹ ». Une liste de 13 fonctionnaires juifs est fournie. Dans l'arrondissement de Montbrison, sont nommés Albert Atlan, ex-agent des PTT, Georges Goldorak, ex-commis des PTT, Haïa Hart, éloignée du ministère de l'Armement. L'accès et l'exercice de la fonction publique sont interdits aux Juifs « notamment comme membres du corps enseignant ». L'arrondissement n'en compte aucun.

Les juifs sont autoritairement envoyés dans des Groupes de travailleurs étrangers (GTE), naturellement exploités sans l'attribution du moindre salaire. En 1940, cinq GTE sont établis dans la Loire, en service de la loi de Pétain du 27 septembre 1940 : « Article 1^{er} - Les étrangers de sexe masculin âgés de plus de dix-huit ans et de moins de cinquante-cinq ans peuvent aussi longtemps que les circonstances l'exigent être rassemblés dans des groupements d'étrangers s'ils sont en surnombre dans l'économie française et si ayant cherché refuge en France ils se trouvent dans l'impossibilité de regagner leur pays d'origine. » Deux groupements sont en place dans l'arrondissement de Montbrison, à Veauche et à Saint-André-le-Puy. Au printemps 1944, il ne subsiste plus que le 74^e GTE, d'abord à l'Arsenal de Roanne, puis à Feurs. L'effectif final de 502 hommes est composé de 40 % d'Espagnols... sans doute en majorité des républicains repliés qui rejettent Franco, de 40 % de Polonais, de 20 % qui proviennent de 14 nationalités diverses ou qui n'en ont plus, les apatrides. Les Juifs n'éprouvent pas le besoin de se déclarer, se sachant déjà identifiés pour tomber au service de Vichy et du Reich ¹⁴⁰. Enfin, est lancée la tentative d'endoctrinement de jeunes Juifs par la Révolution nationale, Gilla Feldmacher et Georges Goldfarch sont intégrés dans le « Groupement de jeunesse » à Renaison d'après les fichiers de police de 1941, en fait au Groupement des chantiers de la jeunesse des Noës, à 8 kilomètres à l'ouest de ce chef-lieu de canton.

Une question fondée est de savoir si des Juifs sont entrés dans la Résistance en Loire. Le fondateur du premier groupe de résistance, Jean Nocher, et son premier adjoint, Lucien Neuwirth, ont été contraints de prouver qu'ils n'étaient pas d'origine juive. Nocher, suspect pour ses nombreux articles anti-pétainistes dans *La Tribune*, est dénoncé comme Juif au ministère de l'Intérieur. Tout en y mêlant de l'irrévérence, il présente une généalogie complète qui dissuade les partisans de Vichy. La situation de l'ascendance paternelle de Neuwirth fait l'objet d'un procès peu connu. Son père René, dit « Nathan », travaille assidûment à son magasin de fourreur, 3, place Marengo à Saint-Étienne. Le 31 décembre 1942, il est relaxé par le tribunal correctionnel de sa ville du « chef de non-déclaration d'appartenance à la race juive », l'accusation « n'apportant pas la race d'ascendants juifs » ou la pratique de sa religion. La cour d'appel de Lyon, par arrêt en date du 6 juin 1943, confirme le jugement du tribunal correctionnel ¹⁴¹. Des résistants juifs figurent-ils parmi les résidents hébergés dans l'arrondissement étudié ? L'un, Erwin Salco, né à Berlin en 1911, devenu hongrois par son mariage, étudiant en fuite, s'est déclaré juif étranger en 1941. Un autre, Ackermann, ne s'est pas associé à sa femme qui s'est déclarée. Il est instituteur à Saint-Priest-la-Vêtre et à Saint-Didier-sous-Rochefort. En 1943, Salco, Ackermann et Hoche Brigandet forment dans le pays de Noirétable un maquis MOI (Main-d'œuvre immigrée) de mouvance anarchiste, mais qui a des relations avec le maquis communiste du Roannais, Vaillant-Couturier (Francs-tireurs et partisans). Le groupe sait adapter une organisation triangulaire, Salco, commissaire aux effectifs, c'est-à-dire au recrutement, Brigandet, commissaire aux opérations, et Ackermann commissaire technique.

Nous avons cerné les Juifs qui se sont fait identifier en 1941. Nous avons utilisé comme Monique Luirard les cartons des fichiers de police de cette année-là. Les Juifs sont reçus sans grande difficulté. L'opinion forézienne approuve plutôt qu'elle n'anticipe en matière de politique de Vichy. La presse s'en prend en plusieurs articles aux ambitions judéo-maçonniques. *Le Journal de Montbrison* rend rétroactivement les Juifs responsables du Front populaire de 1936-1938 et salue

¹³⁸ ADL, 2W 776, « Aryanisation économique ».

¹³⁹ ADL, 2 W 779, « Liste de fonctionnaires juifs ».

¹⁴⁰ ADL, 2W 61, « Travailleurs étrangers : Commission d'incorporation (1940-1949) 3 et 2W 759, « Étrangers incorporés dans les groupes de travailleurs étrangers. Rapports sur le 74^e groupe (1949).

¹⁴¹ ADL, 2W 777, « Liste des présumés juifs n'ayant pas fait leur déclaration ».

en novembre 1941 l'internement de Léon Blum. Seul, Jean Nocher déclare « ne pas s'y reconnaître », à cause du caractère arbitraire du « nom d'Aryen » et de l'exclusion de tout sens « de l'expression race aryenne ». L'antisémitisme n'obsède pas la population. Même si des gens se disent hostiles à l'action commerciale des Juifs, ils reportent le problème à la fin de la guerre ¹⁴². Mais peuvent-ils mesurer toutes les évolutions de la législation de Vichy, pressentir l'arrivée de la Gestapo et la participation de Français à leur persécution raciale ?

Les lois raciales de Vichy, leur application, la protection des Juifs

L'approfondissement des lois de Vichy et le surgissement d'une autre, si discriminante après la seconde occupation des Allemands, s'imposent. L'inquiétude des Juifs va-t-elle être amplifiée en désarroi ? Les Foréziens pourront-ils en protéger certains ? Des premières dispositions législatives préfigurent la loi antijuive d'octobre 1940. Sept jours après la confiance accordée par les deux Assemblées à Pétain, le 17 juillet 1940, sont réintroduits deux délits supprimés depuis longtemps, le délit d'opinion et le délit d'appartenance. Réprimer ceux qui conduisent des menées jugées antinationales et frapper des innocents appartenant à une collectivité réputée nuisible revient à une abolition des « Droits de l'Homme ». Les étrangers sont, en particulier, visés par ladite loi qui interdit l'accès aux emplois publics toute personne née d'un père étranger. Une autre, datée du 22 juillet, remet en examen toutes les naturalisations intervenues depuis 1927. La loi du 13 août qui interdit les associations secrètes a surtout pour objectif de soustraire tout fonctionnaire à la franc-maçonnerie.

La loi du 3 octobre 1940, parue au *Journal Officiel* le 18, définit un statut des Juifs français. Elle les prive de la plupart des fonctions publiques et dirigeantes de la presse et de l'industrie. Elle retire aux Juifs algériens le statut de citoyen français ¹⁴³ ; deux familles du Forez, au moins, sont touchées. Les Juifs aux origines géographiques et aux idées économiques, politiques, sociales différentes, « ne forment pas une communauté unie » et à plus forte raison « ne présentent pas un véritable danger pour l'État » ¹⁴⁴. Ce premier statut, nullement exigé par l'Allemagne, exclut de la fonction publique, donc de l'enseignement, tous les Israélites ¹⁴⁵. Avoir trois ascendants, trois grands-parents d'ascendance juive entraîne l'appartenance à cette « race ».

La loi du 2 juin 1941 établit un second statut des Juifs français. Reportons-nous à ses articles décisifs ¹⁴⁶ :

« Est regardé comme juif :

- 1) Celui ou celle appartenant ou non à une confession quelconque qui est issu d'au moins trois grands-parents ou de deux seulement, si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.
- 2) Celui ou celle qui appartiennent à la religion juive ou y appartenant le 25 juin 1940, et qui sont issus de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'État avant la loi du 9 décembre 1905 ¹⁴⁷. »

À la suite d'une circulaire ministérielle du 19 juillet 1941 sont astreintes à effectuer la déclaration individuelle « toutes personnes juives majeures et toutes personnes juives et mineures de nationalité française ou étrangère ¹⁴⁸ ». Se faire recenser en zone libre suit le processus établi par les Allemands dans la zone occupée, inauguré le 27 septembre 1940.

¹⁴² *Le Forez et la Révolution Nationale*, p. 86-87.

¹⁴³ Robert Aron et Georgette Elgey, *Histoire de Vichy 1940-1944*, Paris, Fayard, 1962, p. 223-224.

¹⁴⁴ M. Luirard, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, p. 639.

¹⁴⁵ Les enseignants juifs cesseront leur fonction le 12 décembre 1940.

¹⁴⁶ ADL, 2W 777. Albert Cellier qui a donné son témoignage à l'auteur, est outré par cette enquête comme tous ses camarades de la promotion 1938-1941 à l'École Normale.

¹⁴⁷ Aristide Briand, député de la Loire, fut le rapporteur de cette loi de séparation des Églises et de l'État.

¹⁴⁸ « mineures » est souligné dans le texte législatif.

Fiche individuelle de déclaration de Juif
ou de non-Juif (mise en application de la
loi de Vichy du 3 octobre 1940)

- FICHE INDIVIDUELLE -

Je soussigné (nom, prénoms)

né le à

exerçant la fonction de :

déclare sur l'honneur que je ne suis pas d'origine israélite

..... le

I.- Ascendance de l'intéressé :

Nom et prénoms du père : Nom et prénoms de la mère

<u>Grands-parents paternels</u>		<u>Grands-parents maternels</u>	
Nom, prénoms du grand-père	Nom, prénoms de la grand'mère	Nom, prénoms du grand-père	Nom, prénoms de la grand'mère
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!

II.- Ascendance du conjoint :

Nom et prénoms du père : Nom et prénoms de la mère

<u>Grands-parents paternels</u>		<u>Grands-parents maternels</u>	
Nom, prénoms du grand-père	Nom, prénoms de la grand'mère	Nom, prénoms du grand-père	Nom, prénoms de la grand'mère
!	!	!	!
!	!	!	!
!	!	!	!

Le statut des Juifs français du 2 juin 1941 élargit le premier. Il suffit d'avoir deux grands-parents juifs, et de ne pouvoir prouver sa conversion au christianisme avant le 25 juin 1940 ¹⁴⁹. L'administration vichyssoise va recenser les Juifs avant de les ficher. Il leur est demandé dans un premier temps d'envoyer une déclaration sur papier libre donnant, outre les renseignements d'état civil, des indications sur leur fortune. La loi prescrit la déclaration entre le 15 juin et le 1^{er} août 1941. Ces fiches individuelles de renseignement ont disparu. Il apparaît que les listes établies par la gendarmerie entre le 15 juin et le 1^{er} août 1941 ne relèvent pour les trois arrondissements de la Loire que 601 Juifs (389 français et 212 étrangers). Ces listes nominatives des « registres de

¹⁴⁹ Giolitto, Pierre, *Histoire de la Jeunesse sous Vichy*, Perrin, 1991, p. 139.

gendarmerie » sont « sujettes à caution ». Un commissaire central de police explique qu'il est très difficile d'indiquer, même approximativement, le « nombre d'Israélites habitant Saint-Étienne ». Monique Luirard considère qu'un nombre élevé de gens, après avoir donné leur filiation, s'avéraient peu capables de trancher d'après ces lois. Les fichiers de la police de 1941 sont d'un autre contenu. Le préfet indique au « sous-préfet » de Roanne un nombre de 1 980 juifs de toutes origines fin août 1941¹⁵⁰. Les fichiers de police, remplis en 1941, cumulent les déclarations des Juifs français et étrangers et semblent dépasser 2 000 personnes. La mention suivante les présente : « Fichier des Israélites qui se sont faits recenser dans le département conformément à la loi du 2-6-1941. »

Agissant rétrospectivement en violation de l'esprit législatif, la mise hors application de la loi de 1901 sert la volonté de Vichy de suspecter les croyants de la religion juive. L'appartenance juive est conjuguée avec la pratique de la religion israélite pour appréhender des gens hébergés. Georges Moline s'attache à s'affirmer sans convictions religieuses. François Hirz, né dans le Bas-Rhin en 1878, est accusé le 7 août 1943, d'avoir gratté sa carte d'alimentation, « vraisemblablement pour faire disparaître la mention de race et de confession israélites ». Un chef de brigade de gendarmerie n'identifie pas de Juif à Saint-Jean-la-Vêtre, mais « signale deux cas douteux du point de vue de l'origine confessionnelle ». Le commissariat principal de Saint-Étienne s'étonne de l'absence de rabbin dans tout son arrondissement. Alexandre Gutmann, en fonction à la synagogue de Saint-Étienne, est fait prisonnier de guerre et n'est pas remplacé. Après l'occupation des Allemands, les synagogues sont surveillées. À la suite de l'arrestation de deux familles de Juifs étrangers, hébergées dans un logement de la synagogue de Saint-Étienne, « il ne reste plus que sept fidèles à assister aux offices religieux ».

Une mesure d'octobre 1941 vient servir les objectifs réels de la loi du 2 juin de l'année. Le secrétaire d'État à l'Intérieur, Pierre Pucheu, prend un arrêté le 19 octobre 1941 qui crée un service dit « Police des questions juives ». Cette police spécialisée doit « collaborer avec le Commissariat général aux questions juives et contribuer de sa propre initiative à la recherche des infractions de la loi du 2 juin 1941 », en particulier en :

- défaut de déclaration ;
- fausses déclarations quant aux personnes et aux biens ;
- dissimulation du caractère juif des entreprises privées (art. de la loi du 2 juin 1941).

La « Police aux questions juives » collabore avec les autres sections de la police en les renseignant « sur les activités suspectes des Juifs ». Il est clair que la police des départements est mobilisée pour la détection des insoumis à la loi et informe le Commissariat général aux questions juives (CGQJ) dont dépend la « Police aux questions juives »¹⁵¹. Notons, en signalements par la police de l'arrondissement de Montbrison, les cas suivants¹⁵² :

- Maria Baruch, née à Naples en 1910, célibataire, demeurant maison Bachelard, route de Saint-Étienne à Saint-Just-sur-Loire, ne s'est pas déclarée (rapport du 21 février 1943), ainsi que Pervilhac, Robert Mikol et Jacques Brofma.
- Georges Moline, résidant à Montrond, chef de famille, affirme que « tout en étant d'origine israélite », la législation sur les Juifs « ne lui est pas applicable en raison de ce que, depuis cinq générations, son ascendance est française » (rapport du sous-préfet de Montbrison du 31 juillet 1943).
- Noeck Szflmann, à Andrézieux fabricant de manteaux de grande protection, n'a pas déclaré son entreprise et relève de la première sorte d'infraction. En revanche, les époux Bleustein, 12, rue Grange-de-l'Oeuvre à Saint-Étienne, « dirigent en qualité de gérants un commerce de cycles, sous la raison sociale « Comptoir encyclopédique du vélo ». La police se demande si le propriétaire n'est pas fictivement M. Marcel Moreau, résidant à Saint-Raphaël (rapport du 19 novembre 1943).

¹⁵⁰ ADL, 2W 776, « Listes statistiques par arrondissement ».

¹⁵¹ Jean-Marc Berlière et Laurent Chabrun, *Les policiers français sous l'Occupation*, Perrin, 2001, p. 250.

¹⁵² ADL, 2W 776 et 2W 777.

La loi du 2 juin 1941 a étendu l'interdiction de toute fonction publique aux experts agrégés, aux architectes, avoués, avocats, huissiers et médecins. Marcel Auslander abandonne sa profession médicale à Andrézieux. L'accès de ces emplois susvisés est autorisé aux Juifs :

- titulaires de la carte de combattant instituée par la loi du 19 décembre 1926 ;
- titulaires de la citation qui a donné droit au port de la Croix de guerre, au cours de la campagne 1939-1940 ;
- titulaires de la décoration de la Croix de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire pour faits de guerre.

Nous n'avons pu prendre connaissance que de trois bénéficiaires ¹⁵³ :

- Achille Lazard, cité pour faits de guerre, « Ingénieur des Ponts et Chaussées » à Saint-Étienne ;
- Jean Dreyfus, cité pour ses mérites durant la campagne 1940-1941, « sur le point d'être intégré à la direction départementale du ravitaillement général de la Loire à Saint-Étienne » ;
- Félix Dreyfus, titulaire de la carte de combattant de la guerre 1914-1918, « docteur en médecine, chargé du service de l'assistance médicale gratuite à Villerest ».

Les Juifs du Forez ignorent en grande partie jusqu'en août 1942 la volonté de la plupart des hommes de Vichy de les traquer. Certains commencent pourtant à s'étonner de ces discriminations. L'un écrit au préfet pour lui faire saisir « qu'il n'a pas caché ses origines juives », mais « qu'il a toujours été élevé et habitué à considérer ces origines comme très secondaires à côté de sa qualité de Français ¹⁵⁴ ». Il se situe, sans le savoir, dans l'état d'esprit de l'historien résistant Marc Bloch.

En zone non occupée, les Juifs ne doivent pas coudre sur leur vêtement une étoile jaune. Mais la loi du 11 décembre 1941, complétée le 18, va faire à nouveau œuvre de recherche de « la race » suspectée. Elle se réfère aux termes de la loi du 2 juin 1941. Elle oblige toute personne de race juive à faire inscrire la mention « Juif » sur sa carte d'identité et sur sa carte d'alimentation. Le plus souvent, l'administration se contente de tamponner la discrimination sur les fiches établies. Les contrevenants sont jugés par les tribunaux et condamnés à des peines de trois mois à un an de prison assorties d'amende de 200 à 6 000 francs. La recherche des récalcitrants s'intensifie. Jean Bicard, à Saint-Étienne, est condamné le 3 février 1943 à trois mois de prison et à 6 000 F d'amende pour défaut de déclaration. Roger Lehmann, en infraction par rapport aux dispositions de la loi du 11 décembre 1942, est condamné le 13 janvier 1944. Le 19 février 1943, Yvonne Ackermann, née Weil et femme du résistant, domiciliée à Saint-Jean-la-Vêtre, fait l'objet de la part de la brigade de gendarmerie de Noirétable d'un procès-verbal « pour ne pas s'être conformée à la loi du 11 décembre 1942 ». Le 21 février, Oscar Fraimann, domicilié à Usson à l'hôtel « Bouthéon », « présumé de race juive », est inspecté : il n'a pas observé la loi du 11 décembre 1942 sur ses cartes d'identité et d'alimentation. Même grief, le même jour et à la même résidence, envers Robert Ginsburg, 23 ans, pelletier. L'on comprend pourquoi Usson et l'hôtel « Bouthéon » où s'abrite aussi Haïa Hart sont l'objet de vérifications. Le 9 avril, Victor Badoj et Henri Netter, habitant à Andrézieux, sont frappés respectivement de 1 200 F et 200 F d'amende. En août 1943, Georges Moline, déjà cité, est accusé de « défaut de déclaration d'appartenance à la race juive et d'apposition de la mention « juif » sur les cartes d'identité et les titres d'alimentation ».

En 1943 et 1944, les pièces d'identité surchargées, les cartes d'alimentation mentionnées « juif » avertissent les commerçants de leurs clients israélites. En mesures opérationnelles, les lois d'octobre 1940, de juin et de décembre 1942, ne se cumulent pas. Elles s'incluent les unes dans les autres. Après avoir défini des statuts de juifs de plus en plus intolérants, elles les aggravent en matière d'alimentation quotidienne et forment un réel système de suspicion et d'exclusion.

Le rabbin Champagne, né en 1898 et père de quatre enfants, habitant 19, rue Ferdinand à Saint-Étienne, a remarqué que les arrestations avant l'entrée des Allemands en ZNO (Zone non

¹⁵³ ADL, 2W 779, « Liste de fonctionnaires juifs ».

¹⁵⁴ M. Luirard, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)*, p.640.

occupée) frappait plus les Juifs étrangers que les Juifs français. Les arrestations « raciales » se développent dès le deuxième semestre 1942 pour des raisons nationalistes et collaboratrices :

- 1941 : 3 Juifs arrêtés dans la Loire
- 1942 (1^{er} semestre) : 6 Juifs arrêtés.
- 1942(2^e semestre) : 37 Juifs arrêtés.
- 1943 : 82 Juifs arrêtés.

Ces statistiques mettent en relief des dates et éclairent les persécutions de Vichy, qui servent l'idéologie nazie ¹⁵⁵.

Plusieurs opérations politiques déclenchent des opérations d'arrestation. Un organisme spécifique pour traiter des questions juives est créé le 29 mars 1941, sous la pression allemande - il est vrai. Le Commissariat général aux questions juives est installé à Vichy dans l'Hôtel de l'Algérie, boulevard Carnot. Il est confié à un antisémite convaincu, un maurrassien, Xavier Vallat. Le 6 mai 1942, Louis Darquier (dit de Pellepoix), aux conceptions extrêmes, remplace Vallat qui s'en est tenu à « un antisémitisme d'État strict » et s'est refusé à faire du CGQJ « une officine de police » ¹⁵⁶. violemment collaborateur, Darquier transforme les services en auxiliaires du SD allemand (Sicherheitsdienst : Service de sécurité allemand). Les « accords » de René Bousquet, secrétaire général à la Police, et de Karl Oberg, nommé « chef supérieur de la police et des SS pour la France », sont passés en juillet 1942. Cette apparente entente implique les opérations de la police française, l'arrestation de 13 000 Juifs à Paris les 16 et 17 juillet 1942, leur transfert au Vel' d'Hiv, et les arrestations d'août suivant, le 26 dans la Loire.

Des mesures hostiles aux Juifs sont alors prises dans la Loire, sans qu'on en retrouve des traces précises à cause de documents détruits ou partis à Paris. La première mesure de répression de l'administration a été et est encore d'interner les Juifs « dans les camps du Midi » : « les Allemands et les Autrichiens » à Gurs, les ressortissants d'autres nations à Agde et à Argelès, les « Juifs dangereux au Vernet, à Rieucros ou à Montélimar, les camps de Noé et Recebedou étant destinés aux femmes, aux vieillards et aux enfants apatrides ¹⁵⁷ ». Ces camps d'internement, appelés par Vichy « camps de concentration », sans comparaison avec ceux du nazisme, sont établis en 1939, avant même le commencement de la guerre, à Gurs (Basses-Pyrénées), à Agde, à Argelès, les camps du Roussillon pour les Espagnols exilés, en grand nombre des antifranquistes. Mais le pourcentage d'internés avant la défaite de 1940 est à majorité juive : sur 40 000, 28 000 Juifs, représentant 70 %, emplissent ces camps où les détenus manquent d'hygiène et d'alimentation ¹⁵⁸.

La Loire est très peu concernée ou pas concernée. La nouvelle législation antisémite, après la défaite de juin 1940, accroît les internements de Juifs étrangers. En août 1942, les internés des camps du Vernet, de Recebedou et des Milles sont évacués. Des camps régionaux sont établis près de la ligne de démarcation Moulins-Bourges-Bayonne. Nous n'avons pas retrouvé dans les documents les Juifs internés ou ceux qui ont été ensuite livrés aux Allemands et déportés. Une seule exception dans notre recherche concerne Ichel Klapisz, interné à Gurs. Polonais né le 2 décembre 1912 à Wilezgra ; il a résidé à Montbrison, 5, boulevard Chavassieu.

Deuxième mesure : les assignations à résidence. Dès février 1942, Saint-Alban-les-Eaux, dans le Roannais, Saint-Just-en-Chevalet, Noirétable, Usson-en-Forez, en reçoivent. Le rapport du commissaire de police de Montbrison au sous-préfet lui signale deux familles israéliques d'Usson : François Raynaud, de nationalité française, venu de Paris, voyageur de commerce, s'abstient d'opinions politiques en public ; Charles Foul, né à Nancy en 1876, entouré de deux fils, semble n'avoir fait qu'un court séjour à Usson. Le commissaire conclut que « la présence de nombreux

¹⁵⁵ N. Forissier, *La déportation dans la Loire 1940-1944*, p. 39.

¹⁵⁶ Jean-Pierre Azema et Olivier Wieworska, *Vichy, 1940-1944*, Perrin, 2006, p. 104 et 109.

¹⁵⁷ M. Luirard, *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix*, p. 642 et Denis Peschanski, *La France des camps*, NRF Gallimard, 2002, cartes « Les camps français d'internement (décembre 1941) », p. 167, « Les camps français d'internement (août 1942) », p. 320, et « Les camps de la Libération décembre 1944 », p. 460.

¹⁵⁸ *Dictionnaire des Juifs de la France*, Introduction générale par Lucien Lazard, p. 24.

Israélites ¹⁵⁹ et la raréfaction des denrées alimentaires, due en partie à leur présence, a provoqué des sentiments d'antisémitisme chez les habitants de cette commune ¹⁶⁰ ». Un cas typique d'assignation est celui de Marcel Bereck, confectionneur, demeurant, 34, boulevard Chavassieu à Montbrison. Il est astreint à résidence sur le territoire de la commune de Saint-Jean-Soleymieux ¹⁶¹.

Troisième mesure : le refoulement vers le nord de la France. Une lettre secrète du secrétaire général à la police, René Bousquet, au préfet régional de Lyon, datée du 5 août 1942, exempte du transport en zone occupée, « les vieillards de plus de 60 ans, les enfants de moins de 18 ans, non accompagnés, les individus qui ont servi pour l'armée française ou l'armée ex-alliée pendant trois mois au moins, ceux ayant conjoint ou enfant français », ceux qui sont intransportables, « femmes en état de grossesse, père ou mère ayant un enfant de moins de cinq ans, ceux qui se sont signalés par leurs travaux artistiques, littéraires ou scientifiques ¹⁶² ». Bousquet ne prend pas une décision à caractère humain, mais temporaire et quelque peu étatique, afin de n'être pas soumis totalement à Oberg, aux SS, aux nazis et de préserver un certain pouvoir d'action de Vichy. Ces exemptions sont de durée provisoire. Un invalide à 100 % de la première guerre, Jérôme Samuel, 46 ans, logé à Veauche, en bénéficie sans doute ; deux ans plus tard, signe de la toute-puissance nazie, il est emmené à Auschwitz.

L'ordre de Bousquet commence par fixer la destination des étrangers, « les Israélites allemands, autrichiens, tchécoslovaques, polonais, estoniens, lithuaniens, lettons, dantzicois, sarrois, soviétiques et réfugiés russes, entrés en France postérieurement au 1^{er} janvier 1936, incorporés dans les groupes GTE hébergés [...], ainsi que ceux qui sont en résidence libre sont transportés en zone occupée avant le 15 septembre ». L'énumération est habituelle ; les intérêts économiques ne sont pas négligés. Les étrangers des GTE « qui semblent ne pouvoir quitter leur emploi sans préjudice grave pour l'économie nationale », échappent à ces transferts. À Montbrison, deux refoulements en zone Nord sont signifiés avant le 11 novembre 1942. Dans le département, 25 Juifs étrangers de Saint-Étienne et 5 de Roanne sont expulsés en zone occupée. Des Juifs ont été soustraits antérieurement à ces mesures : à Feurs, une compagnie de travailleurs étrangers groupe des Juifs qui tiennent des emplois réels ou fictifs chez des agriculteurs. Montverdun héberge une famille dont le père est « cultivateur » et un fils « fermier » qui ne seront pas déportés.

Comment ces mesures persécutrices sont-elles perçues par les Juifs ? Le renforcement de leurs peurs mue leur inquiétude en angoisse. La disparition, le changement d'identité vont parfois contribuer à leur sauvetage. Les Juifs du Forez qui se sont soustraits aux recherches en s'enfuyant ou en se dissimulant sont difficiles à connaître, même à l'aide du souvenir. Jacques Weismann, non recensé, en infraction à la loi du 11 décembre 1942, quitte Usson-en-Forez sans retour (rapport du 2 mai 1944). Le 14 avril 1944, Marcel Bereck informe le propriétaire de l'hôtel Mondon à Saint-Jean-Soleymieux, qu'il part chercher sa femme et ses deux enfants à Montbrison et qu'il reviendra le lendemain. Il ne reparaît pas dans la région. Marcel et Bertie Auslander résident à Andrézieux et, en danger, vont se cacher chez Paul Pasqualini, directeur des papeteries du Valfuret à Saint-Étienne, responsable du Comité de direction du mouvement 93, créé par la jeune étudiante Violette Maurice. Un directeur d'école, Pierre Gonnet à Soleymieux, ami commun des deux familles, a demandé au fournisseur de papier pour les journaux clandestins, de les accueillir en raison de l'occupation allemande (novembre 1942). Lors de la célébration de la médaille des Justes, le 13 novembre 1999, en hommage à Paul et Anna Pasqualini, ses parents décédés, Monique Pasqualini déclare : « Durant cette période d'horreur, nous étions heureux. Notre maison était la maison du Bon Dieu. Ma mère et mon père ont su se débrouiller pour que nous n'ayons pas l'impression de manquer de quoi que ce soit. Mais surtout, Marcel Auslander, aujourd'hui décédé, et son épouse faisaient partie de la famille. »

¹⁵⁹ La désignation « Israélite » est alors synonyme du terme ethnique « Juif ».

¹⁶⁰ ADL, 2W 195, « Enquêtes de police : procès-verbaux de police et de gendarmerie, interventions de la préfecture ».

¹⁶¹ ADL, 2W 777, « Liste des présumés Juifs n'ayant pas fait leur déclaration ».

¹⁶² ADL, 2W 779, « Listes des Juifs étrangers et liste de Juifs ayant fait l'objet d'une mesure de refoulement ».

Il faut rappeler l'impact du journal *Cahiers de Témoignage chrétien* qui aiguise la foi des convaincus et persuade les hésitants de résister aux dangers mortels que répandait le nazisme. Le premier numéro, paru en novembre 1941, les exhorte à repousser les menaces : « Prends garde de perdre ton âme. » Le numéro II-III est imprimé à Saint-Étienne et à dix mille exemplaires par Bornier de Mans, proche de Paul Pasqualini. Les premiers *Cahiers*, « Les racistes peints par eux-mêmes » (IV-V) de février-mars 1942, et « Antisémites » (VI-VII), en avril-mars 1942, mettent en lumière les mécanismes de la répression nationale-socialiste et « opposent à ce néopaganisme les certitudes doctrinales et les principes humanistes du christianisme ¹⁶³ ». Claude Latta et Christèle Reber-Cognet ont analysé les services rendus par le chanoine Duperray, supérieur du petit séminaire, et l'abbé Dusserre à Montbrison, l'abbé Varigas à Pralong. Leur diffusion du journal ou la lecture d'extraits en chaire ont mobilisé la résistance spirituelle et chrétienne. À Noirétable, l'abbé Bessy et mademoiselle Moussesey se procurent et distribuent le journal. Des éveils à cette clarté et à cette force du refus sensibilisent au sauvetage des Juifs, pratiquant ou non une religion.

Des corps divers du point de vue politique et social ont protégé des familles juives ; ils étaient paysans, commerçants, policiers, religieux, enseignants... ou des voisins, des connaissances antérieures. Ils ont reçu un diplôme d'honneur et une médaille du Mémorial de Yad Vashem qui a créé les titres de « Juste parmi les Nations » et la reconnaissance de « Gardien de la Vie » ¹⁶⁴. Penchons-nous sur des personnes de l'arrondissement étudié, protégées ou protectrices :

- Marie-Antoinette Vial. En 1940, les parents Bloch et leurs neuf enfants sont évacués de Strasbourg et s'arrêtent à Cusset (Allier). En 1942, après la multiplication des actes de recherche « raciale », ils ne peuvent que s'éloigner de Vichy pour y échapper. Ils prennent le nom de Roche avec de faux papiers fournis par une organisation de sauvetage clandestine. Ils se dispersent, prudence élémentaire : les parents avec la fille aînée, Diana, et le plus jeune se réfugient à Saint-Étienne ; les adolescents sont mis en pension ; les autres enfants, âgés de cinq à dix ans, sont placés à Boën-sur-Lignon. L'établissement qui vient d'y être installé, « Le Nid », est dirigé par la dynamique et déterminée Marie-Antoinette Vial, vingt ans. Les cinq enfants sont éduqués et entourés de bien-être. Marie-Antoinette Vial avance avec modestie à la Libération qu'elle n'aurait pu assumer cette responsabilité sans les conseils du curé, du directeur de l'école et des commerçants de la localité. Médaille des Justes décernée le 20 juin 1980 ¹⁶⁵.

- Paul Pasqualini : le 9 octobre 1943, il est arrêté par l'Abwehr (Service de renseignement et de sécurité de l'armée allemande), logé à l'« Hôtel Moderne », face à la Grande-Poste, place Massenet à Saint-Étienne. Un résistant français retourné, Louis Meusberger, qui travaille dans l'imprimerie, a renseigné l'Abwehr. Paul Pasqualini a le temps de laisser s'éclipser dans le grand parc de l'entreprise huit personnes dont les deux Auslander. Déporté le 22 mars 1944 à Mauthausen, puis à Buchenwald, Flossenburg, il survit de peu et revient dans un état critique. À son retour, le docteur Auslander le soigne et lui permet de se rétablir. Paul est retenu comme Juste le 26 mai 1999 ¹⁶⁶.

- Le Père Antoine Girardin (1900-1971), curé de la paroisse de Saint-Jean-la-Vêtre de 1936 à 1948. René Bloch tient à Metz un magasin de textile avec ses deux frères. En 1940, devant les menaces de la guerre, il décide de se replier avec sa famille à Villerest, dans le Roannais, et de transférer le magasin à Roanne. Rien ne vient les inquiéter jusqu'à un soir de l'été 1943 où la milice française fouille la maison de fond en comble à la recherche d'argent. Ils n'en trouvent pas, mais le risque de leur retour ou de la dénonciation à la Gestapo est imminente. Madame Bloch et sa fille, étudiante en médecine, sont mises à l'abri dans la maison de vacances de Baugy, à 20 kilomètres au nord de Roanne. Mais le père, trop connu dans la commune, se confie à madame Jacquet, une employée du magasin et nièce du Père Girardin. Madame Jacquet sollicite son oncle qui « accepte sans hésitation, n'écoutant que sa conscience ». Dans le plus grand secret, René Bloch « reste caché de l'été 1943 à septembre 1944 » dans les combles du presbytère où le Père Girardin lui a aménagé une chambre. Il n'est admis « à sortir de la maison que la nuit pour

¹⁶³ Bédarida Françoise et Renée, *La Résistance spirituelle 1941-1942. Les Cahiers clandestins de Témoignage Chrétien*, Albin Michel, 2001, p. 11 et Annexes.

¹⁶⁴ *Dictionnaire des Justes de France*, Yad Vashem, Jérusalem, éd. Fayard, Paris, 2003.

¹⁶⁵ *Dictionnaire des Justes*, dossier 4540.

¹⁶⁶ Copie du Dictionnaire des Justes de France, « Paul Pasqualini - Anna Pasqualini », dossier 8457.

quelques pas dans le jardin, celui-ci étant invisible de la rue ¹⁶⁷ ». C'est le petit-neveu du curé, Antoine-Pierre Girardin, qui reçoit la distinction de la reconnaissance le 4 décembre 2005. Il loue les relations de l'ancien curé avec Paul-Hoche Brigandet, « fondateur et chef d'un maquis local », autrement dit du MOI, allant de la Côte-en-Couzan à Saint-Didier-sur-Rochefort. Deux Juifs, Ackermann et Erwin Salco, le dirigent en fait avec lui, en triangle d'organisation. Le Père Antoine Girardin a donné à Brigandet, commissaire aux opérations, la possibilité d'entreposer dans une annexe de la chapelle de Notre-Dame-des-Anges, des explosifs et un matériel destinés à leur groupe anarchiste et éventuellement à d'autres (les Francs-tireurs et partisans, entre Brugeron et la Chambonie, l'Armée secrète du sous-lieutenant Alain de Braquillanges). Le curé Girardin sera menacé à la découverte de ce dépôt provisoire par les GMR du secteur (Groupe mobile de réserve). Le Père récepteur de la médaille des Justes la lègue à la commune de Saint-Jean-la-Vêtre, lieu symbolique de l'ardeur protectrice d'Antoine Girardin, face « aux horreurs perpétuées par les nazis » ¹⁶⁸.



Antonia Pitaval (1894-1956)

- Saint-Thurin a assuré la protection de deux familles. Les Flak se sont réfugiés à Saint-Étienne jusqu'en novembre 1942. La mère, Frajda, a en charge trois enfants. Le père, prisonnier de guerre évadé, les rejoint et prend le prénom de « Georges » au lieu de Hirsh, à la suite du pseudonyme muant l'appellation Flak en « Flachon ». Les Flak ont vu au moins une fois madame Cailliau, sœur très proche de son cadet Charles de Gaulle et établie à Saint-Étienne depuis octobre 1940. Par une chaîne de résistants de la ville - Marinette Heurtier, les Cailliau, un agent de la municipalité - Antonia Pitaval est sollicitée à Saint-Thurin pour protéger les familles juives de Paris ¹⁶⁹. Marinette Heurtier se tient depuis des mois en relation avec Alfred Cailliau tous les deux « visiteurs de la Maison d'arrêt de Saint-Etienne », avec Antoine Pinay, disposant de fausses cartes d'identité, et avec Antonia Pitaval, responsable d'une maison d'enfants déficients qui a, en 1937, une classe spécialisée, puis deux ¹⁷⁰. Marinette Heurtier se préoccupe avec ses deux sœurs Anna et Jeanne de sauver des enfants et des adultes « proscrits ». Marinette, assistante sociale des enfants et des adolescents ayant commis une première délinquance, s'attache à placer les jeunes en détresse ou menacés soit « aux maisons d'accueil, soit aux fermes de Saint-Thurin,

¹⁶⁷ Allocution de M^{me} Annie Karo, déléguée régionale du Comité français pour le Yad Vashem. Simone Veil, indisponible, a envoyé un message qui célèbre le soixantième anniversaire de l'ouverture des camps et qui souligne la présence de quarante chefs d'État réunis en janvier à Auschwitz, à l'invitation du gouvernement polonais.

¹⁶⁸ Bulletin du Cercle de Thiers, p. 15, avril 2006, article d'Yvan Berthin, « Le Père Girardin, un Juste parmi les Nations ». Notre reconnaissance s'adresse aussi à Suzanne Bouteille, secrétaire de la mairie de Saint-Jean-la-Vêtre, qui nous a envoyé le 12 juin 2007 une riche documentation sur le sujet.

¹⁶⁹ Suzanne Flak s'est échappée du Vel d'Hiv de Paris où elle était enfermée lors de la sinistre rafle.

¹⁷⁰ Chassagneux Yves, "Saint-Thurin « Au temps des Pitavaux ». Chronique d'une maison d'enfants de 1931 à nos jours", Préface de G. Aventurier, *Village de Forez*, Centre social de Montbrison, 2000.

Champoly, Noirétable »¹⁷¹. Les familles parentes Flak et Rafenberg - dont la mère est la sœur de Frajda, devenue « Françoise » -, sont donc prises en charge par Antonia Pitaval, « Madeleine ». Parmi les trois enfants Flak-Flachon, l'aînée fréquente l'école de Saint-Thurin, sans jamais révéler son identité d'origine. Elle est en classe avec Roger Pellegrini, dans une école mixte. « Madeleine » Pitaval a la perspicacité de loger les familles juives non pas dans les hôtels du village, mais dans un hameau, Le Mas, à trois kilomètres sur les hauteurs de la route Saint-Thurin-Champoly.

Elles sont hébergées dans la ferme des sœurs Michallet et de leur père lourdement handicapé par la Première Guerre. « Georges » Flak-« Flachon », harcelé par la peur, se cache dans le grenier, voué à une dissimulation quasiment absolue. Au cours de leur chasse aux Juifs du Haut-Foréz en mai 1944, les Allemands se rendent chez Antonia Pitaval, sans obtenir la moindre information. Son fils Gilbert nous a raconté que sa mère avait été menacée, un revolver sur la nuque, dans la cour de leur établissement.

En retournant à la Libération à Paris avec ses parents, Micheline Flak les entend parler des sœurs Heurtier avec une gratitude qui ne s'est jamais tarie. Elle reçoit le 4 mai 2004 - sa mère est morte en 2001 - une lettre de l'Association pour l'hommage aux Justes parmi les Nations reconnaissant que

« Les sœurs Marinette, Anna, Jeanne Heurtier
et madame Madeleine Pitaval
sont dignes d'être honorées de la qualité "Gardien de la Vie".

En conséquence, les noms des familles Heurtier et Pitaval seront inscrits dans le *Livre d'Or pour l'Hommage et la Reconnaissance de la Communauté juive de France* afin que soit conservée pour les générations futures, le souvenir de leurs actions¹⁷². »

Ces femmes ont recueilli ou protégé des Juifs, en les sauvant des atrocités et des massacres de la Shoah. Tout en sauvant de l'anéantissement physique et moral les persécutés, leur courage ne les a pas fait retenir, sans doute faute de documents, pour le titre de « Juste parmi les Nations », gravé sur le Mur d'honneur de Jérusalem, édifié sur le périmètre du Mémorial Yad Vashem¹⁷³.

Micheline Flak s'est remise en relation avec son ancien condisciple de classe et maire de Saint-Thurin, Roger Pellegrini. Le 24 juin 2007, une plaque commémorative, en reconnaissance de madame Antonia Pitaval (1894-1956), est apposée à l'entrée de son établissement tenu jusqu'à sa mort et appelé actuellement, à cause des évolutions, ITEP (Institut thérapeutique d'éducation et de pédagogie). Aux côtés d'habitants de la commune et de personnalités, Micheline Flak, et Jean Rafenberg, né le 18 avril 1935, fils d'Ephraïm Rafenberg et de Suzanne Flak, étaient présents à l'hommage rendu, avec leurs descendants¹⁷⁴.

¹⁷¹ Nicolas Louis, *Marinette HEURTIER, Anna HEURTIER, Jeanne HEURTIER. de l'enfance protégée et la C.F.T.C. à la Résistance*, brochure, mai 2003, 24 pages.

¹⁷² Le 12 mars 1943, Anna et Jeanne Heurtier sont arrêtées chez elles, 18, rue du Grand-Gonnet, à Saint-Étienne, et détenues dix mois à la prison de Fresnes. Marinette, en assistance sociale dans le Haut-Foréz, échappe à l'opération de la Gestapo et peut gagner le mois suivant Alger (voir p. 14-20 la brochure de Nicolas L., *Marinette Heurtier à Alger au service du Gouvernement provisoire*).

¹⁷³ *Dictionnaire des Justes de France*, établi par Lucien Lazare, liste des titres décernés de 1962 à 2002, p. 19.

¹⁷⁴ Un livret de la commémoration a été constitué par la mairie de Saint-Thurin.



À la fin de 2002, le titre de « Juste parmi les Nations » a été décerné seize fois à des Ligériens, individuellement ou en groupe. La reconnaissance du Yad Vashem est attribuée à des Français non juifs et d'origines diverses, du milieu éducatif et enseignant (3), commercial et artisan (2), religieux (4), de profession libérale (2), ouvrier (1), fermier (1)... Les familles juives étaient souvent obligées de se répartir en différents lieux pour éviter les rafles, de placer un ou plusieurs enfants chez des personnes connues d'elles ou indiquées par l'OSE (Œuvre de secours des enfants) comme assurant un accueil très sûr. Le premier titre de « Juste parmi les Nations » dans la Loire honore le Père Adrien Jean, qui a abrité Epstein Werner chez les pères maristes du pensionnat Sainte-Marie de Saint-Chamond. Il le prend comme professeur d'allemand ainsi que deux autres Juifs comme enseignants, tous sous de faux noms. Un « Juste parmi les Nations », Antoine Dumas (1909-1969), curé de Doizieux dans le Pilat, abrite dans son presbytère trois garçons Bidermann sur la demande de l'OSE ; il mobilise de nombreux gens de la commune qui hébergent ou font transiter 246 Juifs. Le Mémorial du Yad Vashem a honoré quelques villages en France comme Chambon-sur-Lignon et Dieulefit. Saint-Just-en-Chevalet, situé à trente kilomètres au sud-ouest de Roanne, est distingué en 2008 comme « Village des Justes », décerné par l'Association « Hommage aux Villages de France ». En 2007, environ 2 800 Français ont été honorés par le Yad Vashem .



Actuellement, la majorité des protecteurs ne désirent pas se faire remercier officiellement ; ils estiment n'avoir obéi qu'à leur conscience et à leur conception de l'humain. Le chanoine Duperray, dirigeant le petit séminaire de Montbrison (Institution Victor-de-Laprade), cache des

personnes persécutées au sein de son établissement. Les plus jeunes revêtent l'habit d'élèves. Des Juifs plus âgés se retrouvent membres du personnel : un jeune étudiant devient surveillant. Un avocat, en situation difficile, est affecté au service d'entretien. Un jeune Luxembourgeois, en démêlés avec le nazisme, Georges Heisbourg, est placé comme professeur d'anglais et d'allemand dans les classes préparatoires au baccalauréat. Plusieurs témoins se souviennent d'un chirurgien qui servait tout d'abord à la table des professeurs, mais trop suspect - il avait des dents en or et jouait remarquablement du piano, ce qui ne correspondait pas à l'image d'un domestique - est affecté plus discrètement au jardin ¹⁷⁵. Antoine Cuisinier a traité du résistant Maurice Chavalard, qui cache à Boën, au cuvage de La Garde, en 1944, Piesse, Westermann, Lévy et Weiss. Chavalard offre même l'hospitalité aux deux frères Samuel et Édouard Bensoussan, qui habitent rue de l'Hospice à Boën. À côté de chez nous, rue Denis-Papin à Saint-Étienne, des Israël, Metzger et des Lévy sont pris par la Gestapo le 30 mars 1944. La plus forte opération « raciale » de Saint-Étienne, qui s'élève à huit Juifs arrêtés, de 89 ans à 2 mois, a marqué notre famille voisine et amie d'eux. Les parents de Juliette Rivier, les Rolland, domiciliés 13 rue Jean-Baptiste David, ont pu protéger une partie de la famille Metzger, repliée à Rochetaillée. Juliette Rivier, engagée également, refuse toute distinction officielle. Le *Dictionnaire des Justes* s'incline devant les sauveurs « qui ont préféré s'effacer avec discrétion, disant qu'ils n'ont fait que leur devoir d'homme ». Plus précisément, il comprend, en 2002, les refus face à un hommage : s'il y a 2000 personnes en France reconnues, « il faut déplorer que des sauveurs en nombre sans doute plus grands, n'aient pas été identifiés et ne le soient sans doute jamais¹⁷⁶ ». La protection d'un nombre de Juifs, impossible à évaluer dans ses deux composantes, les a le plus souvent écartés de la barbarie nazie. En face, les mesures de Vichy de 1940-1941 ont entraîné des internements, des refoulements, qui se sont durcis jusqu'aux arrestations de Juifs par la police française, en août 1942.

Des arrestations aux déportations et aux disparitions

Les actes de persécutions, très souvent fatals et fréquemment déclenchés par des délations, des contrôles, amènent à signaler dans le Forez quelques Juifs rentrés de la déportation et à juger de ce système de l'élimination. Les Juifs ont été victimes de différentes formes de collaboration avec les services de sécurité allemande de l'armée (l'Abwehr FIII dans le contre-espionnage) et de la Gestapo (la Gestatpolizei ou police secrète de l'État). La répression a été faite par des collaborateurs, des indicateurs, des membres des forces de l'ordre, la Milice française, et des agents du SD (Service de sécurité allemand, des SS en particulier). La Gestapo, dans le sud et au centre du département, ne comporte que treize agents dont les chefs successifs sont « Albert », puis Buhl. Rodolphe Langer, parmi ces agents, est chargé du service des Juifs. Le SD s'installe à partir du 8 mars 1943 au « Nouvel Hôtel », 35, avenue Denfert-Rochereau, à quelques pas de la principale gare de Saint-Étienne.

Gabriel Debard, dessinateur architecte au service de l'urbanisme à la mairie, est choisi pendant la seconde occupation pour intervenir dans les rapports administratifs avec les Allemands, à cause de sa compréhension de leur langue. Les rencontres portent sur les réquisitions et le règlement du personnel administratif. Quelques jours après son engagement, le pharmacien Gustave Gimon, 23, rue Gambetta à Saint-Étienne, agent du contre-espionnage, qui connaît sa famille et est au courant de ses attributions, lui demande de le « renseigner » et de lui donner des « informations précises ». Sans peur, amoureux de l'aventure, fin observateur, Debard saisit dans les rayons du SD en 1943 un registre noir contenant « les noms et les matricules d'environ 200 indicateurs à la solde du SD, avec en sus, les opérations auxquelles ont participé les Français ». Debard est l'agent 176, « Setter », qui a la confiance totale de Gimon, et est engagé après Marguerite Soulas et d'autres agents qui servent le chef local du renseignement français, de ses Services de Sécurité. René Gentgen, de l'AS, chef d'état-major adjoint des FFI en 1944, établit après la guerre « un inventaire des agents de l'ennemi ayant opéré dans le département de la

¹⁷⁵ Sorte de typologie établie par Christèle Reber-Cognet, en vue du cédérom de l'université de Saint-Étienne sur « La Résistance et la Seconde Guerre mondiale dans la Loire ». Elle a exploré des sources imprimées, « Bulletin de l'Union Montbrisonnaise, Association générale des anciens élèves de l'Institution Victor-de-Laprade ».

¹⁷⁶ *Dictionnaire des Justes de France*, p. 18 et 24.

Loire », se référant essentiellement à Gabriel Debard. Il cite M..., « à l'origine de l'arrestation de nombreux Juifs », R..., auteur de « nombreuses arrestations de Juifs », F..., « délateur des Israélites ». Marcel Ollier, dit « Guy », né le 22 avril 1921, « agent détrousseur de Juifs », est arrêté à Paris par « messieurs Chave, inspecteur de police, Paul Bertomier, représentant la justice militaire » et par Gabriel Debard. La piste a été fournie par l'ancienne maîtresse d'Ollier. Ramené à Saint-Étienne, Ollier est jugé et fusillé à Grouchy ¹⁷⁷.

Les principaux coups de filet opérés contre les Juifs ont lieu dans la Loire le 26 août 1942. Ils concernent une grande majorité de Juifs de Saint-Étienne, du 31 octobre au 3 novembre 1943 entraînant des déportations à 83 % de Stéphanois et 14 % de Roannais, du 20 au 31 mai 1944 frappant les Juifs du Forez. L'on sait que René Bousquet, complice du nazi Oberg, poursuit en août 1944 en province ses arrestations menées à Paris en juillet. Une déclaration du préfet de la Loire, le 26 août, jour même des arrestations, indique que 31 Israélites ont été orientés le matin vers le centre de regroupement de Vénissieux et que 18 ont bénéficié d'exemptions ¹⁷⁸. Le lendemain, il annonce que 52 Juifs dont 12 de nationalité allemande, 20 Polonais, 11 Autrichiens et 1 apatride, ont été emmenés au centre de Vénissieux ¹⁷⁹. Il a ajouté des arrestations effectuées à Roanne, Charlieu, Montbrison, Moingt, Le 28 août, le commissaire principal des Renseignements généraux renvoie une circulaire où il précise, mieux informé, que « l'arrestation d'un certain nombre d'Israélites résidant dans la Loire, s'était déroulée sans incident [...]. 148 Israélites étrangers étaient inscrits sur la liste des arrestations à effectuer. 71 ont été appréhendés dans l'ensemble du département ».

Deux interprétations sont à bannir : les personnes arrêtées ne sont pas toutes de confession juive, les Juifs emmenés à Vénissieux ne sont pas tous déportés. Trois Klapisz, Ichel, (21 ans), Chanz, sa sœur (28 ans), Claude (2 ans), demeurant à Montbrison sont emmenés à Vénissieux, sans être convoyés ensuite en camp d'extermination. En revanche, Ruchka Majercole, 15 ans, habitant Moingt, est déportée le 2 septembre suivant à Auschwitz où elle disparaît. Bruno Schanger, 29 ans, est emmené le 26 août du 27^e GTE de Feurs à Vénissieux, puis déporté en septembre à Auschwitz d'où il ne revient pas. 27 Juifs de la Loire ont été transférés de Vénissieux à un camp nazi d'extermination. Bousquet avait proposé à Oberg de prendre d'abord les Juifs étrangers, puis les Juifs apatrides. 30 000 sont ainsi livrés à la déportation avant la fin de 1942. Quarante départements non occupés ont été concernés.

Fin octobre et début novembre 1943, les arrestations s'opèrent presque totalement à Roanne et surtout à Saint-Étienne. Les indicateurs n'orientent pas le SD, la Gestapo et la Milice vers l'arrondissement de Montbrison, à une exception près. Léon Schnerck, 40 ans, bonnetier, se fait emmener de Chazelles-sur-Lyon le 2 novembre. Déporté aussitôt à Auschwitz le 20 novembre 1943, il a la chance d'en revenir. Des imprécisions demeurent sur les dates de 1943. Eliath (Elie) Friedland, 49 ans, pâtissier à Montbrison, est arrêté dans cette ville et déporté le 31 juillet 1943 à Dachau. Isaac et Jacques Bronfma de Sury-le-Comtal, sont arrêtés en 1943 d'après Albert Peycelon, l'un en 1943, l'autre en 1944, selon Jeanine Silberberg née Dreyfus.

¹⁷⁷ Albert Oriol-Maloire, *Hommes et combats. La Loire 1939/1945*, Martelle Éditions, 1994, article de Gabriel Debard, « Quand "Setter", agent S176, se souvient... », p. 33.

¹⁷⁸ La famille Schégerin, par exemple, avec un père juif hongrois puis classé apatride en 1938, est emmenée à Saint-Étienne, au Soleil par la police française. Des pièces administratives fournies par madame Bonnefond de la 4^e division, 1^{er} bureau de la préfecture, prouvant la non-appartenance de la mère à la « race » juive, entraîne la libération des Schégerin (témoignage de la fille Suzanne Schégerin, mariée Vuilin, 2009).

¹⁷⁹ ADL, 2W 779, « Convois vers les centres de Vénissieux (26 août 1942) ».

extrait de " La déportation dans la Loire 1940-1944"

	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	TOTAL	Rentrés	Non Rentrés (1)
Personnes arrêtées dans la Loire et déportées par mesure de persécution raciale	215	109	324	49	231
Personnes arrêtées dans la Loire et déportées par mesure de répression	627	79	706	433	265
TOTAL des personnes arrêtées dans la Loire	842	188	1030	482	496
Personnes nées dans la Loire et arrêtées à l'extérieur du département par mesure de répression	347	35	383	226	117
TOTAL des déportés de la Loire	1189	223	1413	708	613

Nathalie Forissier p .35

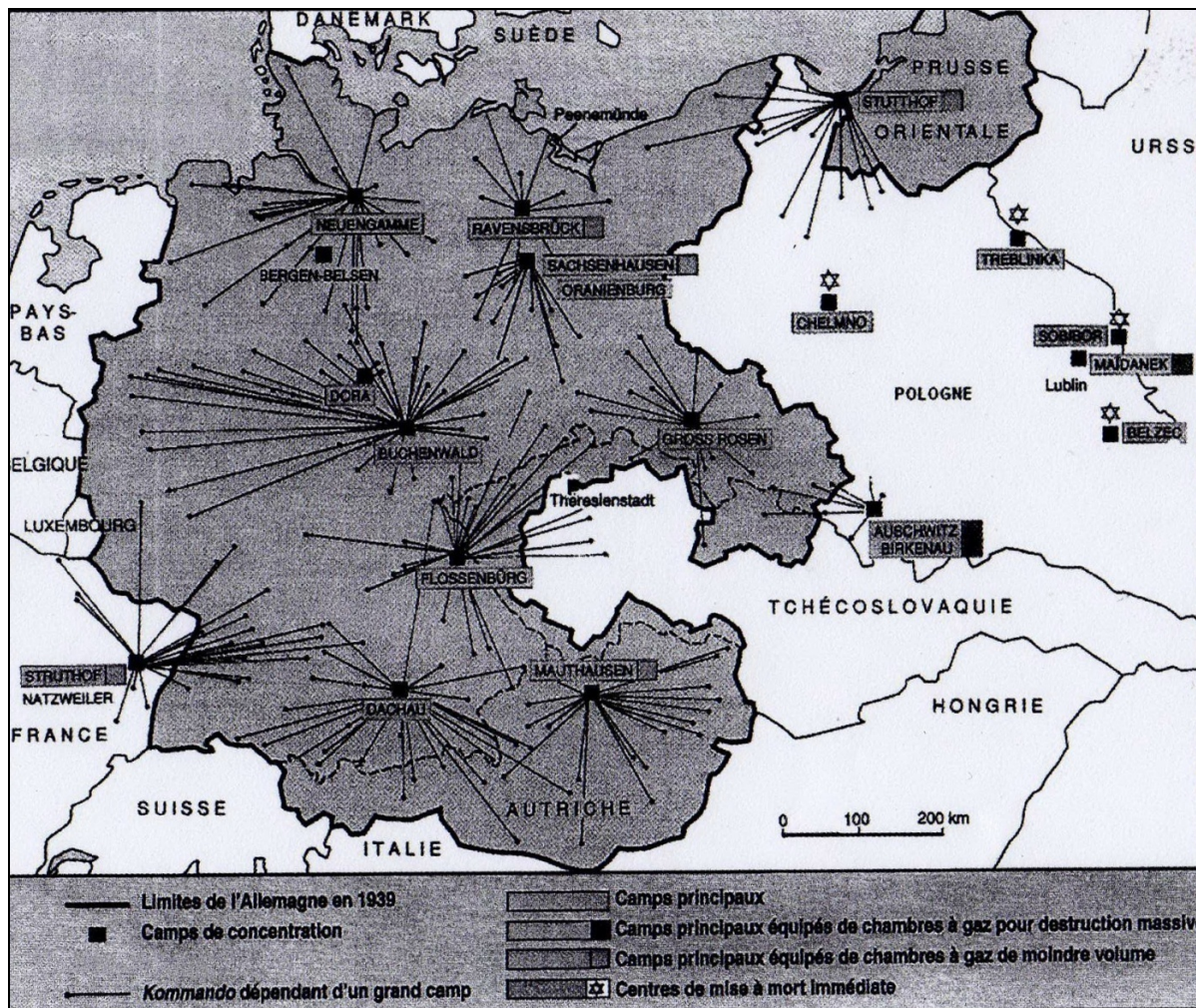
Les gestapistes, fin mai 1944, frappent en priorité le Forez. À Noirétable, le mardi 23 mai 1944, sont arrêtés les membres de la famille Hirsch (Armand, Claude, Edmée), Renée Meyer, Michel Grumbach, Charles Cyganovitch. Ces deux derniers sont déportés par le convoi n° 76, le 30 juin 1944, à Auschwitz où ils disparaissent ¹⁸⁰. Les Hirsch connaissent le même sort, sauf Claude Hirsch, déporté à 13 ans, revenu d'Auschwitz à 14 ans. À l'exception de ce jeune, tous les autres enfants, âgés de moins de quatorze ans, exactement 20, sont exterminés à Auschwitz ¹⁸¹. L'opération de Montrond-les-Bains, le jeudi 25 mai 1944, à l'heure matinale habituelle, provoque l'arrestation de Serge Moline et des membres de cinq familles : 2 Blum (Jacques, Caroline), 4 Dreyfus (Georgette, Huguette, Jeanine, René), 3 Schwab (Jeanne, Mathilde, Neptalie), 2 Sichel (Robert, Denise), 3 Simon (Emmanuel Irma, Paulette). 3 de ces 15 Montrondais vont rentrer de déportation : Jeanine Dreyfus, Jeanne Schwab, Paulette Simon. Le 25 mai 1944 encore, a lieu la même opération à Veauche : 3 Bernheim (Robertine, Marcel, Léon) sont destinés aussi à Auschwitz. Le 29 mai, dans la même commune, Jérôme Samuel est arrêté. Autre expédition à Saint-Galmier, le 25 mai, qui emmène Juliette Baer, Catherine Cohen, Wolf Pekel ; les trois sont déportés à Auschwitz par le convoi n° 75 du 30 mai. 35 Juifs sont arrêtés dans la Loire et déportés au cours de la dernière décade de mai 1944. Ils ont forcément été, même hors de l'arrondissement de Saint-Étienne, dénoncés. Les trois grandes vagues d'arrestations entraînent 27, 40 et 35 déportations, soit 102, dans les convois de la mort, presque le tiers des Juifs de la Loire aux mains des nazis dans les camps. Pour connaître leur lieu de souffrance, d'avilissement, d'extermination et leur sort final, il faut croiser les statistiques établies entre 1980 et 2005. Jeanine Sibelberg, née Dreyfus, a eu le mérite d'établir une liste de 194 Juifs disparus. Il faut en retirer l'avocate du barreau de Saint-Étienne Simone Levailant, qui est tuée à Sobibor le 30 mars 1943, seize jours après la répression du 14 mars dans sa ville ¹⁸². Nurgadül Doganer, en 2001-2002, nomme 250 juifs déportés et en ajoute 46 autres qui n'ont pas été mentionnés dans l'ouvrage de Serge Klarsfeld, soit un total de 297. Elle nuance les affirmations de Monique Luirard qui jugeait en 1980 excessives celles du rabbin Champagne, pour lui « 300 déportations environ ¹⁸³ ».

¹⁸⁰ Doganer Nurdül a utilisé dans son travail de maîtrise les convois numérotés et nominatifs de Serge Klarsfeld.

¹⁸¹ Forissier, Nathalie, *op. cit.*, p. 48.

¹⁸² Sa famille argue en avril-mai de ses origines qui la soustraient à la race persécutée. Le 8 octobre 1943, le préfet répond à une candidate de l'occupation de son appartement qu'elle est internée à Drancy.

¹⁸³ Luirard M., *La Région stéphanoise dans la guerre et dans la paix (1936-1951)...*, p. 649.



D'après le fonds Albert Peycelon et le travail de Doganer, il faut préciser les destins de :

- Anna Alzeyrat déportée le 25 juin 1942 à Auschwitz et non rentrée (convoi n° 70 du 14 mars 1944).
- Wacheim Lippner rentré d'Auschwitz.

Ces élucidations ramènent à 42 au lieu de 44 les sorts inconnus par N. Forissier. Il faut inclure six autres déportés, référence faite à Doganer :

- Claude, Aline et Justine Caen, les trois non rentrés.
- Jean et Pierre Coudry, de Saint-Étienne, non revenus.
- Salomon Rosenberg, de Roanne, non rentré.

Notre pourcentage porte, après ces ajouts, sur 330 déportés juifs de la Loire. Indiquons d'abord le terrible destin de la plupart des déportés de l'arrondissement de Montbrison :

Nom et prénom	Date et lieu d'arrestation	Date du convoi de déportation	Camp de concentration et âge	Sort final (rentré ou non rentré)
Aszerman Ziga	26/04/44 Feurs	30/05/44 n° 75	Kaunas, 45 ans, Stutof	NR
Baer Juliette	25/04/44 St-Galmier	25/05/44 n° 75	Auschwitz, 73 ans	NR
Bzenheim Robertine	25/05/44 Veauche	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 64 ans	NR
Bernheim Marcel	25/05/44 Veauche	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 41 ans	NR
Bernheim Léon	25/05/44 Veauche	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 40 ans	R
Blum Jacques	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 74 ans	NR
Blum Caroline	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 67 ans	NR
Cohen Catherine	25/04/44 St-Galmier	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 67 ans	NR

Cyganovitch Charles	23/05/44 Noirétable	30/06/44 n° 76	Auschwitz, 19 ans	NR
Dreyfus Georgette	25/04/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 46 ans	NR
Dreyfus René	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 50 ans	NR
Dreyfus Huguette	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 16 ans	NR
Dreyfus Jeanine	25/05/44 Montrond	26/05/44 n° 75	Auschwitz, 18 ans Theresienstadt Bergen Belsen	R
Friedland Elie	21/06/44 Montbrison	31/07/44 n°75	Auschwitz, 49 ans	NR
Grumbach Michel	23/05/44 Noirétable	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 60 ans	NR
Hirsch Armand	23/05/44 Noirétable	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 50 ans	NR
Hirsch Claude	23/05/44 Noirétable	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 13 ans	R
Hirsch Edmée	23/05/44 Noirétable	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 36 ans	NR
Lorenter Nathan	04/09/43 Feurs	21/05/44 n° 74	Auschwitz, 22 ans	R
Majercole Rudka	26/08/42 Moingt	02/09/42 n° 27	Auschwitz, 15 ans	NR
Metzger Caroline	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 68 ans	NR
Meyer Renée	23/05/44 Noirétable	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 32 ans	NR
Moline Serge	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 19 ans	NR
Pekel Wolf	25/05/44 St-Galmier	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 73 ans	NR
Samuel Jeanne	26/04/44 Feurs	20/05/44 n° 74	Auschwitz, 63 ans	NR
Samuel Jérôme	29/05/44 Veauche	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 65 ans	NR
Schanger Bruno	26/08/42 Feurs	Septembre 1942	Auschwitz, 39 ans	NR
Schwab Jeanne	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 42ans Begen Belsen	R
Schwab Neptalie	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 78 ans	NR
Schwab Mathilde	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 77 ans	NR
Sichel Robert	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 39 ans	NR
Sichel Denise	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 30 ans	NR
Simon Emmanuel	25/05/44	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 59 ans	NR
Simon Irma	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 45 ans	NR
Simon Paulette	25/05/44 Montrond	30/05/44 n° 75	Auschwitz, 23 ans	R
Wahl Berthe	26/04/44 Feurs	20/04/44 n° 74	Auschwitz, 19 ans	NR
Schneider Aron	20/08/43 Boën	30/06/44 n° 76	Auschwitz, 51 ans	NR

Remarquons que 6 Juifs sur 37 sont revenus de l'enfer. Repérez leur âge. La date de décès, lorsqu'elle est connue, est intéressante à considérer par rapport à l'âge des victimes et à la durée de la survie. Nathalie Forissier a donné quelques dates d'extermination à l'arrivée de Juifs :

Nom et prénom	date de déportation	extermination
Bernheim Robertine	30/05/44	juin 1944
Bernheim Marcel	30/05/44	octobre 1944
Dreyfus Georgette	30/05/44	02/06/44
Dreyfus René	30/05/44	02/06/44
Hirsch Armand	30/05/44	04/07/44
Samuel Jeanne	20/05/44	25/05/44
Schwab Mathilde	30/05/44	02/06/44
Sichel Denise	30/05/44	02/06/44
Simon Emmanuel	30/05/44	04/06/44
Simon Irma	30/05/44	04/06/44

Des Juifs de la Loire sont déportés par le convoi n° 73 du 15 mai 1944 à Kaunas (Kovno) en Lituanie, sur le Niémen, à 150 kilomètres de la Baltique, ou envoyés à Revel (ou Reval), aujourd'hui Taffinn, capitale de L'Estonie, sur le golfe de la Finlande. 10 Ligériens sont enfermés dans un ancien fort de Kaunas ¹⁸⁴.

¹⁸⁴ N. Doganer donne un convoi de 17 Juifs sur Kaunas ou Revel. Forissier N. en a retenu 10.

Nom et prénom	camp de concentration	sort final
Aszermann Sziga	Kaunas puis Stutof, 45 ans	NR
Blaustein Lazare	Kaunas, 54 ans	NR
Blaustein Paul	Kaunas, 37 ans	NR
Bronfma Jacques	Kaunas ou Revel, 35 ans	NR (+27/12/44)
Futeral Sandel	Kaunas ou Revel, 22 ans	R.
Hayem Raymond	Kaunas, ?	?
Israël André	Kaunas, 17 ans	NR
Israël Jules	Kaunas ou Revel, 52 ans	NR (+02/10/44)
Metzger Gaston Samuel	Kaunas ou Revel, 34 ans	NR (+20/05/44)
Winler Elias	Kaunas, 21 ans	NR (+octobre 1944)

Dans l'un de ces derniers convois de Juifs de la Loire - l'ultime déportation aura lieu le 11 août avec le transport n° 78 - est enfermé notre voisin André Israël, mécanicien, qui avait huit ans de plus que moi et avec qui j'ai passé, dans la cour de l'immeuble du 17, rue Denis-Papin, plusieurs brefs moments de propos gais. Son beau-frère Samuel Metzger, employé à la Manufacture d'armes de Saint-Étienne, plutôt appelé Gaston que Samuel, est joint à six autres membres de la famille ce jeudi 30 mars 1944. Lui aussi, dans ce convoi du 15 mai, a disparu à Kaunas ou Revel. Simone Veil et sa sœur Denise Vernay, nées Jacob, revenues respectivement d'Auschwitz et de Ravensbrück, ont perdu à Kaunas leur père et leur frère Jean. Les informations sur le sort de Kaunas sont des plus restreintes. Une plaque a été apposée en souvenir des massacres effectués par balles. On sait que, lors de l'invasion allemande pendant l'été 1942, le 65^e bataillon de police, levé à Recklinghausen, une ville moyenne de la Ruhr, y a fait « une incroyable boucherie de Juifs ». Un premier massacre associant des Allemands et des Lituaniens, fin juin 1941, cause 3 800 morts Début juillet, des « groupes de Lituaniens opérant sous commandement allemand fusillent de nouveau 3 000 juifs à Kovno [Kaunas] ¹⁸⁵ ».

Raul Hilberg a établi une « répartition des victimes par mode d'extermination » dans le génocide de 5 100 000 Juifs :

- morts par suite de la « ghettoïsation » Varsovie... : 800 000, soit 16 % ;
- morts par exécution en plein air par fusillades : 1 300 000, soit 24 % ;
- morts dans les camps : 3 000 000, soit 60 %.

Revenons à des statistiques régionales et nationales :

	Juifs présents	Déportés	Victimes	Survivants
Arrondissement de Montbrison	350	37 soit 10,6 %	31 soit 83,8 % des déporté(e)s	6 soit 16,2 %
Département de la Loire	3 000	330 soit 11 %	237 (dont le sort est connu)	50 (dont le sort est connu)
France	330 000	75 721 soit 23 %	96,66 %	2 500 soit 3,33 %

Nous nous sommes reportés aux 2 349 personnes juives, nombre estimé par Monique Luirard relativement à l'année 1942. En considérant le nombre des Juifs non déclarés, qui se sont sans doute cachés, qui ont adopté un nom d'emprunt, qui ont été protégés, nous avons majoré d'un quart cette estimation.

Ce qui symbolise la protection ou l'aventure des Juifs dans le Forez, c'est le cas des Auslander et des résistants Ackermann et Salco. Après avoir échappé à l'arrestation du 9 octobre

¹⁸⁵ Daniel Goldagen, *Les bourreaux Volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires de l'Holocauste*, p. 266-267.

1943 chez les Pasqualini à Saint-Étienne, Marcel et Bertie Auslander peuvent se réfugier chez un ancien patient du médecin, à Estivareilles, Aimé Thévenet, apiculteur, qui a pour épouse une institutrice d'un hameau, Andrée. Le groupe MOI à mouvance anarchiste du Nétrablais, après les attaques des GMR en avril 1945, émigre à La Renaudie (Puy-de-Dôme). Le groupe Salco-Ackermann rejoint le maquis dans les combats du mont Mouchet en juin. Elémer Salco, dans un corps-franc, est tué à Chaudes-Aigues. Ackermann, qui commande une compagnie de maquisards, est blessé et passe ses responsabilités à un dénommé Khaskai¹⁸⁶.

Nous pouvons témoigner que nous n'entendions pas parler en classe, dans l'après-guerre immédiate, de la déportation des Juifs. Les récits étaient réservés à des actes de répression en France, au massacre de villages, à commencer par Oradour-sur-Glane. Aujourd'hui, la visite d'Auschwitz est devenue un but possible pour des scolaires. *Le Voyage des lycéens à Auschwitz* et à Birkenau, à trois kilomètres, ont convaincu les sceptiques ou les indifférents à la disparition des Juifs. Le compte rendu de Samia Esabaa, professeur dans un lycée professionnel de Noisy-le-Sec (département de Saint-Denis), à forte majorité de musulmans issus de l'immigration, expose leur émotion devant les horreurs infligées aux juifs et le besoin de ces lycéens d'en informer d'autres à leur retour¹⁸⁷. Jeanine Silberberg, déportée successivement dans trois camps à dix-huit ans, a exprimé les aspects de sa tragédie dans le livre de Nathalie Forissier et lors de son témoignage avec Suzanne Goldschmitt, née Grundmann, amie de camp, à l'université de Saint-Étienne. La disparition de ses parents Renée et Georgette Dreyfus, à leur arrivée à Auschwitz, et la mort de pleurésie de sa sœur cadette le 7 mai 1944 dans le même camp, l'ont conduite à s'investir dans le témoignage sur le cauchemar de toute une vie¹⁸⁸. Elle a parlé de son tatouage, de sa déshumanisation, de son assimilation « à un « stick », à un objet, à un esclave, un sous-homme ».

La déportée NN (*Nacht und Nebel*, Nuit et Brouillard), Violette Maurice, amie très proche, à Ravensbrück et à Mauthausen, de Denise Jacob, deux femmes de la Résistance, a survécu grâce à la chance mystérieuse, à la solidarité, et à l'expression poétique de son imaginaire. Plongée comme Camus dans le sauvetage de l'humain, elle a honoré sa promesse de témoigner : « Qui répondrait, en ce monde, à la terrible obstination du crime si ce n'est l'obstination du témoignage. » Elle s'est incarnée dans cette vie violemment écorchée, mais irremplaçable, même quand elle devait lutter contre le pire des néants. Dans *Les murs éclatés*, son père, Robert Maurice, interné à Montluc, lui avait appris « à rejeter l'étouffante tyrannie des murs », elle a projeté en miroir la situation d'un jeune David K. qui reçoit le nom de Philippe Garnier à neuf ans. Elle conclut : « Qu'est-ce qu'un juif ? Pourquoi était-il juif ? Était-ce mal ? Autant de questions qu'il n'osait pas poser¹⁸⁹. » Elle s'est inscrite dans la lignée de ce qu'il a été convenu d'appeler « la création concentrationnaire ». Elle s'est dressée contre le sort monstrueux fait aux enfants massacrés¹⁹⁰ :

*Chers petits qui n'aviez comme seuls paysages,
Que les noirs miradors et les hauts barbelés,
Je pleure encor sur vous, je revois vos visages
Précocement vieillis, pâles et désolés.*

*Vous n'avez pas connu la douceur de l'enfance ;
Quand le jour se levait sur le ciel incertain,
Vous ne perceviez rien du fragile matin
Que les cris gutturaux déchirant le silence.*

¹⁸⁶ Eugène Martrens, *L'Auvergne dans la tourmente 1939-1945. L'État français - L'Occupation - La Résistance - La Libération*, De Borée, 1998, p. 218 et p. 328.

¹⁸⁷ Samia Essabaa avec Cyril Azouvi, *Le voyage des lycéens. Des jeunes de cité découvrent la Shoah*, Stock, 2009, 196 pages.

¹⁸⁸ « Jeanne Dreyfus et sa famille » dans *La déportation dans la Loire 1940-1945* de Forissier Nathalie, p. 49-52.

¹⁸⁹ Violette Maurice, *Les murs éclatés*, action graphique éditeur, 1990, p. 27-28.

¹⁹⁰ Violette Maurice, Marielle Larriaga, *Les Voix de la mémoire. Échos des champs de concentration*, Poème de Violette Maurice, Éditions Lyonnaises d'art et d'histoire, 1990, p. 9 et 75. « Paul Pasqualini - Anna Pasqualini », dossier 8457.

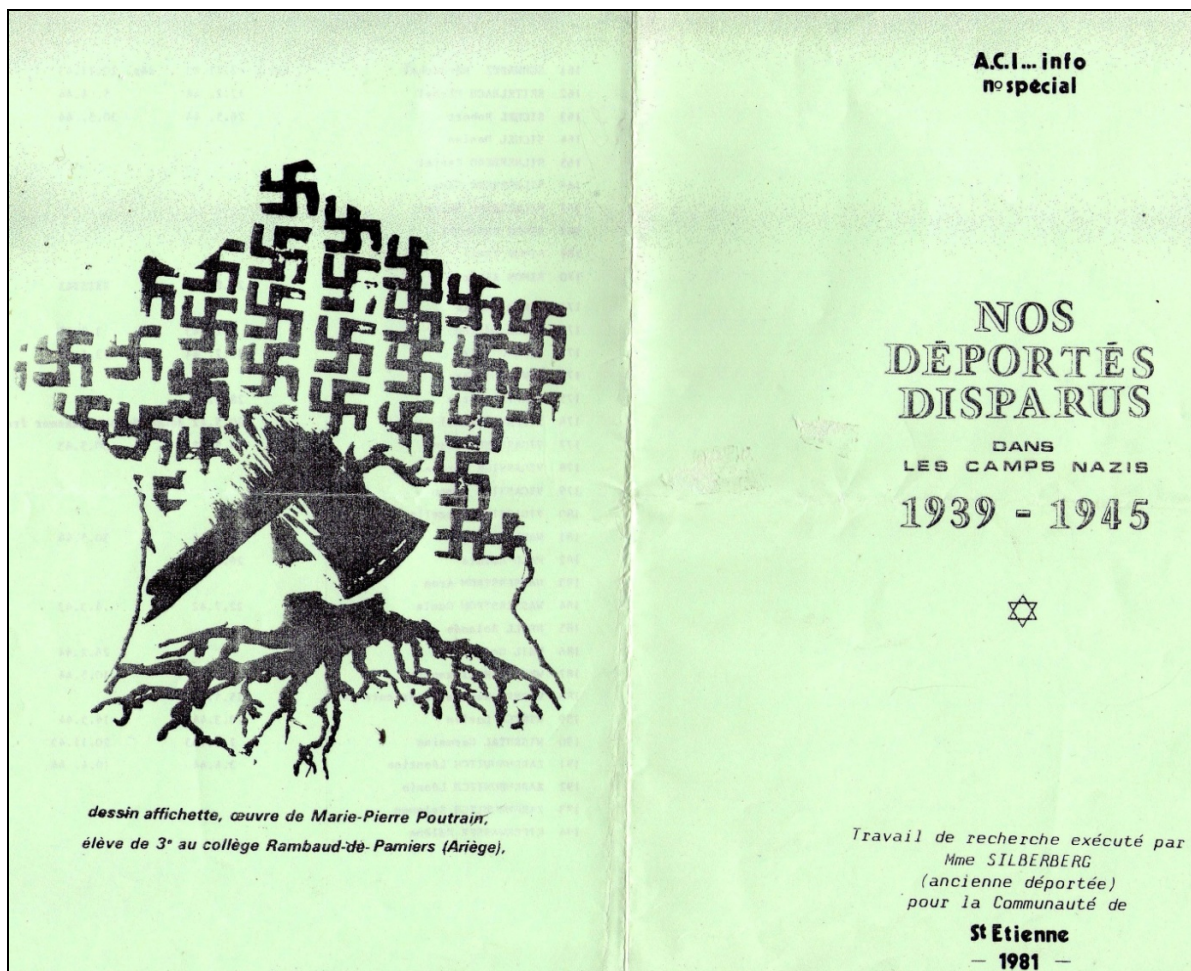
*Puis vous êtes partis dans les derniers transports,
ô vous les innocents d'une époque tragique !
La fumée alentour tournoyait, maléfique...
Nul bourreau n'a jamais répondu de vos sorts.*

Violette Maurice

Notre tentative de faire l'histoire de la persécution des Juifs dans le Forez montre aussi ses creux de documentation. Dans la Loire, les disparitions des dossiers de Juifs français recensés et la perte des listes de Juifs étrangers laissent en friche tout un champ de recherche.

Que le constat de « la banalisation du mal » d'Hannah Arendt, que le surgissement de la révolte de Simone Veil, que le caractère anachronique de la haine de l'Allemand Gunther Anders, que « la marche funèbre » d'Auschwitz, restituée par la violoncelliste du camp Anita Wallfisch, que « la loi d'airain » de Claude Lanzmann « à ne pas comprendre la Shoah », que le jaillissement de Primo Levi dans l'indicible et l'incommunicable, que toutes ces expériences et ces visions nous remettent en perpétuité de mémoire la politique d'extermination d'Hitler, affirmée depuis *Mein Kampf* (1924) jusqu'à son obsession à la veille de son suicide, le 29 avril 1945.

André Israël, si décidé à sauter les murs qui séparaient nos deux immeubles contigus, était devenu à Kaunas une victime de la persécution hitlérienne, qui visait à établir un « espace vital » pour le peuple allemand et à mettre en œuvre le génocide le plus systématisé du XX^e siècle.



Au terme de cette étude, je remercie beaucoup Benjamin Faure, un jeune homme curieux d'informatique, qui m'a grandement aidé à la présentation et à la mise en page des différents documents.

G. A.

Table

Présentation

par **Maurice Damon**

page 3

Le Forez de l'Occupation à la Libération (1940 - 1944)

Communication de **Pascal Chambon**

page 5

Le mouvement Combat

dans la Résistance montbrisonnaise

Communication de **Claude Latta**

page 15

Les combats d'Estivareilles (août 1944)

Communication de **Sylvia Millet**

page 45

Les Juifs dans le Forez en 1940-1944

Leurs protecteurs, leurs persécuteurs, leurs bourreaux

Communication de **Gérard Aventurier**

page 51

Cahiers de Village de Forez

n° 70, janvier 2010

Siège social : Centre Social, 13, place Pasteur, 42600 Montbrison.

Directeur de la publication : Joseph Barou.

Rédaction : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.

Comité de rédaction :

Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Joël Jallon, Marie Grange, Claude Latta, Gabriel Mas, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Alain Sarry, Pierre-Michel Therrat, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2010.

ISSN : 0241-6786.

Impression : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.